

Silence

N°297
Juin
2003
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Les chantiers de la décroissance



Nord Sud
Vous avez dit
commerce équitable ?

Politique
Le monde tel qui est

Les chantiers de la décroissance

■ **Témoigner ensemble d'un possible vivant et créateur**

de Marie-Andrée Brémond

■ **Le terreau des nép-rureaux**

de Michel Lulek

■ **Ethocratie**

de Michel Ots

■ **Times is money**

de François Terris

■ **Le pari contre l'effet de serre**

de Sabine Rabourdin, Fabrice Flipo et Philippe Lemp

Nord Sud
Vous avez dit commerce équitable

avec Louis Pinsard, Jacques Joubert, Lydia Ebdon-Borde, André Franqueville, Michel Bernard

Politique

Le monde tel qu'il est

d'Alain-Claude Galtié

Politique

Déviants d'Evian

de Madeleine Nutchey

Brèves

- 17 Alternatives
- 19 Société
- 20 Paix
- 21 Annonces
- 22 Nucléaire
- 23 Energies
- 24 Environnement
- 25 Nord-Sud
- 30 Femmes
- 31 Santé
- 31 Politique
- 36 Livres
- 38 Courrier

Les infos contenues de ce numéro ont été arrêtées au 30 avril 2003.

VU de l'intérieur...

Petit budget

Nous avons pas mal de courrier nous demandant ce qu'il faut faire pour bénéficier du «petit budget». Celui-ci correspond pour nous au minimum, c'est-à-dire au coût d'un exemplaire supplémentaire et ne paie donc pas la conception et le fonctionnement de la revue. Libre à chacun de choisir entre le prix normal et le «petit budget» : nous vous faisons entièrement confiance et nous estimons ne pas avoir à exercer de contrôle social.

N°300 : 27 juin

Pour le numéro 250, nous avions proposé à nos lecteurs de faire le numéro eux-mêmes, sur le thème des alternatives. Cela n'avait pas fonctionné et nous n'avions pu faire que huit pages. Le thème plus large choisi cette fois — des expressions artistiques — a mieux fonctionné et vous devriez recevoir fin juin un numéro entièrement rempli de vos contributions. Un grand merci à tous ceux et celles qui ont envoyé

leur participation. Les impatients peuvent venir découvrir le numéro lors de son expédition le vendredi 27 juin de 14 h à 21h 30.

CLERMONT-FERRAND Café-Silence

Le prochain débat du café-Silence, le mercredi 25 juin à 19 h, portera sur l'éducation à l'environnement : celle-ci peut-elle contribuer à sensibiliser nos enfants aux questions d'écologie ?

Rendez-vous aux Café *Les Augustes*, 5, rue *Sous-les-Augustins*, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 37 07 94.

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés aux alternatives en Franche-Comté (juillet), le numéro 300 (août), les vaccins (septembre), la peur de la décroissance (octobre), le sexisme, les alternatives en Provence (janvier)...

Rencontres des Ami-e-s de Silence

L'association Les Ami-e-s de *Silence* organise la rencontre des lectrices et lecteurs de la revue au Biolopin, dans le Jura, en Franche-Comté, du samedi 5 au samedi 12 juillet 2003.

Au menu : des ateliers proposés et animés par des lectrices et lecteurs sur tous thèmes liés à la revue. Habitat sain et technique pratique du bois cordé, autoconstruction (séance avec montage de diapos), les réseaux d'hébergement solidaire, simplicité volontaire et décroissance soutenable, non-violence et aikido, l'écologie au quotidien, les éco-villages, les écocités : rêve impossible ?, comment réduire ses déchets, village de Vaudoncourt : une démocratie directe ?, comment mettre la main à la pâte... Liste à compléter par vos propres propositions ! Et bien sûr des ballades, lectures, contes, musiques, repas festifs et fondue, plats francs comtois (bio et locaux)... Il reste encore au moins 100 places d'accueil sur le site, dont des places en gîte d'étapes. Si vous êtes intéressées, envoyez un chèque d'adhésion (à partir de 5 euros par personne) **avant le 30 juin 2003**. L'adhésion est gratuite pour les enfants de moins de 4 ans. Prévoir pour le camping + repas bio (omnivore ou végétarien) environ 10 euros par jour. Amenez vos idées, suggestions d'ateliers ou de participations, vos instruments de musique, photos, diapos, livres ou objets à faire découvrir...

Programme plus détaillé avec renseignements et plan sur demande contre un timbre à 0,50 euro.

Contact : *Les ami-e-s de Silence*, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, courriel : amies.silence@free.fr, tél : 06 84 41 91 75.

) Courriers :
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
© Renseignements
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
© Diffusion - Comptabilité - Abonnements
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
© Rédaction
04 78 39 55 33 le mercredi
© Stands, correspondants
04 78 85 56 02
© Réassortiment, librairies
04 74 07 08 68
) Virements bancaires
CCP 550 39 Y LYON
) Distribution en Belgique
Brabant-Écologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 Ohain
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2^{ème} trimestre 2003
Tirage : 6 000 ex

Editeur : Association Silence
Président : Xavier Sérédine
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin
Administratrices :
Madeleine Nutchey, Suzanne Vignal.

Réalisation de la revue
Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru Gestion et abonnements : Michel Jarru Communication et documentation : Alexandre Esteban Maquette et publicité : Vincent Cheynet Stands salons et fêtes : Dorothée Fessler Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Piot Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Paul Garde, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schult, Myriam Travostino Ont participé à ce numéro : Marie-Andrée Brémond, Lydia Ebdon-Borde, Odile Dudouet, Fabrice Flipo, André Franqueville, Jacques Joubert, Lacroart, Philippe Lempp, Michel Lulek, Michel Ots, Louis Pinsard, Sabine Rabourdin, Rousso, François Terris.
Couverture : Marianne Cosnier.

Venez nous voir !

N°298-299 - juillet

Comité de clôture des articles : samedi 24 mai à 14 h (clôture brèves : mercredi 28 mai à 14 h)
Expédition : vendredi 13 juin de 14 h à 21 h 30

N°300 - Août

Expédition : vendredi 27 juin de 14 h à 21 h 30

N°301 - Septembre

Comité de clôture des articles : samedi 2 août à 14 h (clôture brèves : mercredi 6 août à 14 h)
Expédition : vendredi 22 août de 14 h à 21 h 30

Bulletin d'abonnement page 39



MALGRÉ L'ÉPIDÉMIE DE PNEUMONIE ATYPIQUE JEAN-PIERRE RAFFARIN MÂTIÈRE SON VOYAGE EN CHINE



* JE GARDE PAS CE MASQUE UNQUEMENT POUR ÉVOQUER LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME

VERS LA FIN DE L'INTERDICTION DE CHASSER LE MERCREDI



CHANTIER DES RETRAITES, CHANTIER DE LA DÉCENTRALISATION CHANTIER DE L'ÉDUCATION NATIONALE...



Décroissance : chantiers ouverts

En finir avec le développement, quel que soit le substantif qui l'accompagne. Rompre avec cet «enveloppement» qui étouffe toute autre forme d'organisation sociale. C'est une nécessité puisque personne ne nie l'impossibilité pour tous de vivre en paix, en consommant et polluant comme le font les pays développés, modèles du développement.

En effet le développement est fortement lié à l'accumulation du capital avec tous les effets que l'on connaît : exclusion, gaspillage, pouvoir de l'argent... et son expression quantitative s'appelle croissance économique.

Depuis plusieurs décennies une critique radicale est menée par quelques théoriciens, Ivan Illich, François Partant, Gilbert Rist, Serge Latouche... et des «praticiens», Ardelaine, Ambiance bois, la Nef des fous, les communautés de l'Arche, Longo Mai, Les Jardins de Cocagne... ont expérimenté des alternatives constructives d'un autre rapport aux hommes et à la planète.

Rompre avec la croissance c'est admettre l'idée de la décroissance, expression intéressante car elle exprime la rupture. Cependant ce mot est immanquablement associé à régression dans la logique économique et culturelle actuelle et a donc dans les esprits une forte connotation négative. D'ailleurs définir un concept aussi global par son inverse ne peut qu'être factice.

Alors ce concept, même accompagné de l'adjectif soutenable, représente mal tous les possibles qui s'ouvrent.

En effet la décroissance c'est créer les conditions d'un futur acceptable pour la planète, pour nos enfants mais c'est aussi redonner sa vraie place au social, au politique dans l'économie, réinsérer l'économie dans les autres institutions sociales et non l'inverse, construire de nouveaux rapports entre les hommes visant à l'amélioration des conditions sociales de tous. Vaste chantier mais combien plus enthousiasmant que ce qu'on nous propose aujourd'hui et qui laisse sur le côté des milliards d'êtres humains.

C'est aussi voir ou essayer de voir ce qui est indispensable à sa vie, se réapproprier son espace de vie, se rapprocher de valeurs universelles humaines. C'est, comme l'écrit Serge Mongeau, opposer au pouvoir de l'argent les pouvoirs du nombre, de l'imagination et de la ténacité.

Le tissu de ce «futur acceptable» se construit et se construira par l'entrelacement de toutes les initiatives en dehors de tout totalitarisme ou moralisme avec cependant la radicalité, gardienne du sens.

Les travaux ont déjà commencé. Ils s'enrichissent de la diversité des approches et de leurs formes : individuelles et collectives, rurales et urbaines, d'ici et d'ailleurs.

Sylviane Poulenard ■



Témoigner ensemble d'un possible vivant et créateur

«Vivre simplement pour que d'autres, simplement, puissent vivre» disait Gandhi. La notion de limites ne date pas d'aujourd'hui. Autour d'un projet spirituel, les Communautés de l'Arche vivent la simplicité volontaire depuis plus de cinquante ans.

L'Arche de Lanza Del Vasto, fondée en 1948, dépasse le cadre d'une communauté de vie. Elle est tout un mouvement dispersé dans le monde, bien que principalement en France et en Europe, autour de la non-violence telle que l'a vécue Gandhi. Mais une communauté de vie, ici la Borie Noble, est en revanche représentative de ce que l'Arche aspire à véhiculer : la non-violence dans tous les aspects de la vie. La décroissance soutenable, que nous avons toujours appelée «simplification de vie», et qui en un sens englobe plus large, est l'un de ces principaux aspects. Un demi-siècle s'est écoulé depuis l'intuition du fondateur, la recherche de simplification a été portée par le temps, source de changements et évolution, mais demeure toujours profondément enracinée dans notre vocation, indissociable de la non-violence.

Afin de répondre à la question du rôle de la communauté et de l'éco-village (1) en regard de la proposition de décroissance soutenable, s'ils peuvent être un modèle applicable à l'ensemble de la société, et comment donner envie de mettre au cœur de sa vie cette recherche de simplification, voici proposée une brève réflexion issue de la réalité de la Borie Noble.

Du dire à l'agir : un pas vers l'unité de vie

Si la décroissance soutenable était seulement une réponse ou un phénomène isolé, elle perdrait sans doute beaucoup de force. N'est-elle pas plutôt la branche d'un arbre immense, la conséquence d'une réflexion plus globale ? Cette réflexion qui lui préside, cette semence en quelque sorte, on peut l'appeler conscience, on peut l'appeler Dieu, pour certains elle se réduit à une urgence écologique et ça l'est assurément ; pour nous c'est d'abord la graine de non-violence. Ainsi se pose-t-elle sur le chemin comme une réalisation incontournable, mais pas unique, entourée par d'autres manifestations par exemple culturelles, militantes ou spirituelles issues des mêmes valeurs, d'où résulte une forme d'unité, d'harmonie dans notre quotidien.

Car il est une chose de connaître et d'acquiescer à l'exigence d'une décroissance sou-

tenable et une autre d'y accorder sa vie, ou à tout le moins d'essayer, avec les nombreux choix que cela implique. Il est fructueux de prendre les moyens d'accorder sa vie avec sa pensée et que puisse naître une relative unité entre l'être et le faire, un respect de soi, de l'autre et de la nature. Faire le choix de simplifier sa vie l'implique globalement et constitue un engagement en soi qui dépasse le cadre «mathématique» de réduire sa consommation générale. Cela sous-tend d'abord qu'il faille se changer soi-même, transformer sa vision des choses.

Si la communauté de la Borie Noble conteste l'exploitation, la consommation à outrance, l'aliénation et toute forme d'injustice, elle formule en échange une proposition vivante. Ce qu'elle propose demeure un modèle bien imparfait. mais elle ose le vivre et traduire ainsi en acte une «exigence éthique» espérant aussi encourager chacun à changer sa vie dans le sens d'une justice non-violente d'où découle en général une simplification. Une des caractéristiques de la communauté, outre celle majeure de poser en premier plan la relation humaine, est une plus grande visibilité qui peut laisser une impression plus forte, plus marquante chez celui qui la visite. Il apparaît clairement que «faire communauté» est un choix engageant mais avantageux de se donner les moyens de vivre fructueusement au quotidien cette décroissance soutenable. Bien sûr, cela suppose un changement conséquent de mode de vie et beaucoup de renoncement notamment à certains biens privés, mais c'est un acte très concret dont les clés sont dans le partage, le service et la confiance. Ces trois valeurs, appliquées en communauté et partout du reste, rendent possible une réelle diminution de la consommation, voire même des besoins.

Vivre ensemble permet matériellement chez nous qu'il n'y ait par exemple qu'un lavoir manuel pour l'ensemble des habitants et une machine à laver pour cinq personnes âgées, deux voitures pour onze permanents adultes (dont des familles), un téléphone et un télécopieur pour tous, engagés et stagiaires soit entre 30 et 40 personnes ! Un seul jardin, boulangerie, ferme, fromagerie, etc. Les fruits du travail sont partagés, chacun donnant ce qu'il peut et recevant en fonction



Repas dans une communauté de l'Arche.

de ses besoins. Chaque secteur d'activités, souvent représenté par une personne, produit pour l'ensemble du groupe, économisant ainsi beaucoup d'énergie tout en multipliant la diversité et la variété des produits. En mettant en commun et en redistribuant les connaissances, les talents et les forces, tout en préservant l'espace et l'intimité des personnes, on en arrive vraiment à un petit «miracle» économique et humain ! Vivre ensemble permet une immense économie d'énergie de tous types confondus, dont une incomparable économie budgétaire : nous vivons en dessous du seuil dit «de pauvreté» et pourtant nous vivons bien, avec une qualité de vie peut-être supérieure à la moyenne : équilibre entre temps de travail et temps libre accordé à la famille, à l'artisanat, à la préparation des fêtes... en outre le plaisir de vivre en pleine nature tout en étant entourés d'un environnement humain et culturel très riche. Nous avons réussi à préserver la liberté de cultiver la gratuité, ce lieu privilégié où toute chose n'est pas monnayable. Les réalisations matérielles issues d'une décroissance sont véritablement le fruit d'un travail préalable sur soi.

Bien sûr, la communauté telle que nous la vivons ici pousse très loin certains aspects, comme le partage d'une caisse commune. Mais il est d'autres manières de «faire communauté» avec en amont des valeurs similaires, de façon plus ou moins souple à l'échelle d'un hameau, d'un éco-village, d'un réseau d'amis, associatif ou géographique. L'essentiel est de faire un premier pas dans un environnement proche et de mettre la main à la pâte, car la décroissance soutenable concerne tout le monde. Le sésame de cette expérience : se regrouper et s'entraider. Evidemment il y a de nombreuses différences entre une vie à la ville et une vie à la campagne comme ici décrite. Mais la ville offre aussi plusieurs possibilités de se rencontrer, de créer des groupes d'entraide, de recycler, d'échanger, de co-voiturer, d'utiliser le transport en commun, de participer à des actions, etc. autant d'antidotes à la solitude : chaque réalité est unique. Avec de la volonté et de l'imagination, il est sans doute possible de vivre en ville une décroissance fructueuse de son niveau de vie.

(1) Je cite aussi le terme «éco-village», mais mon expérience se limite à la vie en communauté.



DR

A l'Arche, on fait soi-même son pain.

Décroissance soutenable : un pas sur le chemin

Il est vrai qu'à la Borie Noble le but premier n'est pas seulement que décroisse le niveau de vie : décroître est sur le chemin. Le but pour nous, et c'est ce qui unifie sur le plan humain, c'est d'honorer par nos actes le principe de non-violence comme projet au cœur de la vie. Sur le plan de l'«Ahimsa» (2), la décroissance soutenable serait le respect de toute vie, la recherche d'une forme de justice «universelle». Cela se traduit entre autres par le respect de la nature, le fait de ne pas exploiter, tirer de la terre, de l'animal ou de l'homme plus que ce qu'ils ne peuvent donner sans en pâtir, le souci d'égalité dans le partage des ressources, etc. Sur le plan d'une non-violence pour sociale, la décroissance soutenable pourrait correspondre au partage plus concret des terres, à la valorisation des métiers qui donnent la subsistance, les actions contre la mondialisation. Enfin, choisir le chemin qui va vers la non-violence implique que l'on choisisse une forme de «pauvreté» qui nous rapproche des plus démunis voisins et lointains. Il y a là le souhait de rééquilibrer, de donner une réponse aux abus, à la démesure généralisée. Le végétarisme quant à lui est un choix qui peut tenir ses raisons à la fois du respect de la vie, qui relève d'une action sociale pour la justice et d'un geste de simplification, d'un choix de «pauvreté».

Un souci de justice et de paix dont la fin serait dans les moyens passe nécessairement par une simplification de vie, un respect de l'homme et de la vie en général, le choix de moyens simples pour produire ou accéder à ce dont l'on a besoin pour vivre. Il faut prendre une part raisonnable et remercier

pour ce qui est donné. Vivre simplement c'est cultiver la liberté et s'éveiller à cette conscience conduit le plus souvent à poser un acte. Cet acte doit être à la mesure de chacun et des forces dont il dispose. Un tracteur est plus «rentable» qu'un cheval, mais choisissant un cheval, nous optons pour un lien respectueux à la terre et une relation de confiance avec l'animal. Une tronçonneuse est plus rapide qu'une hache, mais choisissant la hache et la scie, nous choisissons le silence, un rythme plus humain et l'esprit d'équipe ! Car, bien sûr, ce qu'un homme accomplit seul avec la machine, il en faut plusieurs pour l'accomplir manuellement. En produisant ce que l'on peut sur place et en s'approvisionnant pour le reste soit localement soit avec le souci d'un «commerce équitable» dans la mesure du possible, nous choisissons de ne pas contribuer à l'exploitation de l'homme.

Dans une certaine mesure, l'éclairage à la bougie offre aussi un bon exemple de simplicité, bien que plus discutable peut-être... Nous l'avons choisi par le passé et le choisissons encore pour certains ; c'est le geste le plus direct et simple pour avoir la lumière et bien que n'étant peut-être pas le plus écologique, il évite avec certitude le risque de consommation à outrance, avec les appareils électroménagers et qui pourrait advenir même avec les éoliennes et les panneaux solaires. Plus que la «performance écologique», l'essentiel n'est-il pas de réduire tout en tenant dans le temps ? Cela dit, les extrêmes, dans la décroissance comme ailleurs, risquent de négliger l'humain, or celui-ci passe en premier dans une démarche de justice non-violente : vigilance, donc, que la décroissance ne devienne pas mécanique, et que demeurent toujours des valeurs humaines pour l'orchestrer.

Nous ne sommes pas tous faits pour la vie communautaire, suivant la forme, la couleur et la souplesse qu'elle propose, car c'est très exigeant, c'est un peu comme une «formule totale». Mais tant mieux si elles existent pour témoigner d'un possible vivant et créateur ; tant mieux si déjà en route elles peuvent insuffler, même avec leurs failles et leur faiblesses cette conscience de non-profit, de non-possession et de non-domination. Tant mieux enfin si elles ouvrent leur porte et permettent ainsi à des gens intéressés de venir respirer un peu autre chose. Bien sûr un projet comme le nôtre «appliqué», «collé» n'importe où avec n'importe qui serait sans doute voué à l'échec, car il sous-tend d'abord une «âme», une part de mystère, ensuite une grande confiance et fidélité. Par dessus tout il

sous-tend un appel personnel où l'on est prêt à se donner à l'intérieur d'une direction commune qui ne soit pas qu'un projet matériel, parce que la première épreuve emporterait tout.

L'esprit de non-violence unit et ce point en commun nous aide à traverser les épreuves qui constellent le quotidien et toute l'histoire d'une communauté. Car vivre ensemble et partager est loin d'être toujours facile, mais cela dépend du sens et de l'importance que l'on y donne. Dans cette perspective, nous sommes donnés à quelque chose de plus grand et préparons, espérons-le, un lendemain meilleur pour nos enfants. Ici, depuis un demi-siècle, des hommes et des femmes engagés se sont passé le flambeau pour que dure ce témoignage d'une vie simple, mais riche, sur le chemin de la non-violence. Et tout est encore à faire. Mais voici, il semble qu'il y ait deux choses importantes pour que cette décroissance soutenable soit aussi durable : une fidélité et une persévérance au projet auquel on choisit de se donner, ou à la manière que l'on choisit pour donner forme à cette décroissance, et un idéal fort, alliés de valeurs qui unissent et aident à garder le cap lors des tempêtes et aux jours des «A quoi bon ?».

La décroissance ne peut être mécanique, il faut des valeurs humaines pour l'orchestrer.

La vie est souvent imprévisible et toujours changeante, c'est pourquoi il faut accepter que la forme que prend notre engagement pour une justice d'où découle une démarche de simplification change à l'image de cette vie colorée qui appelle du reste d'elle-même de nouvelles réponses adaptées à la mesure du présent : il faut demeurer à l'écoute.

Encore un petit élément, minuscule, mais qui a peut-être la force

d'un ouragan : toutes ces personnes, jeunes et moins jeunes, qui chaque semaine, chaque mois, chaque année par poignées sont venues voir «comment ça marche» à la Borie, s'essayer à une vie simple et fraternelle, des centaines, des milliers peut-être, ne sont-elles pas reparties avec une graine, une semence qui a porté ou portera fruit d'une façon ou d'une autre ? Nul besoin de chercher à être un modèle pour toute une société, il suffit d'être là, de témoigner simplement et honnêtement, sans trompettes. Le reste découle... car le temps fait son travail.

Enfin, si La Borie Noble a quelque chose d'unique qui la rend susceptible, peut-être, de constituer une forme de «modèle» applicable socialement, c'est sa composition. En effet, à l'image de la société, notre commu-

(2) Terme indien utilisé par Gandhi et imparfaitement traduit en français par non-violence.

nauté est composée d'enfants, d'adolescents, d'adultes, et de personnes âgées. Toutes les tranches d'âges y sont représentées, contrairement à un autre projet qui regrouperait des amis ou une seule tranche d'âge, le plus souvent des jeunes dans la force de l'âge. C'est pourquoi notre choix de vie s'il est créateur et durable, si ses membres s'épanouissent et que la décroissance soutenable y est effective, bref s'il fonctionne bien à son échelle, nous pouvons imaginer qu'il est sans doute sinon applicable, du moins adaptable à plus grande échelle, si les conditions sont réunies.

Le sens de l'accueil et de la beauté

L'hospitalité est un devoir important et ouvrir sa porte offre, outre la joie d'accueillir l'autre, la possibilité de rencontres et d'échanges fructueux : c'est l'antidote à la peur et à l'insécurité de notre société actuelle et la meilleure façon de s'enrichir de nouvelles idées pour vivre encore mieux nos aspirations. Par-dessus tout, l'ouverture à l'autre et son accueil à l'intérieur de notre foyer, communauté ou village, est une respiration nécessaire à la vie, pour autant que cette hospitalité comporte des limites pour le respect de chacun, car l'accueil est un espace de respect et de partage. Notre projet est d'une certaine façon «à cœur ouvert», le vivre pour soi serait peu de chose et également voué à l'échec dans la mesure où l'on croit en l'importance de transmettre l'urgence d'une simplification et de l'éveil de conscience quelle soulève. Il importe de donner la chance à d'autres d'être touchés. C'est donc le devoir de quiconque croit en cette urgence d'accueillir et de sensibiliser par son propre témoignage.

Développer le sens de la beauté semble une chose peut-être secondaire, mais à y regarder de plus près, on se rend compte à quel point c'est là le détail qui fait fleurir au quotidien cette simplicité : c'est la beauté et l'harmonie qui achèvent de convaincre que l'on peut être heureux tout en menant une vie simple. Que la pauvreté ne soit pas misère et que les choses simples soient empreintes de goût.

Par exemple, nos maisons et nos mobiliers sont faits de matériaux rustiques et la décoration est sobre, sans superflu. La sobriété et le bon goût valent aussi pour l'habillement, l'alimentation, le choix des dépenses, des lieux de vacances, etc. C'est au fond tout un art de vivre. La Borie est belle dans sa «nudité», fière dans sa rusticité. Celui qui passe par là est souvent touché et peut-être pensera : «c'est beau de vivre simplement, c'est apaisant». La beauté est une nourriture gratuite

C'est la beauté et l'harmonie qui achèvent de convaincre que l'on peut être heureux tout en menant une vie simple



Fête dans une communauté de l'Arche.

et non pas comme on nous le fait croire en addition d'objets superposés, souvent de matière synthétique, pour autant qu'il ne soient pas vraiment utiles. Mais mieux vaut par exemple un seau en plastique servant à porter l'eau quotidiennement qu'une accumulation de beaux objets naturels qui servent peu : l'accumulation et la démonstration ne sont pas dans l'esprit de la simplification. Cela se joue dans la réserve et l'humilité. L'harmonie est un sens que chacun peut développer sans beaucoup de moyens. Tout est là ; c'est une manière de saluer la beauté de la nature. Elle nous donne la force et le courage d'avancer sur le chemin, et nous aide à rester humbles et émerveillés devant l'extraordinaire perfection de la nature. Dans le sens de la beauté et de l'harmonie, on touche déjà à plus grand que l'homme, à une dimension qui le dépasse.

Avec très peu de choses et de moyens on peut faire une fête magnifique et accueillante, joyeuse et colorée, toute de chants, de danse, de jeux, de nourriture simple et bonne. Avec moins de choses que l'on pense, on peut faire grandir des enfants, des arbres, des fruits, cultiver un bout de terre et faire pousser des fleurs qui serviront pour les fêtes et les présents. Ici, les enfants, petits et grands,

«bricolent» avec ce que la nature leur donne et se gavent de fruits sauvages. Ce n'est pas une image d'Epinal, nous le vivons et c'est possible. Et nous le vivons au cœur d'une société de consommation, non pas isolés ou au-dessus, car mille ponts nous unissent. Et ce n'est que par cet incessant travail de va et vient et d'ouverture que nous pouvons arriver à toucher l'autre dans sa réalité, créer des liens durables. La recherche d'harmonie est

au cœur même de la recherche de simplification. Si on est bien avec soi-même et dans son environnement, on a certainement moins besoin de succédanés de bonheur et d'échappatoires. On se contente de ce qui est donné dans l'instant présent. Les choses nous servent et nous n'en sommes pas les esclaves ; nous plaçons ailleurs l'essentiel : dans la relation, le service de la paix et de la justice, dans une recherche de vie intérieure, etc. Il y a toute une sagesse enfouie dans la décroissance soutenable ! Si on voit une personne épanouie dans ce quelle vit, on s'intéresse de plus près à sa réalité : seul le témoignage direct et une bonne information peuvent donner envie à d'autres de s'engager sur la même voie. Aussi, toute communauté, écovillage, hameau ou réseau qui fonctionne à peu près bien et tient dans la durée peut constituer une forme de modèle non pas applicable à toute la société, mais adaptable à chaque réalité. Cela pour qu'un jour, et c'est là l'espérance, notre société donne des signes visibles d'un changement de cap. Le travail se fait peut-être dans l'ombre, mais il se fait imperturbablement.

Marie-Andrée Brémond

Communauté de l'Arche La Borie Noble.



L'Arche de La Borie Noble.

Le terreau des néo-ruraux

En faisant le choix de vivre à la campagne, avec souvent la difficulté de s'installer, les néo-ruraux s'obligent, de par leurs faibles moyens à une décroissance par rapport à leur ancienne vie en ville. Ce choix volontaire montre donc qu'une décroissance est possible. Dans quel domaine se fait cette décroissance ? Y a-t-il des compensations et lesquelles ? Faut-il dès lors opposer la ville à la campagne ?

S'il fut un temps où l'avenir ne pouvait être qu'urbain, le temps d'un «avenir rural» serait-il venu ? On pourrait presque le croire à lire la littérature sur le retour à la nature que les hebdomadaires en manque de sujets de société ressortent régulièrement, exemplaires trajectoires à l'appui de quelque cadre en mal de campagne qui monte sa PME performante aux champs, de quelque artiste qui vient se ressourcer dans son atelier montagnard, ou de quelque télé-travailleur inventif qui envoie ses prestations par Internet depuis sa grange reliquée façon «Je décore ma maison».

Ce phénomène marginal n'en est pas moins significatif du regard que nos contemporains portent désormais sur le monde rural. Chargé de valeurs positives, il acquiert peu à peu une séduction qui dépasse largement l'attraction saisonnière des villégiatures estivales. Un reportage d'une chaîne généraliste montrait un *trader* délocalisé dans le Midi qui poursuivait ses jeux boursiers depuis sa garrigue languedocienne. Il confiait son souci d'offrir un bel environnement à ses enfants, de consacrer plus de temps à sa famille, d'être plus disponible pour ses amis. Sans se poser certes de questions sur le sens de son travail et de ses transactions financières qui, peut-être, détruisaient à l'autre bout de la planète l'environnement d'autres enfants, la vie d'autres familles, la convivialité d'autres communautés... Pourtant, en donnant la priorité à ses enfants, sa famille, ses amis, il ne faisait que reconnaître ce que, somme toute, n'importe qui reconnaîtrait comme l'essentiel d'une vie : l'amour, l'amitié, le plaisir que l'on peut se donner les uns aux autres. Le fait que pour un *trader* aux dents longues le bonheur ne puisse se trouver

que «dans le pré», laisse deviner la charge de potentialités positives que recèle la ruralité.

Deux autres types de populations, radicalement différentes de ces «mobiles» montés en épingle par les *news* branchés, l'ont également compris. Ce sont ceux que Serge Latouche appelle les alternatifs volontaristes et les alternatifs historiques.

Les alternatifs volontaristes

Les années 70 virent, dans la suite de mai 68, un fort mouvement d'implantation néo-rurale en diverses régions de France. A la recherche d'une alternative à la société urbaine de consommation, de nombreux jeunes citadins, la plupart du temps très politisés, ont cherché à s'établir, le plus souvent sur des activités agricoles. C'est le temps des «communautés hippies» et du «retour à la nature» qu'ont fort bien analysé les sociologues Bertrand Hervieu et Danièle Léger (1). Cette transplantation ne s'est pas toujours faite sans heurts et l'on en retient souvent les échecs qui se sont soldés par un retour en ville des contestataires d'hier. Néanmoins, les «babas cool» n'ont pas tous fini dans les agences de publicité ou le personnel politique des années 80 comme quelques trajectoires célèbres peuvent le laisser croire (versions revues et corrigées sous couvert de modernité et de réalisme de la parabole du fils prodigue). Beaucoup demeurèrent sur place, y fondant familles, exploitations ou entreprises, faisant revivre l'école du village, s'investissant dans les conseils muni-

Les «babas cool» n'ont pas tous fini dans les agences de publicité ou le personnel politique des années 80.



OK

cipaux ou les associations, et contribuant de façon très active au renouveau des «pays», dont les états généraux tenus à Mâcon en 1983 sonnent l'heure. Le «développement local» devient politique nationale et, la crise aidant, l'attraction urbaine moins évidente. Se dessine en maintes zones rurales la carte de ce que Henri Mendras a judicieusement nommé le «pays de l'utopie rustique» (2) (situé davantage au sud qu'au nord, davantage dans les pays de montagne que dans les zones de plaine, davantage dans des départements démographiquement et économiquement défavorisés).

Issues de cette large mouvance, nourries de quelques luttes emblématiques (Larzac, 1971/1981; Plogoff, 1980/81) mâtinées de régionalisme (c'est l'époque de l'étonnant succès du Montaillou, village occitan d'Emmanuel Le Roy Ladurie, 1975), empreintes de nostalgie ou de retour aux sources (la publication des quatre tomes de l'*Histoire de la France rurale* dirigée par Georges Duby commence également en 1975) et enrichies d'écologie (candidature de René Dumont aux présidentielles de 1974), différentes initiatives voient le jour ou s'affermissent. Construites sur des pratiques concrètes, ne se reconnaissant pas dans les partis politiques ou les syndicats, elles tentent de bâtir des îlots de résistance au systè-

(1) Bertrand Hervieu et Danièle Léger, *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'Etat*, Le Seuil 1979. Cf. des mêmes *Les immigrés de l'utopie*, *Autrement* n°14, juin 1978 : «Avec nos sabots... La campagne rêvée et convoitée».

(2) Henri Mendras : *Voyage au pays de l'utopie rustique*, Actes Sud, 1979 (réed. 1992).

me dominant. Très variées, elles ne sont pas unies par une doctrine. Ce sont de multiples possibles qui s'ancrent dans leurs réalités. Parmi elles diverses structures qu'on retrouvera autour de l'ALDEA (3), du REAS (4) ou de l'actuel réseau REPAS (5), comme Eurosylva ou Ardelaine ; des pionniers de l'agriculture biologique ou « paysanne » dont la Confédération Paysanne d'aujourd'hui est en partie l'héritière ; des groupes reliés internationalement comme Longo Mai ; des expériences davantage tentées par la recherche d'une autonomie-autarcie plus radicale, comme la Nef des Fous (6). Les unes et les autres seront rejointes dans les années 80 et 90 par des cadets, issus davantage des mouvements d'éducation populaire (le MRJC par exemple). Ils forment un maillage assez lâche qui, en certaines régions, réussit néanmoins à coaliser des dynamiques territoriales particulièrement vivaces.

Les alternatifs historiques

Totalement indépendamment de ces premiers néo-ruraux, une deuxième vague arrivera dans certains territoires au cours des années 90. Ce sont des gens qui ont perdu leur emploi, ou n'ont jamais été insérés dans le monde du travail, des « victimes de la crise » qui pensent pouvoir mieux s'en sortir à la campagne qu'en ville. Ils y débarquent non par choix positif, en rupture consciente et assumée d'avec le système dominant auquel claquaient la porte les « volontaristes ». Ils en sont bien davantage rejetés de fait, mis dehors, « exclus » par le mouvement historique de la société.

Bénéficiaires du RMI ou de quelques allocations de chômage, ils partent à la recherche d'une bicoque et d'un bout de jardin, ou se replient sur une maison familiale. Tous ont l'espoir de vivre mieux de moins, dans un contexte qui leur semble plus favorable. La

sociologue Nicole Mathieu explique : « *Ce sont des gens qui ont besoin d'avoir une image d'eux-mêmes qui ne soit pas une image de dégradation. La campagne renvoie à des notions comme la convivialité, la solidarité et à une image de dignité* ». Avec des revenus très faibles (un demi SMIC, guère plus) ils disent vouloir vivre « *d'autres relations avec les gens* », rechercher « *d'autres valeurs que le travail et l'argent* » (7). Si le contact avec la réalité rurale peut être rude pour certains, d'autres trouvent finalement leur compte dans un mode de vie à l'opposé des canons classiques de la réussite sociale. Une frange marginale et plus consciente rejoint même l'utopie autarcique de certains de leurs prédécesseurs soixante-huitards.

Une des grandes idées des acteurs ou penseurs de l'alternative a toujours été d'établir une jonction entre les alternatifs volontaristes et historiques. Une alliance « naturelle » à leurs yeux entre ceux qui refusent le système par conviction et le quittent pour s'organiser de manière autonome, et ceux que le système refuse, et qui, par nécessité, doivent s'organiser hors de lui. François Partant a rêvé à plusieurs reprises ce mariage de raison qui se découvrirait vite, pensait-il, mariage d'amour. Sans s'y référer, les SELS (8), les « paniers solidaires » (9) ou d'autres associations de solidarité peuvent se rapprocher de cette démarche qui demeure cependant aléatoire tant les fonds culturels de ces deux types de population peuvent être différents.

Une ruralité de plus en plus urbaine

Le monde rural se voit donc investi par des populations nouvelles (des néo-ruraux au sens propre) aussi diverses que les « alternatifs », les « exclus » et les « mobiles » que nous venons de décrire brièvement. Ces nouveaux habitants y rencontrent les anciens, et pour certains découvrent un monde qu'ils

idéalisaient ou imaginaient autrement qu'il n'est. Le mythe du village convivial et auto-suffisant des post-soixante-huitards, l'image d'Epinal du jardin de cocagne qu'on cultive pour subvenir à ses besoins ou l'idéalisation d'une vie entrevue en juillet-août qu'on croit pouvoir étendre à toute l'année ont suscité (et peuvent encore le faire) quelques désillusions...

Le choc culturel est plus ou moins violent, mais tend cependant à s'estomper. D'abord parce que ces vagues successives habituent les campagnes à ces flux plus ou moins constants d'apports extérieurs. Autant les communautés hippies des années 70 pouvaient ressembler au débarquement de quelques extra-terrestres, autant les installés plus récents sont perçus de manière moins étrange. Comme en témoigne une paysanne creusoise dans un film tourné sur le plateau de Millevaches : « *On disait que c'étaient des hippies. En fait, c'étaient des gens comme les autres* ».

Mais c'est l'évolution même du monde rural et de la société en général qui ont largement atténué les clivages entre la ville et la campagne. Les référents socio-culturels tendent à s'homogénéiser sur l'ensemble du territoire, la massification des déplacements ne rend plus étanches (si tant est qu'ils le furent jamais) les espaces géographiques, les repères culturels fournis par la télévision, le cinéma, l'information, etc. sont à peu près les mêmes pour tous. Les discussions des collégiens, à Aubenas ou à Villeneuve-la-Garenne, à Landerneau ou dans le 20^e arrondissement de Paris se tissent sur un canevas commun, fait de feuilletons télévisés ou de reality shows, de vedettes de la chanson ou du sport, d'informations nationales ou internationales... Les services mis en place en milieu rural se rapprochent de plus en plus de ceux dont bénéficiaient autrefois les villes, et parfois même seulement les plus grandes d'entre elles. Le paysage lui-même tend à s'artificialiser ainsi que le souligne une récente étude de l'IFEN (10).

Comme l'écrit un géographe, aujourd'hui on peut être « *urbain à Millevaches* », et la campagne n'est autre, pour reprendre l'heureuse formule d'un critique d'art, qu'« *une ville diluée* ».

Si le rural — et tout particulièrement le « rural profond » — semble avoir été depuis trente ans une terre d'élection pour les icono-



(3) Agence de liaison pour le développement de l'économie alternative, active de 1982 à 1992 environ.

(4) Réseau de l'économie alternative et solidaire, qui fait suite à l'ALDEA, actif de 1993 à 1999 environ au niveau national, encore présent dans quelques départements.

(5) Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires, né en 1994 et toujours actif.

(6) Une liste de ces lieux a été présentée dans Silence n°282, février 2002.

(7) Témoignages présentés par Marie-Pierre Subtil dans le Monde du 16 avril 1996 : « La crise de l'emploi alimentaire : une migration en milieu rural ».

(8) Systèmes d'échanges locaux.

(9) Voir le Réseau Cocagne, 2 Grande rue, 25220 Chalezeule, tél : 03 81 21 21 10.

(10) Le Monde du 8 mars 2003.

clastes de la croissance à tout prix c'est qu'à leurs yeux, il représentait l'endroit idéal pour retrouver ou inventer une autre manière de vivre, loin des impératifs et des contraintes de ces lieux urbains qui, par excellence incarnent la croissance et le développement, avec leurs zones industrielles, leurs cités et leurs grands ensembles. Le refus de la société de consommation ne pouvait mener que dans ces espaces marginalisés par le développement économique, campagnes vidées de ses hommes par la demande des villes où se concentraient les emplois industriels puis tertiaires, départements périphériques, terres d'exodes, montagnes enclavées. Certaines des initiatives témoins de cette recherche d'alternatives sont pourtant installées en milieu urbain. L'une d'elle a même délibérément choisi de mener son action en parallèle dans un milieu rural et dans un milieu urbain : Ardelaine a sa filature dans un village de la montagne ardéchoise et son atelier de tricots dans une ZUP de Valence (11).

En fait quel que soit l'environnement, les «alternatives» sont davantage soumises à la volonté des acteurs qu'au contexte géographique.

Les atouts du rural

Néanmoins, l'attraction suscitée par le rural s'explique par la dimension humaine qu'il a davantage préservé. Ici, l'échelle des choses est toujours plus modeste, plus «vraie». A contrario, la ville tentaculaire — pas la «ville centre», noyau de l'urbanité qui partout en France a tendance à se vider au profit de son extension plus ou moins anarchique de banlieues, friches, ville nouvelles et de ses panoplies de zones (commerciales, industrielles, résidentielles...) — apparaît artificielle et inhumaine. Y dominent l'anonymat, l'indifférence, l'ignorance. Et plus récemment, y prospèrent la violence et l'insécurité, réelles ou fantasmées, qui accentuent encore les phénomènes de repli sur soi, de méfiance, de peur, de haine. Chacun vit plus ou moins cloisonné dans ses différentes activités : les lieux de travail ne sont pas les lieux de vie et de loisirs.

Dans le milieu rural les choses ne sont pas aussi séparées. Le boulanger, l'école, le bar tabac incarnent la familiarité d'un espace vécu dans lequel on n'est pas étranger, anonyme ou perdu. Les repères sont plus faciles à (re)trouver, et sa place, son rôle, à situer. Etre là est important aux yeux des autres. Le système de reconnaissance sociale fonctionne plus vite. Ce que la ville a fait gagner en liberté vis-à-vis

des modes traditionnels de contrôle social — chacun sait que dans les villages tout se sait ! —, elle l'a fait perdre en solidarité et en attention aux autres. Dans mon village, les volets fermés d'une grand-mère mènent les pompiers à forcer sa porte à midi... En banlieue, une vieille tante est morte : c'est l'odeur de son cadavre, une semaine plus tard, qui fait réagir les voisins !

Cette échelle conservée de rapports humains si ce n'est plus cordiaux, du moins plus proches, est un des atouts du rural. La petitesse d'une région comme par exemple le Limousin est aussi un privilège, et, bien au-delà du cercle des militants écologistes la fierté limousine peut s'exprimer dans un slogan qu'un magazine régional affiche sans complexes : «1% du PIB ? Et alors ?».

Le rural, c'est aussi le terrain possible d'une plus grande autonomie individuelle, même si celle-ci reste relative. Du moins ceux qui veulent la pousser au maximum peuvent ici le faire plus facilement qu'ailleurs (jardinage, élevages, coupe de bois pour le chauffage, récupération d'eau de pluie, cueillettes et auto-productions diverses). Un exemple : lors de la tempête de 1999 qui coupa l'électricité pendant plusieurs semaines (jusqu'à un mois dans certaines maisons isolées), la plupart des gens ont fait fonctionner leur cuisinière à bois... tandis qu'en ville certains restaient prisonniers de leurs cuisinières et volets électriques !

Des alliances objectives

Un magazine comme *Village*, qui se réfère explicitement au «pays de l'utopie rustique» de Mendras, une chaîne de télévision comme

Demain, des associations ou des réseaux comme le Collectif *Ville Campagne*, une région comme le Limousin qui a fait de l'accueil un axe majeur de sa politique, prouvent qu'il existe des lieux et des démarches volontaristes pour accompagner, développer, voire susciter les transferts de ces différentes populations vers la campagne.

Sans partager une idéologie commune, sans exprimer une vision politique particulièrement critique, ces démarches se retrouvent pourtant alliées à des initiatives plus radicales, qui appuient leur légitimité sur l'espoir d'une alternative.

Valoriser une ressource locale n'a rien de subversif. Un conseil régional subventionnera une entreprise qui le fera. Celle-ci pourra néanmoins soutenir que ce choix vise à



contrer une dépendance extérieure, développer l'autonomie locale, diminuer les transports et s'opposer aux tendances mondialisatrices de l'économie. Ce que Helena Norberg-Hodge appelle passer «de la dépendance globale à l'interdépendance locale» (12).

Lorsque le réseau REPAS propose un parcours de formation «alternatif et solidaire» destiné à transmettre une culture de la coopération, délibérément opposée à une culture de la compétition et de la concurrence, elle obtient le soutien des pouvoirs publics qui perçoivent ce «compagnonnage» d'un genre nouveau comme une procédure d'insertion (13).

Quand un réseau d'associations militantes se fédère pour permettre l'accueil de nouveaux habitants sur son territoire, des partenaires institutionnels pourront mettre de l'argent dans le soutien à une initiative qui leur paraît intéressante pour le maintien ou le «développement» de zones défavorisées. Ils n'empêcheront pas ce réseau local de soutenir plutôt tel type de projet au détriment d'autres, que les mêmes institutions auraient cependant soutenu par ailleurs.

Des rencontres ont donc lieu, des croisements se font, des mélanges imprévus apparaissent. Le milieu rural, dans lequel les interdépendances sont plus vivement ressenties, favorise certainement ce genre d'alliances que

(11) *Ardelaine, file la laine et la coopération*, témoignage écrit par Béatrice Barras, éd. Repas, 07190 Saint-Pierre-les-Églises, 2003.

(12) Helena Norberg-Hodge : «De la dépendance globale à l'interdépendance locale», *Bulletin de La ligne d'horizon* n°17 (juin 1997) : «La solution à long terme des problèmes sociaux et environnementaux actuels passe par des initiatives locales aussi variées que le sont les cultures et l'environnement où elles s'inscrivent».

(13) Sur ce compagnonnage, lire l'ouvrage collectif *Quand l'entreprise apprend à vivre*, éditions Ch.L. Mayer, 2002.



Et la décroissance là-dedans ?

Un milieu plus favorable. Des populations différentes mais qu'une certaine recherche de «qualité de la vie» peut rapprocher. L'exercice d'une solidarité plus ou moins obligatoire. Des échelles plus humaines davantage propices à l'exercice de la citoyenneté. Voilà pour le terreau rural.

Lorsque sur celui-ci se greffe la volonté d'acteurs spécifiques qui recherchent les voix d'un «vivre mieux», alors peut se concrétiser le scénario d'une décroissance choisie et maîtrisée.

Il y a dans ce contexte quelque paradoxe pour les acteurs locaux qui agissent en ce sens de se revendiquer du «développement local». Il ne s'agit pas seulement d'une simple question de vocabulaire. Comment réclamer par le même mot l'inverse de ce que le développement a justement provoqué ? C'est appeler le remède du même nom que le mal ! Il est vrai que ce qui est dans la bouche n'est pas forcément ce qui est dans les têtes, qui n'est souvent que le désir de vivre mieux des dynamiques territoriales à la fois endogènes et ouvertes sur l'extérieur (avec plus de relations sociales et une plus grande palette d'activités).

Soutenir un projet de décroissance n'est donc pas seulement une position de repli ou de rejet d'un modèle dominant. Il faut surtout le voir comme l'inversion de priorités qui octroient à l'économie la primauté dans la construction des territoires et des relations sociales qui s'y tissent. Le projet de «décroissance» est donc avant tout un projet de vie, d'une vie à échelle humaine, qui privilégie la qualité des échanges entre les gens et le bien-être des habitants d'un territoire. Parler de «décroissance», au delà de son côté foncièrement provocateur, révèle du reste une restriction du projet en laissant croire qu'il ne se fonderait que sur la soustraction (économique). Il faudrait sans doute choisir un autre vocable pour dire mieux les additions et les multiplications que recèle un tel projet et qu'illustre l'exemple de ce GAEC (14) de cinq personnes qui en refusant de nouveaux marchés, en arrêtant même d'autres, rejette la logique de la croissance parce que la ferme a atteint un équilibre jugé suffisant par ses membres qui préfèrent continuer à travailler à temps partiel pour s'occuper de leurs enfants. Ou cet autre GAEC qui fait vivre huit personnes sur 50 hectares (alors que la norme serait presque d'une personne pour 100 hectares !) et qui choisit de créer en parallèle à l'exploitation un lieu culturel, pédagogique et d'accueil. Ou encore Ambiance Bois où le choix de supprimer les déplacements sur les chantiers extra régionaux a pour corollaire la volonté d'améliorer les conditions de travail et de vie. Où la mutualisation des biens, des logements et des revenus permet aux membres de l'équipe de

se satisfaire de salaires relativement bas, et donc d'échapper à la «course aux revenus». Où la gestion collective de l'entreprise et de nombreux autres aspects de la vie quotidienne donne une plus grande marge de liberté dans les engagements hors travail de chacun des membres du collectif (15).

Au-delà, ce qui se joue, c'est aussi la dynamisation d'un espace par l'effet réseau que ces initiatives instituent, souvent de façon assez informelle. Sur le Plateau de Millevaches, il suffit qu'une douzaine d'entre elles se coalisent pour générer, en partenariat à géométrie variable avec des institutions ou des collectivités locales, une vitalité sans commune mesure avec les faibles forces démographiques présentes. Un réseau d'accueil de nouveaux habitants, un journal, des rencontres festives, une capacité d'aider à la réalisation de micro projets : voilà quelques-uns des résultats de cette dynamique (16). La vitalité associative, la richesse des réseaux de connaissance et d'échanges, la qualité et la diversité de lieux culturels et de rencontres sont devenus les objectifs de cette frange de la société locale qui pense son avenir d'abord par la fédération d'énergies citoyennes plutôt que dans le rêve illusoire de l'autoroute qui désenclaverait ou de la grosse entreprise qui donnerait moult emplois.

Le «terreau néo-rural» fertilise ainsi des champs qui sont très loin de n'être qu'économiques. L'approche des problèmes est beaucoup plus globale et prend une diversité de formes qui rend difficile sa perception aux regards trop formatés de certaines instances politiques ou des structures socioprofessionnelles classiques qui interviennent sur les mêmes territoires. A la fragilité — qu'il ne faut pas nier — de nombre de ces expériences, s'ajoute parfois l'indifférence si ce n'est l'hostilité de quelques caciques ou de vieilles traditions. La remise en cause d'un modèle de développement auxquels ces derniers ont longtemps cru n'y est pas pour rien. Car ce que disent en actes concrets ces réalisations, c'est que si la croissance c'est se soumettre à la dictature absurde des «besoins» infinis ou illimités, alors, la décroissance c'est se donner des limites et s'y tenir. Une bonne définition de l'alternative. Modeste et raisonnable. Comme quoi l'utopie est souvent à portée de la main.

Michel Lulek ■

L'auteur est membre d'Ambiance Bois et participe à Télé-Millevaches, dans le Limousin.

(14) GAEC : Groupement agricole d'exploitation en commun.

(15) Cf. *Ambiance Bois, le travail en partage*, éditions Utovie, 1998, réédité en 2003 aux éditions REPAS. Dans la même collection, le témoignage du «vigneron-solidaire» Christophe Beau, éd. REPAS, 2003.

(16) Exemple parmi d'autres étudié par Béatrice Poncin dans une recherche action menée pour le CNVA : *De nouvelles formes d'organisation sociales à l'œuvre pour la vitalité des territoires : un défi pour les années à venir* (2002).

Ethocratie

Beaucoup de projets de décroissance visent une installation à la campagne pour une plus grande autosubsistance. Mais c'est se heurter très vite au système qui fait tout pour l'empêcher.

L'immobilisme a ses raisons. Les structures du pouvoir en dépendent. La désertification des campagnes provoque le vieillissement des populations rurales. Effet pervers : leur conservatisme cautionne le statu quo. Nos caciques locaux en profitent et de souhaitables évolutions sont retardées.

La désertification rurale a elle-même une histoire : cinquante ans de dirigisme. Le soi-disant progrès avec ses tracteurs, tous ces biocides et ses poulaillers industriels, ne s'est pas imposé du fait de son seul dynamisme, confié à la main invisible du marché. L'Etat lui a rudement prêté main forte. Aides et subventions ne sont versées que pour financer des investissements lourds. En parallèle, un dispositif administratif toujours plus contraignant pénalise les retardataires. La liquidation de l'agriculture traditionnelle a été programmée, par plans quinquennaux successifs, au profit des conglomérats de l'agro-alimentaire. Sous couvert de rationalité.

Il ne reste parfois qu'un agriculteur par commune.

La population a été dépossédée de ses moyens de subsistance, du savoir-faire pour se nourrir et de la possibilité de se les réapproprier. L'envie ne lui en manquait peut-être pas. Mais l'appareil bureaucratique mobilisé par cette confiscation prend à cœur d'interdire toute réorientation. La quantité de prescriptions, variables d'une année sur l'autre, imaginées pour que les gens ne soient pas aux normes, n'est assurément pas moindre en agriculture qu'ailleurs. Le zèle des technocrates s'exerce depuis d'autant plus longtemps que le secteur est vital. A



se risquer malgré tout à poser les pieds sur terre, l'on se verra donc soit totalement marginalisé, soit tiré dans une direction que l'on n'a pas souhaitée.

Un désengagement radical des circuits marchands est possible. L'autosubsistance est envisageable, individuellement, sous certaines conditions. Un arpent à soi équivaut depuis toujours à un coin de paradis. Fonctionner en osmose avec la nature, expérience qu'on a faite partout, cette expérience d'une unité de l'espace et du temps se vit comme une grâce. Il s'agit d'un privilège dans le contexte actuel. L'obstruction faite à la démarche est de triple nature : institutionnelle donc, mais aussi financière et sociale.

L'enclère sur la terre dresse son autre barrière. La pression exercée par les estivants sur le bâti réserve ce dernier aux classes aisées. Le foncier non-bâti est convoité par l'exploitant agricole voisin, en raison surtout des surfaces d'épandage pour lisier qu'il représente. Elles lui confèrent le droit d'accroître son quota d'élevage hors-sol. Ces batteries d'élevage sont une abomination, mais c'est la seule filière rentable.

Il y a enfin ces mentalités d'un autre âge pour qui le nouveau venu est un intrus. Originaire du canton d'à-côté, c'est déjà l'étranger. Elles peuvent vous lamener.

S'il est des plus aléatoire de se soustraire au cadre économique dans ces conditions qu'il faille miser sur sa bonne fortune autant que sur sa détermination, la démarche ouvre collectivement de toute autre perspective. Sa légitimité acquiert l'assise d'un phénomène social. Economiquement, l'intérêt commun de personnes portées par de similaires recherches de cohérence, et assez intelligentes pour ne plus reproduire de stratégies concurrentielles, les invite à se rencontrer sur la base de leurs propres paradigmes. Par exemple, que les choses allant de soi demandent à être accomplies sans autre mobile que celui de leur bien-fondé.

Le droit d'accès à la terre relève d'une problématique générale : sommes-nous accessoirement citoyens mais avant tout des administrés ou l'inverse ? L'attitude d'individus qui commercent entre eux sans se soucier de l'exacte contre-valeur du service rendu, qualifie un état d'esprit aux antipodes des conceptions technocratiques. Fabrication d'obstacles, redondances administratives, quantification de tout acte, parcours fléchés, inflation du domaine des prestations de services visent à pérenniser les rapports marchands en dehors de toute nécessité.

Les choix économiques sont des décisions politiques. Et le droit à la terre n'est pas une revendication corporatiste mais sociale. La logique voudrait qu'il y ait subsidiarité des droits fondamentaux et de la loi, mais les deux sont découplés. Le discours officiel fait référence aux uns. Les huissiers et les flics appliquent la seconde. Point. En 1789, nous en serions encore,

avant la convocation des Etats Généraux. Droits imprescriptibles garants de la souveraineté et vécu font deux.

La réappropriation de l'espace rural s'inscrit dans l'actualisation de principes qui garantissent à chacun une réelle emprise sur les options de la vie publique et sur son quotidien. Plusieurs chantiers, par proximité et par affinité, sont à envisager. Par affinité pour que chaque courant de sensibilité ait son expression. Et par proximité pour coordonner et harmoniser ces diverses aspirations. Ce seront des lieux d'apprentissage de l'écoute et de la parole, appelés à devenir des lieux de décision.

Il n'est quoi qui soit à espérer sans effort didactique.

Mais il est des vœux qui s'avèrent être de bons outils de transformation en se réalisant, ainsi en est-il de l'aspiration à la simplicité volontaire. Le danger qu'elle représente pour l'ordre en place a provoqué le revirement économique des années 70, quand la jeunesse contestataire s'en faisait le héraut. L'abandon du modèle keynésien d'intégration sociale et le retour au fonctionnement antérieur, sous prétexte de construction de l'Europe et de mondialisation, d'une société à deux vitesses ont normalisé la pauvreté en lui conférant le caractère d'une sanction *taillable et corvéable à merci*. L'alarmante progression du taux de suicides y compris chez les jeunes renseigne sur l'efficacité du procédé.

Laberration programmée nous place à un moment de bifurcation tel qu'il puisse suffire de penser le changement pour le produire. Les techniques à développer sont connues, valides pour certaines, les plus importantes, depuis le début du néolithique. Ormis pour la question du foncier, aucun gros investissement, nul équipement sophistiqué n'est requis. La modestie de renouer avec la petite agriculture suffit. L'apprentissage consiste pour beaucoup à se déconditionner, à se découvrir des disponibilités telles qu'elles fassent appréhender le vivant dans sa tangible réalité. De même en va-t-il des déplacements. Aller venir sans consommer d'énergie me paraît crucial. De plus la marche libre le temps de vivre.

L'objectif devient de façonner un monde à notre mesure.

Mais le plus grand chantier est celui des rapports humains réduits à des rapports marchands. A chambarder. Les modalités de fonctionnement qui permettent à chacun de trouver sa place restent à inventorier. Elles devront être simples, souples, fiables et ouvertes afin d'inclure l'initiative personnelle dans une cohérence sociale qui la cautionne. Nous les espérons aptes à susciter de nouvelles dynamiques.

Michel Ots ■

Auteur de «Plaire aux vaches»
Membre de Droits paysans.

Time is money ?

«**L**e temps c'est de l'argent». Quel est l'économiste, le sociologue ou le philosophe qui nous a annoncé, il y a plus d'un siècle, cette idée géniale pour un économiste ? Le temps aurait-il une valeur pouvant se calculer en argent ? Ces trois mots résument le drame qui s'est déroulé devant nos yeux depuis la révolution industrielle au dix-neuvième siècle. Nous sommes aujourd'hui tous victimes de cette petite phrase : Time is money.

Notre vraie richesse, c'est le temps de notre vie, les quelque sept cent cinquante mille heures que nous passons en moyenne sur cette Terre. Notre vraie richesse pour nous et pour la société dans laquelle nous vivons, c'est l'usage que nous faisons de ces heures.

Nous pouvons quitter cette Terre après avoir accumulé une montagne d'or. Cette montagne ne versera jamais une larme ou n'agitera jamais un mouchoir lors de notre départ. Par contre il y aura beaucoup de monde pour essayer de se partager la montagne d'or. Si au contraire notre temps de vie a été utilisé à donner de notre temps aux autres, alors quand nous la quitterons, il y aura certainement des amis pour nous dire au revoir et nous ne partirons pas dans la solitude.

Alors que l'argent avait été inventé pour simplifier les échanges nécessaires à nos besoins, nos économistes, emportés par l'idée que gagner de l'argent était une fin en soi, ont décidé qu'il fallait transformer notre temps de vie en argent : l'argent n'était plus un serviteur utile mais un maître exigeant.

Nos économistes ne se sont pas arrêtés là. Afin d'augmenter la quantité d'argent gagné, ils ont voulu lui faire produire des intérêts, ce qui a permis à ceux qui possédaient beaucoup d'en avoir plus et à ceux qui en avaient peu de se retrouver avec moins.

Les systèmes d'échanges locaux

Devant cette évolution dramatique de notre société qui n'a plus le temps de profiter de son temps, une idée a fait son chemin : il y aurait peut-être une autre manière de voir l'économie en remettant les vraies valeurs à leur place. Les systèmes d'échanges locaux ou SEL ont vu le jour. L'idée étant que l'on peut donner de son temps, rendre des services aux autres et en recevoir sans utiliser l'argent.

Toute production, quelle qu'elle soit, se compose : de matière première, de savoir, de savoir-faire, de faire.

La matière première nous est donnée gratuitement. Nous n'avons jamais ouvert un compte bancaire au nom de la Terre. Nous nous sommes contentés de prendre et souvent de gaspiller ce que la Terre nous donne généreusement. Le savoir, nous l'avons acquis avec le temps. Le savoir-faire, nous l'avons développé au fur et à mesure de nos activités et de nos expériences. Le faire, c'est l'utilisation de ce que nous avons appris, plus le temps qu'il nous faut pour réaliser...

Fonctionnement des SEL

Le système d'échanges local est composé d'un groupe de personnes vivant dans un même secteur, qui indiquent chacune ce qu'elles peuvent offrir et ce dont elles ont besoin.

Ces offres et demandes sont réunies dans un bulletin qui paraît à intervalles réguliers. Chacun ensuite tâche de répondre aux demandes des autres membres selon ses possibilités.

Des échanges se réalisent et sont comptabilisés en unités d'échanges, reflétant la valeur des échanges réalisés.

Les SEL et l'argent

Les SEL se sont rendu compte :

- 1) que l'argent n'est qu'une unité de mesure et qu'en aucun cas il pouvait être rare. C'est un peu comme si nous manquions de kilomètres pour mesurer la distance de Paris à Marseille.
- 2) que l'argent pouvait ne pas produire d'intérêts. Une unité de mesure serait faussée si elle augmentait ou diminuait de valeur suivant la couleur du ciel ou la force du vent.
- 3) que l'argent n'étant qu'une représentation du temps que nous donnons à la société dans laquelle nous vivons, ce temps doit avoir la même valeur pour tout le monde et dans le monde. La Terre met le même temps pour faire le tour du Soleil en Chine et en Europe.

Ces trois petits points peuvent transformer l'économie du monde.

Comprendre que le temps utilisé dans notre vie pour le travail n'est pas un temps de travail mais un temps de service que nous donnons à la communauté dans laquelle nous vivons.

L'argent est un écran qui nous empêche de voir ce qu'il y a derrière ce que nous consommons. Certains produits peuvent être fabriqués par de jeunes enfants réduits à l'état

d'esclaves sans que nous ne nous en rendions compte.

Dans le monde de l'argent, je paye donc j'achète ce que je veux. Un peu comme les Etats-Uniens, pas d'accord pour réduire le taux de pollution dans leur pays, mais proposant d'acheter leurs droits de polluer aux pays qui polluent peu.

Le SEL lève ce voile et nous permet de voir d'où vient ce que nous échangeons.

Les SEL et la décroissance

Nous comprenons alors que tout ce que nous consommons est obtenu grâce au temps donné par d'autres membres de notre communauté. Sachant que ce temps est précieux, nous le respectons. De plus, le temps de notre vie ne sert pas uniquement à gagner toujours plus, mais à nous permettre de profiter du monde dans lequel nous vivons et à vivre dans une communauté riche en convivialité.

Connaissez-vous cette histoire d'une tribu d'Amazonie ?

Une tribu indienne vivait dans la forêt amazonienne. Pour couper du bois, elle se servait de pierres aiguisées. Le procédé prenait du temps. Des missionnaires en visite se dirent qu'ils pourraient les aider en leur donnant de belles haches en bon acier états-unien. Un an plus tard, les mêmes missionnaires revinrent visiter la tribu. Les Indiens étaient tranquillement assis en train de parler ensemble à l'ombre d'un grand arbre. Les missionnaires de leur demander :

«Alors, ces haches sont-elles pratiques ?»
«C'est formidable» répondirent-ils en chœur «nous allons dix fois plus vite qu'avant»
Et les missionnaires de continuer : «Vous coupez donc beaucoup plus de bois qu'avant ?»

Les Indiens tout étonnés ne comprenaient pas. «Pourquoi couper plus de bois ? Nous coupons comme avant ce qu'il nous faut et grâce à vous, nous avons plus de temps pour profiter de notre existence».

Cette petite anecdote peut se revivre dans les SEL. Seul compte ce que nous donnons et ce que nous recevons. Il n'y a pas de spéculation ni du «toujours plus» prôné par tous les financiers essayant de produire de l'argent avec de l'argent. Les grains de SEL n'ont jamais produit un seul grain supplémentaire. En revanche, il y a derrière chaque grain un service rendu, un échange de biens ou de savoirs. De ce fait les membres d'un SEL ne chercheront pas à dépenser inutilement car ils n'y trouveront aucun intérêt, leurs grains de SEL ne servent que pour l'essentiel ou pour leur bien-être.

Dans le monde classique de l'argent, l'argent se doit d'être bien placé afin de produire des intérêts. Certains de nos ancêtres s'estimaient riches quand leurs rentes leurs permettaient de vivre de leurs intérêts. En fait,



ils ne faisaient que vivre sur le dos de leurs subordonnés. C'était le temps après l'esclavage, recréant une autre forme d'esclavage. Ce système a posé bien des problèmes et donné lieu à des révolutions. Certains esprits inventifs ont créé le système des sociétés par actions, de la spéculation boursière obligeant à consommer toujours plus pour que les actions montent.

Dans le SEL il n'est pas nécessaire de spéculer, il suffit de rendre service et accepter de recevoir. Il n'est pas nécessaire dans l'économie des SEL de parler de croissance. Bien au contraire, fidèle au sens du mot économie «la bonne gestion de la maison» les selistes évitent de dépenser inutilement et utilisent au mieux les ressources locales.

La convivialité

La plus grande réussite des SEL a été de permettre à beaucoup de personnes de se rencontrer en dehors de toute considération financière ou sociale. Avec le temps, des liens se créent autour de l'idée qu'une autre forme d'économie est possible, qu'un autre monde est possible. Un monde de solidarité et d'entraide, au lieu d'un monde d'exploitation et de spéculation.

Le système d'échanges s'est répandu dans le monde entier ; petit à petit l'idée fait son chemin et si pour le moment il n'est pas possible de faire un plein d'essence comptabilisé en grains de sel, les mentalités évoluent et rejoignent celles de tout ceux qui font avancer petit à petit les idées de ceux qui dirigent notre économie.

J'aimerais terminer en citant quelques extraits de la proposition de la «Charte de la Terre» présentée par la Communauté internationale Baha'i au Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

«L'exploitation effrénée des ressources naturelles n'est qu'un symptôme d'une maladie générale de l'esprit humain. Aussi, toute solution à la crise de l'environnement et développement doit s'appuyer sur une approche favorisant l'équilibre et l'harmonie spirituels dans le for intérieur de l'être humain, dans les relations entre individus et dans les rapports de l'homme avec l'environnement dans son ensemble. Le progrès matériel doit être au service non seulement du corps, mais aussi de l'intellect et de l'esprit.

Les transformations requises pour réorienter le monde vers un avenir durable demandent un degré de sacrifice, d'intégration sociale, d'action désintéressée et d'unité d'intention rarement atteint dans l'histoire de l'humanité...

La confrontation et la domination doivent laisser place à la consultation, afin que prévale la coopération au sein de la famille des nations lors de la conception et de l'application de mesures qui préserveront l'équilibre écologique de la Terre».

Les SEL ne sont pas forcément une source de décroissance mais ils préparent les mentalités à mieux comprendre l'évolution vers un monde plus humain, plus écologique et plus solidaire.

Un monde où la Paix pourra enfin trouver sa place.

François Terris ■

Ce texte a été écrit avec l'aide de membres du SEL pyrénéen. Toutefois il est surtout inspiré des centaines de rencontres que j'ai eues avec des amis-ies de SEL de France, d'Angleterre, de Belgique et d'Italie. Ils ont été des lumières dans ma vie. A tous, un grand merci.

Le pari contre l'effet de serre : un pari pour la décroissance ?

La campagne "le pari contre l'effet de serre" s'est achevée en novembre 2001. Elle a été menée dans 16 pays européens par un collectif d'associations. Son objectif a été de sensibiliser les jeunes au problème planétaire du changement climatique, mais aussi de leur donner les clés pour réduire leurs propres émissions de CO₂ (gaz carbonique) en adoptant des gestes quotidiens individuels économes en énergie.

Basé sur une démarche volontaire, et citoyennement responsable, le "Pari" a suscité un grand enthousiasme. Des milliers de brochures explicatives ont été diffusées, à la demande d'élèves, de professeurs, ou même de particuliers, tous soucieux d'agir à leur échelle. Aujourd'hui, cette campagne est reprise par des collègues, des associations locales ou d'autres organismes qui souhaitent poursuivre ou relancer cette initiative.

"Le Pari" est, à l'origine, un projet à destination des scolaires que de nombreux pays européens ont suivi (Allemagne, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, France, Italie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse). Dans ce cadre, plus de 3000 établissements scolaires ou des classes ont fait le pari de faire mieux que l'engagement de réduction de leur propre pays dans le cadre du protocole de Kyoto : de réduire leur consommation d'énergie (donc d'émissions de gaz à effet de serre) (1) de 8% en 8 mois (au lieu des 8% en 10 ans assignés à l'Union européenne). Les réductions effectuées dans ce cadre ont été mesurées en fonction de la part de CO₂ économisée équivalente (diminution du prix de la facture de gaz ou d'électricité, économie sur les trajets, etc).

190 tonnes de CO₂ économisées en France

Les objectifs de la campagne "le Pari" étaient :

- diffuser l'éducation environnementale auprès des écoles et des universités.
- inciter l'action sur le changement climatique de la part de l'arène politique. La campagne cherche à démontrer l'énorme potentiel d'une diminution de l'utilisation des carburants fossiles par l'éducation et le changement comportemental. Cette diminution est non seulement plus respectueuse de la planète,

mais également attractive financièrement (c'est aussi un point d'intérêt pour les individus).

- inclure les questions de développement avec celles du changement climatique (en traitant le cas des pays en voie de développement).

- gagner une plus grande participation des étudiants dans les méthodologies d'enseignement actives, et améliorer la communication élèves/enseignants/parents.

- mener vers un but commun les étudiants de différents milieux socio-économiques.

- favoriser la coopération entre les ONG, les autorités et les individus.



Plus de 300 parieurs français se sont engagés, et ont atteint une réduction totale de près de 190 tonnes de CO₂ en huit mois, chiffre comparable aux autres pays européens participants. Cinq domaines étaient visés : transport, chauffage, électricité, déchets, et eau à l'aide de chèques d' "économie de CO₂" qui comptabilisaient les réductions d'émission liés à chaque geste "économe" en énergie.

En France, 57 établissements scolaires ont réalisé un travail de sensibilisation au sein de leur classe (1 école supérieure (ENSAM), 8 lycées agricoles et spécialisés, 10 lycées classiques, 26 collèges, 12 écoles primaires). Le total des kg CO₂ économisés par les 17 classes ayant rempli leur carnets de chèques a été de plus de 183 tonnes de CO₂. A côté des groupes scolaires, 12 particuliers ont également comptabilisé leurs réductions d'émissions (total de leurs économies : 4,6 tonnes de CO₂).

Changement climatique et décroissance

Urgence, la dimension et les implications du problème qu'est devenu le "changement climatique" en font un thème inséparable des questions d'environnement et de développement. Il met en effet en jeu, non seulement la qualité et la pérennité de ce bien naturel global et gratuit qu'est la stabilité climatique, mais aussi l'ensemble des politiques énergétiques, en particulier l'usage des combustibles fossiles. C'est en outre une question réellement globale, puisqu'aucun pays ne

sera épargné et que tous les pays utilisent ou souhaitent utiliser une forme ou une autre d'énergie.

Le CO₂ n'est pas un polluant, nous le dégageons en respirant et il est recyclé par la biosphère. Il ne le devient qu'à partir du moment où il est injecté en quantités trop importantes dans l'atmosphère, ce qui modifie dangereusement l'effet de serre naturel. Nous émettons actuellement plus de deux fois ce que la biosphère peut recycler. Si la capacité de charge était également partagée entre tous les hommes, nous aurions chacun droit à 500 kg de CO₂ par an, ce qui représente par exemple 5000 km parcourus en voiture.

Un habitant des Etats-Unis émet deux à trois fois plus de CO₂ par an qu'un Européen, qui lui-même en émet 10 fois plus qu'un Africain.

Réduire ses émissions de gaz à effet de serre est donc un acte de solidarité internationale, et cela à double titre. D'une part, il est vital de pouvoir disposer d'un climat stable. Tous les paysans du monde et toutes les infrastructures comptent sur cette stabilité climatique pour poursuivre leurs activités. On peut ici parler d'un enjeu de justice climatique. Et d'autre part, parce que l'accès à l'énergie permet bien souvent d'améliorer les conditions de vie – or réduire ses émissions, c'est économiser une énergie rare et précieuse, trop souvent monopolisée et gaspillée par quelques-uns.

Faire plus de 5000 km par an en voiture, en un sens, c'est occuper l'espace écologique de nos voisins (2). *Le Pari* est donc basé sur l'idée que chacun a sa part de responsabilité et aussi des moyens d'agir individuellement et collectivement.

En envisageant les solutions qui sont susceptibles de contribuer à la résolution de ce problème, on ne peut manquer d'en venir au concept de décroissance. Les solutions d'ordre techniques (voiture "propre"...) sont incapables de fournir des solutions qui soient dans l'ordre de grandeur du problème. Il faut tout de même rappeler qu'une stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre exigerait une réduction immédiate de nos émissions de 60% environ. On peut estimer qu'une réduction de 80% d'ici à 2040 permettrait d'éviter les conséquences les plus dra-

(1) La production et la consommation d'énergie dégagent des gaz à effet de serre. En particulier les combustibles fossiles émettent, par combustion, du CO₂.

(2) En France, chaque voiture parcourt en moyenne 18 000 km par an, avec un taux de remplissage de seulement 1,2 personne.

matiques, sans toutefois réussir à stabiliser complètement le climat à court terme. Les solutions à grande échelle, telles que le stockage de CO2 dans les fonds marins, se présentent quant à elles comme d'autres manipulations mal contrôlées, hasardeuses et à haut risques. Elles ne font que déplacer le problème, puisque l'enjeu précisément est d'éviter ce genre d'expérience avec la planète et ses habitants.

Nous avons donc besoin d'un changement à plus grande échelle, vers des modes de vie plus "économiques en effet de serre". Et ces modes de vie sont bien ceux que visent la terme générique de "décroissance", par quoi on entend désigner une inflexion significative dans nos modes de consommation.

Le pouvoir citoyen est plus grand qu'on ne le pense. Les changements de comportements possibles sont nombreux : changer de chaudière (efficacité ou type de combustible), diminuer le nombre de lampes, remplacer les lampes à incandescence par des ampoules basse consommation (fluocompactes) ou des tubes fluorescents (3), acquérir des réfrigérateurs économiques en énergie, limiter les veilles (4), acheter local, se déplacer plus efficacement, éviter le gaspillage d'eau, d'énergie et de déchets (5), ne pas aller en vacances systématiquement de l'autre côté de la planète en avion...

Toutefois, ces changements sont limités. Il ne faudrait pas faire croire ici que nous pouvons venir à bout du problème simplement par des gestes quotidiens. Les infrastructures dans lesquelles nous évoluons pour mener à bien nos activités contraignent fortement nos comportements, et nous obligent à vivre de manière dispendieuse. Le citoyen doit dès lors faire usage de cet autre pouvoir qu'il a : exercer une pression sur les décideurs et politiques, de manière à ce que le bilan en émissions de gaz à effet de serre soit toujours pris en compte lors des grandes décisions de politiques publiques, à tous les niveaux territoriaux de gouvernance.

Peut-on étendre l'initiative du Pari ?

Tout laisse penser qu'il est possible d'étendre l'initiative du Pari contre l'effet de serre. Cette expérience a enthousiasmé un grand nombre d'élèves, mais le plus grand nombre n'en a encore jamais entendu parler. Il serait possible de la généraliser dans les écoles, mais aussi dans les foyers, à l'échelle communale, départementale et pourquoi pas nationale... Il serait peut-être nécessaire de modifier un peu les règles pour faire participer les adultes — un peu moins sensibles à l'aspect ludique — et en plus grand nombre. Les entreprises et les administrations publiques peuvent s'y mettre. Ces gestes simples et efficaces peuvent rapidement entrer dans les habitudes comme ce fut le cas pour le tri des déchets par exemple.

Le Pari a développé des aspects scolaires

et plaisants afin de susciter l'attrait des élèves. Mais au niveau national, à tous les échelons, c'est davantage une démarche *Négawatts* qu'il faut développer, en l'étendant à tous les aspects du changement climatique (comme les déchets, les transports, l'agriculture...) et pas seulement les aspects énergétiques.

S'il semble difficile de considérer que le Pari est à lui seul le début d'une action en faveur d'une réelle décroissance, et que celle-ci soit durable, on peut par contre estimer qu'il contribue efficacement à la prise de conscience du monde dans lequel nous vivons. Le problème des gaz à effet de serre et du changement climatique présente la mondialisation sous un autre jour. A travers leurs implications dans la vie quotidienne, les joueurs prennent conscience des systèmes naturels et artificiels dans lesquels ils évoluent. De fil en aiguille, faire des économies d'électricité, d'eau, de chauffage, c'est effectivement se mettre sur la voie d'une décroissance soutenable, ou conviviale.

Une action comme le Pari est une action de sensibilisation qui nous prouve le pouvoir souvent sous-estimé de l'individu. Mais cela reste une action de petite envergure qui doit être soutenue par des réflexions plus approfondies suivies par des applications concrètes qui enclenchent un vrai processus de prise en compte des contraintes environnementales et sociales de notre temps. Néanmoins, c'est ce type d'action qui sert de preuve que des changements comportementaux sont possibles et efficaces ! C'est aussi ce genre d'action à visée d'exemplarité qui permet une sensibilisation du public pour des concepts comme le respect de l'environnement ou la responsabilité partagée.

La question climatique est l'un des aspects d'une époque qui se cherche d'un point de vue social et environnemental, qui se cherche une autre humanité, plus en lien avec son devenir planétaire, mais elle ne doit pas se dissocier des autres aspects, c'est en les considérant tous dans leur ensemble que nous pourrions trouver une voie d'accès vers la convivialité recherchée.

Sabine Rabourdin et Fabrice Flipo ■

Réseau Action Climat France

2 B, rue Jules-Ferry
93100 Montreuil

(3) Les ampoules et tubes fluorescents consomment cinq fois moins que les ampoules à incandescence pour un même éclairage.

(4) Dans un ménage moyen, la puissance des appareils en veille est sans doute proche de 50 W, soit 400 kWh ou 36 kg de CO2 par an (source Négawatts).

(5) De l'énergie est nécessaire pour pomper l'eau dans les cours d'eau ou les nappes phréatiques, la rendre potable, la distribuer, puis après utilisation, l'emmener jusqu'à la station d'épuration, et la traiter avant de la rejeter dans un cours d'eau.

Les déchets collectés en mélanges sont incinérés ou mis en décharge. Les décharges dégagent du CO2 et surtout du méthane (un autre gaz à effet de serre), les incinérateurs du CO2.

Le Pari à la Cité internationale universitaire de Paris

Plus de 5000 étudiants originaires du monde entier habitent à la Cité internationale universitaire de Paris, située dans le XIV^e arrondissement, en face du parc Montsouris. On y trouve plus de trente maisons dont l'architecture exprime autant de cultures.

C'est dans ce contexte multiculturel que le groupe de résidents «Pari-Cité» se constitue à la fin de l'année universitaire 2000-2001 et décide de reprendre l'initiative du «Pari contre l'effet de serre» et de «parier», à travers une réduction des consommations d'énergie, sur une diminution de 8% des équivalents d'émissions de gaz à effet de serre entre deux périodes de huit mois chacune. Petit monde en soi, le pari à la Cité internationale était fort de symbolisme : un microcosme pour démontrer ce qui serait possible également dans le monde dehors !

Onze maisons, représentant pour la plupart un pays du monde, ont décidé de participer à ce projet ambitieux. Le 31 janvier 2002, au cours de la «Soirée de l'environnement», Yves Contassot, adjoint au maire de Paris chargé des questions environnementales a serré la main des parieurs résidents en signe d'acceptation du défi par la mairie de Paris. C'est alors le lancement d'un pari aux enjeux symboliques : si les résidents de la Cité internationale gagnent, ils se verront remettre par la mairie cinq vélos pour chaque maison ; sinon, ils nettoieront le parc Montsouris, qui fait face à la Cité. Au bout du compte, le résultat obtenu a dépassé les plus belles espérances : une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 13,9 % a été enregistrée ! Ce n'était donc pas impossible !

En 2001-2002, le pari a donc concerné toutes les consommations d'énergie domestique : eau, chauffage, électricité, ainsi que le recyclage des déchets. En 2002-2003 (2003 étant l'année internationale de l'eau douce), le group Pari-Cité s'attaque notamment au problème de l'eau. Un nouveau défi a été lancé pour réduire, cette fois-ci, la consommation d'eau de 5% en 5 mois...

Dans le cadre de ces deux paris, le groupe Pari-Cité cherche à sensibiliser les résidents et le personnel des maisons. Pour cela, ils ont mis en place, dans les lieux collectifs, des autocollants et des affiches expliquant comment réduire la consommation — et notamment le gaspillage — de ces formes d'énergie. Ils ont également rencontré à plusieurs reprises les résidents de la Cité universitaire, à l'occasion de stands et d'événements divers qu'ils ont organisés.

Sur un plan plus large, leur but est de faire prendre conscience du lien qui existe entre les gestes quotidiens que nous accomplissons et les problèmes écologiques globaux. Originaires d'une quinzaine de pays différents, suivant des cursus universitaires très variés, les membres du groupe témoignent aussi de motivations très diverses concernant la nécessité et la façon d'agir face aux problèmes d'environnement. Porté par les résidents (de plus de 100 pays différents) retournant dans leur pays d'origine, et diffusée par les médias (presse écrite et télévision), leur action est destinée à rayonner bien au-delà de la Cité universitaire de Paris !

Philippe Lempp ■

(www.pari-cite.org)

■ **Alternatives internationales**, 28, rue du Sentier, 75002 Paris, tél : 01 44 88 95 90. *Revue bimestrielle née en 2002 d'une collaboration entre le groupe La Vie qui a arrêté la revue Croissance et Alternatives Economiques. Une vision plus sociale du monde que le Courrier international. Contributions presque exclusivement d'universitaires.*

■ **Aujourd'hui Poème**, 105, boulevard Haussmann, 75008 Paris, tél : 01 42 65 08 08. *Revue mensuelle de poésie née en 2001. Annonces essentiellement parisiennes.*

■ **Citoyen nature**, Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58. *Revue trimestrielle des associations de protection de la nature et de l'environnement d'Alsace. Née en janvier 2003, avec 25 associations au départ. Belle qualité.*

■ **Nucléophobe**. Rhône-Alpes sans nucléaire qui partage nos locaux vient de sa lancer son propre bulletin. Quatre pages pour savoir ce qui se passe et se prépare dans la région sur la question du nucléaire. *Rhône-Alpes sans nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 85 88 78.*

■ **Place aux Sens**, 17, avenue de Paris, 94300 Vincennes. *Revue trimestrielle littéraire née en 2001 avec présentation de nouvelles, de poésie, critiques littéraires, interviews. 8000 ex. en kiosque.*

■ **Terre citoyenne**, Geysler, Frédéric Prat, rue Haute, 34270 Claret, tél : 04 67 02 82 09. *Cette revue gratuite est diffusée mondialement dans plusieurs langues sur des thèmes qui touchent à l'agriculture. Le dernier numéro fait un tour d'horizon passionnant sur la question des semences menacées partout par les brevets et l'arrivée des OGM.*

■ **Torchis**, 47, rue de Vendenheim, 67300 Schiltigheim. *Mensuel satirique strasbourgeois né en 2001. Quatre pages d'informations sur les dessous de la politique locale.*

■ **Lyon : Kotopo**. L'espace culturel international le Kotopo (etc. en espéranto) propose une soirée jeux du monde avec Farid L'Haoua (mercredis 28 mai et 25 juin à 20 h), un concert avec Takafir Kefi, un groupe des Balkans, le vendredi 30 mai à 20h30, des cours de russe le samedi 7 juin de 14h à 18h, un repas traditionnel des Caraïbes le samedi 7 juin à 20 h, une soirée contes le samedi 14 juin à 20h30, une exposition sur la peinture tibétaine du 17 juin au 11 juillet, une scène ouverte pour la fête de la musique le 21 juin, un repas traditionnel tibétain le samedi 28 juin à 20h30. En début de soirée, des cours de langue ont lieu : arabe, bulgare, chinois, coréen, espagnol, espéranto, français, quechua, portugais brésilien, russe, tibétain, persan, turc et langage des signes. *Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.*

■ **Maine-et-Loire : cours intensif**. Du 7 au 9 juin, un stage intensif d'espéranto se tiendra au château de Grésillon, près de Baugé. Renseignements : 02 40 25 24 05 (*Martine Rivière*) ou 02 40 74 69 34 (*Luc Gouverneur*).

Vivre ensemble



CAT

■ **Rencontre européenne des éco-villages**. Elle se tiendra au Centre des technologies alternatives du Pays-de-Galles, du 6 au 13 juillet. Le lieu permettra de développer les débats sur la question des choix énergétiques. *Réseau français des éco-villages, c/o Chantal Guigner, rue Corsiere, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 06 10 41 04 34.*

■ **Var : un centre de compostage**. Après avoir suivi une formation en Belgique auprès du Comité Jean Pain, Andrée Fina, qui dispose d'un terrain, souhaite créer une structure collective autour de l'idée d'un centre de compostage et de jardinage expérimental. *Andrée Fina, chemin des Riaux, bastide «La source de vie», 83570 Carcès, tél : 04 94 04 34 32.*

■ **Ferme du moulin de Larchat**. Depuis plus de dix ans, cette ferme située en Corrèze est gérée de manière collective, alternative et libertaire. La recherche est l'autonomie maximum. Cela ne plaît pas à certains. Les 6 et 7 février une perquisition a été menée avec des interrogatoires des personnes présentes. Cette action semble motivée par le fait que le lieu n'est pas aux normes européennes pour l'élevage. Concrètement, le col-

Agriculture biologique



■ **Des plantes au secours des plantes**. Soigner les plantes par les plantes, c'est ce que l'on fait par exemple en pulvérisant du purin d'ortie contre certains pucerons. Les connaissances dans ce domaine sont en progression rapide : traitements, plantes associées... Une alternative simple et écologique aux produits de traitements. Renseignements : *Des amis de l'ortie, B. Bertrand, ferme de Terran, 31160 Sengouagnet, tél : 05 61 88 81 08.*

■ **La France à la traîne**. Pionnière dans les années 70, la France prend de plus en plus de retard pour le développement de l'agriculture biologique. Alors que le gouvernement espérait 3000 conversions en 2002, il n'y en a eu que 800. Alors que 11,3 % de la surface agricole est en bio en Autriche, 8 % en Italie, 6,6 % en Finlande, au Danemark, en Suède, 4 % au Royaume-Uni, 3,7 % en Allemagne, la France se traîne à la 13e place européenne avec 1,40 %, devant seulement l'Irlande et la Grèce. (*Alternative Bio, février-mars 2003*)

■ **Moins pollués**. Une étude réalisée par l'université de Seattle, portant sur l'accumulation des pesticides organophosphorés chez les enfants de 2 à 4 ans a montré que ceux nourris avec des produits biologiques présentent des concentrations de résidus en moyenne six fois moins élevées que chez ceux nourris avec des aliments issus de l'agriculture traditionnelle. (*Quatre saisons du jardinage, mai 2003*)

■ **Gironde : portes ouvertes**. Martine et Bernard Richard font des journées «portes ouvertes» les 12 et 13 juillet sur leur domaine en culture biologique. Marché paysan et débats sur les OGM et la viticulture paysanne. Organisation conjointe avec la Confédération paysanne de Gironde, présence d'Attac, Vini vitis bio... *Martine et Bernard Richard, Le Chalet Fourton, 33750 Neigean, tél : 05 67 24 55 24.*

lectif essaie de redévelopper des techniques traditionnelles, refuse les boucles d'identification sur les animaux, favorise l'autoconsommation de la production, essaie de vivre le plus possible en harmonie avec les animaux. Le collectif cherche des soutiens pour les aider car des poursuites sont engagées contre ce qui est trop hors-normes. *Ferme du Moulin de Larchat, 19320 La Roche-Canillac, tél : 05 55 29 19 97.*

d'épargne (gérés avec le Crédit coopératif) ont progressé de 31 %.

ILE D'OLÉRON Ecole buissonnière

L'association La Buissonnière accueille 8 enfants de 5 à 9 ans quatre jours par semaine, de 9 h à 16 h. Le matin, les cours se passent avec une institutrice, les après-midis sont consacrés à l'histoire, la bibliothèque, la piscine, les jeux coopératifs, l'anglais, la géographie, l'aquarelle, le poney, le yoga... Les parents peuvent s'impliquer dans les ateliers de leur choix. Les repas de midi sont gérés par les parents. Ils sont végétariens et biologiques. Les enfants choisissent leur rythme de travail selon les matières, mais ils doivent équilibrer cela sur l'année. Les enfants doivent s'estimer eux-mêmes par un système de feux rouges (ils bloquent) orange (ils peinent), ou vert (ça roule). Une boîte à billets recueille les doléances, une autre les «bravos». Elles sont ouvertes en fin de semaine. Un voyage sur un week-end se fait à la rentrée pour souder le groupe, puis un autre en cours d'année à la montagne et un en juin sans l'institutrice. Les parents paient la scolarité. *La buissonnière, Laurence Toursière, 7, allée des Vanneaux, 17550 Dolus-d'Oléron.*

Petites phrases

«Ne pas accepter ce qui est habituel comme s'il était naturel»

Bertold Brecht.



■ **Savoie : festival espéranto Rhône-Alpes**. Du 7 au 9 juin à Bourg-Saint-Maurice, conférence-débat le vendredi 6 en soirée, stands, animations, conférences, cours pendant trois jours. Randonnée et rencontre avec des espérantistes italiens, débat sur l'espéranto et la paix, bal folk. *Espéranto Haute-Tarentaise, école du Centre, 73700 Bourg-saint-Maurice, tél : 04 79 07 62 79 ou Espéranto-Vive Savoie, maison des associations, 73000 Chambéry, tél : 04 79 33 96 29.*

Finances solidaires

■ **Triodos**. Triodos est une banque alternative née en 1980 aux Pays-Bas et qui s'est développée, depuis 1993, en Belgique. Elle fonctionne sur les mêmes principes éthiques que la Nef en France. En 1995, elle a ouvert une agence en Grande-Bretagne, en 2002 en Espagne, en 2003, en Irlande. En Espagne, elle participe principalement aux montages financiers pour la création de parcs éoliens, en Irlande, elle aide à financer des projets de tourisme vert.

■ **La NEF en progression**. En 2002, les sociétaires de la NEF, la société financière alternative, sont passés de 5755 à 7139 soit une progression de 24 %. Les dépôts à terme (gérés de manière autonome par la Nef) ont progressé de 37 %, les comptes courants et livrets



MIDI-PYRÉNÉES

Guide des alternatives

Un guide régional des alternatives en Midi-Pyrénées vient de voir le jour avec un bon millier d'adresses dans les domaines de la bio, les énergies nouvelles, le commerce équitable, l'écologie, les médias, les médecines douces, les loisirs autrement, le développement personnel... *Le Petit Guide Vert, Ecolopole Le Rey, 81300 Graulhet, tél : 05 63 57 40 39.*

PÉRIGORD

Ecocentre

Pégase Périgord est une association qui fait la promotion de l'habitat respectueux de l'environnement et de l'énergie depuis de longues années (voir le numéro de Silence spécial Aquitaine). Un projet d'écocentre a vu le jour avec des artisans locaux. Une première réunion, le 4 mars, regroupait une trentaine de professionnels : architectes, revendeurs de bio-matériaux, chauffagistes, un constructeur «paille», etc. Après une présentation complète du projet puis une visite du site, un débat animé et constructif a conclu la réunion permettant de fixer un échéancier. Le printemps et l'été 2003 serviront à mettre en place la structure financière et juridique. Pendant l'été et l'automne, des pavillons thématiques seront mis en place dans le cadre d'un programme de formation-action. A l'automne 2003, des ateliers permettront la fabrication des outils didactiques (panneaux, maquettes, plateforme pédagogique). L'hiver 2003 verra se mettre en place un jardin

d'eau. Au printemps 2004, seront installés les équipements techniques (solaire, éolien, chauffage au bois, digesteur) et une yourte. L'ouverture de l'écocentre est prévu pour l'été 2004. Les personnes souhaitant participer aux chantiers qui se dérouleront de septembre à mi-décembre, soit comme stagiaires, soit comme formateurs peuvent déjà se faire connaître. *Pégase-Périgord, Froidefont, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Forcalquier des livres

L'association *Forcalquier des livres* organise cinq stages cet été : initiation à la lithographie (23 au 27 juin), écritures en formes (14 au 18 juillet), fabrication de papier végétal (11 au 15 août), initiation à la calligraphie latine (11 au 15 août), lecture et randonnée (25 au 29 août). *Forcalquier des livres, boulevard Bouche, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 75 09 59.*

LOIRE-ATLANTIQUE

Ecofestival

La troisième édition de l'Ecofestival se tiendra cette année à Héol, la maison autonome, à Moisdon-la-Rivière, entre Nantes et Rennes. L'Ecofestival se déroulera les 26 et 27 juillet sur le thème «A nous de jouer» : quels sont les écogestes que l'on peut faire, individuellement ou collectivement pour aller vers une société plus écologique ? L'Ecofestival comprend une partie

exposition et stands (une centaine de prévus), des conférences (avec entre autres Pierre Rabhi) et se poursuit du 28 au 30 juillet par une université d'été autour d'une douzaine de thèmes. La dernière journée est placée sur la notion d'échange de savoirs. Le tout se passe dans un lieu qui présente déjà de nombreuses alternatives en fonctionnement (voir notre spécial Bretagne). *Héol, maison autonome, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél : 02 40 07 63 68.*



Premier écofestival à Héol.

DOUBS

Le potager d'une curieuse

Le potager d'une curieuse, qui présente 600 variétés de légumes, ouvre ses portes le 1er juin avec comme invité le comité interprofessionnel du Gruyère de Comté et le cuisinier Jean-Paul Jeunet. Jeux de découvertes, dégustations de comtés, assiette gourmande, visites guidées. *Josiane Goepfert, Le potager d'une curieuse, 25190 Froidevaux.*

LYON

Petit Altern'actif

Le Petit Altern'actif, en vue d'une réédition prochaine de ce guide des alternatives sur Lyon et environs, recueille toutes vos informations, contacts, pistes de recherches. Merci d'écrire avant le 30 juin 2003 à : *Le Petit Altern'actif chez A. Esteban, 14 rue Couturier, 69004 Lyon, courriel : pititgavroche@free.fr.*

LYON

Jeux coopératifs



Face au déferlement de jeux guerriers, les jeux coopératifs développent chez les enfants les valeurs d'entraide et de solidarité. A l'inverse de la com-

■ **Pyrénées-Atlantiques : 3e salon d'artistes animaliers**, 29 mai au 1er juin, sans des fêtes de la Chambre-d'Amour à Anglet. 18 sculpteurs, peintres et photographes. *OCL, 11, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 03.*

◇ **Haut-Rhin : 22e foire de Rouffach**. 29 mai au 2 juin. Foire européenne avec plus de 300 exposants dont 50 % en bio, énergies renouvelables, environnement, santé, habitat, artisanat. Très nombreuses conférences, ateliers pratiques, expositions. Plus grosse manifestation de la bio en France hors Paris. *Comité Foire éco-bio, Chantal et Jean-Pierre Frick, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.*

■ **Villeurbanne : les bons plants**. 31 mai et 1er juin, au parc de la Feysine le premier jour, place Lazare-Goujon, le deuxième jour, journées de l'environnement. Animations diverses: promenades en vélo, sculpture nature, jeux, visites, marchés aux plantes... *Hôtel-de-Ville, BP 5051, 69601 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 03 67 33.*

■ **Périgueux : 7e Coccinelle**. 1er juin, place Tourny. 60 exposants, alternatifs et associations militantes, débat sur la biodiversité, musique et animation enfants. *La Coccinelle, 6, rue Tranquille, 24000 Périgueux, tél : 05 53 09 85 95.*

◇ **Indre : Fête du développement durable**. 1er juin, au mail de la Forêt, Le Poinçonnet. Marché bio, stands : bio, énergies, environnement, solidarité nord-sud. Expositions «de l'école aux écocitoyens» et «dépenses énergétiques». Conférences sur les énergies

pétition, ces jeux unissent les joueurs dans un but commun. Il peut s'agir de combattre un incendie, d'empêcher un corbeau de manger les fruits, de nourrir les animaux de la ferme, de retrouver un oursin égaré, etc. Les enfants devront échanger, réfléchir et coopérer ensemble pour gagner (ou perdre) tous ensemble. La Maison de l'écologie de Lyon organise un après-midi de découverte de ces jeux, le samedi 7 juin de 15 h à 18 h. *Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

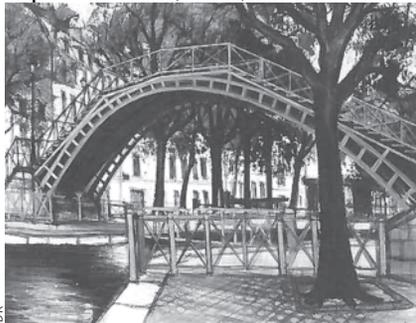
PROVENCE

Chantiers bénévoles

L'association *Alpes de lumière* organise différents chantiers internationaux de valorisation du patrimoine. Ces chantiers se déroulent le matin de 7h30 à 13h30 et laisse donc l'après-midi de libre pour des activités de loisirs. Les langues sont le français et l'anglais. Au programme : aménagement d'un sentier côtier sur les îles du Frioul, face à Marseille (du 10 au 29 juin) ; restauration d'une église à Demandolx (04) du 18 juin au 18 juillet ; création d'une ruelle en pierre caladée à Mane (04) du 30 juin au 13 juillet et du 14 au 27 juillet ; restauration d'un lavoir à Saint-Julien-Montagnier (83) du 30 juin au 18 juillet et du 19 juillet au 2 août ; restauration d'une bergerie à Grand-

Paris : canal en fête

Peinture de Jacques Goupil.



La 13e fête écolo-alternative de Paris aura lieu le 29 juin dans les jardins qui couvrent le canal Saint-Martin, entre la rue des Récollets et la rue Louis Blanc. Autour d'un traditionnel vide-grenier (+ de 300 exposants), des animations musicales, des fanfares, des animations de rue, des ateliers pour les enfants (graphisme, théâtre, jeux...), des stands associatifs (Greenpeace, Amis de la Terre, Réseau antinucléaire, alimentation bio, commerce équitable...).

Tous les stands associatifs sont gratuits, aucune subvention : tout est géré bénévolement. Cette fête est née de la résistance aux promoteurs et de l'occupation par des artistes de l'ancien couvent des Récollets. Pour aider ou pour avoir un stand : *Jean-Michel Gassend, centre associatif de l'ancienne usine de Vaux, 91580 Auvers-Saint-Georges, tél : 06 83 59 21 80.*

tes, foires, salons

(le signe ◊ indique que Silence est présent)

renouvelables et les OGM. *Mairie de Poinçonnet, tél : 02 54 60 55 37.*

■ **Cher : 16e foire écobio.** Dimanche 8 juin, à Saint-Laurent, à 20 km de Bourges. Thème de l'année : mondialisation et commerce équitable, avec des conférences animées par Attac, Artisans du monde, Solidarité Niger, Femmes et développement en Algérie, Jardins de cognac, etc. Une cinquantaine d'exposants en bio, cosmétiques, artisanat, vêtements, associations. *Comité de la foire écobioologique, Mairie, 18330 Saint-Laurent, tél : 02 48 51 51 07.*

◊ **Ardèche : 4e Arcabio.** 8 juin à Saint-Martin-de-Valamas, foire biologique, avec une quarantaine d'exposants (bio, associations, artisanat). *Office de tourisme, La Place, 07510 Saint-Martin-de-Valamas, tél : 04 75 30 47 72.*

■ **Jura : Innovia 2003.** 13 au 15 juin à Dôle, toutes les innovations dans le domaine de l'environnement : renouvelables, économies d'énergie, transports, matériaux de construction, démarche HQE, écodesign... *AJENA, Jacques Abelman, tél : 03 84 47 81 10.*

■ **Bretagne : forum social.** Le 14 juin, la coordination de 96 associations *Cohérence* organise un rassemblement à Redon (Ille-et-Vilaine) sur le thème «un autre monde est possible», avec des forums débats sur la politique agricole commune, le développement des énergies renouvelables, la réduction des déchets, les navires poubelles, les OGM, le Gauchisme... *Cohérence, 2, rue Clairambault, 56100 Lorient, tél : 02 97 84 98 18.*

■ **Quimper : 5e foire bio.** 14 et 15 juin au stade d'Ergué-Gabéric. 70 exposants, produits bio, produits fermiers, santé, hygiène, environnement. Conférence, repas bio. *Mairie, 29500 Ergué-Gabéric, tél : 02 98 82 85 85.*

◊ **Charente-Maritime : 29e foire d'Aytré.** 14 et 15 juin, parc Jean-Macé. Environ 140 exposants. Conférence de Jacques Nikonoff, président d'Attac sur les multinationales, tables rondes sur le tourisme équitable et la commercialisation des produits bio. Exposition sur la bio, fanfare... *foire d'Aytré, mairie, BP 102, 17442 Aytré cedex, tél : 05 46 30 19 19.*

■ **Alberville : 3e fête écocitoyenne.** 28 juin, fort du Tamié, près d'Alberville. «Chantons la Terre, changeons la vie». Thème de l'année : le monde végétal. Conférences de Jean-Marie Pelt, de la FRAPNA, etc. *Tél : 04 79 64 41 86.*

■ **Rhône : 11e rock sous les étoiles.** Les 28 et 29 juin à Saint-Symphorien-sur-Coise. Ce festival de musique comprend un village associatif autour des thèmes de la prévention (écologique, sociale, routière) de la culture (pédagogie, littérature, musique) et de l'artisanat. *Rock sous les Etoiles, 152, boulevard du 8-Mai-1945, 69590 Saint-Symphorien-sur-Coise, tél : 06 23 52 52 34.*

◊ **Indre : 5e foire biologique de Ciron.** 29 juin, à Ciron, entre Chateauroux et Poitiers, à l'initiative de l'association Tam'B. Thème de l'année : «du grain au pain». Animation batteuse et cuisson sur place. Repas bio sur place. *Jean-René, tél : 02 54 28 72 79.*

Saint-Jean (13) du 1 au 31 juillet ; restauration de l'enceinte fortifiée de Castellane (04) du 2 au 31 juillet ; etc. Catalogue sur demande. *Alpes de lumière, maison du Patrimoine, 04300 Mane, tél : 04 92 75 22 01.*

(20 au 27 juillet), présence à soi par le yoga et le travail de l'argile (17 au 24 août). *La Fleyssière, 34650 Jonscels, tél : 04 67 44 40 90.*

AVEYRON Cun du Larzac

Le Cun du Larzac propose aux adultes comme aux enfants un lieu de détente pour l'été. Du 28 juillet au 2 août, il organise en plus une semaine de réflexion. Deux soirées : «la maladie cherche à me guérir» avec le docteur Philippe Dransart (29 juillet), «consom'acteurs, comment résister à la mondialisation» avec Guy Roustang (30 juillet). Des ateliers porteront sur l'écologie (fabriquer son pain, les renouvelables, construire sa maison en bottes de paille, les équipements du Cun), la non-violence (accueillir et canaliser ses émotions, où commence la violence, prendre des décisions en groupe, conflits, mode d'emploi...), le commerce équitable, l'action militante. Des ateliers d'arts plastique, de poésie, de jeux sont également au programme. *Le Cun, 12100 Millau, tél : 05 65 60 62 33.*

Le Cun



NORMANDIE Théâtre et musique verte

La compagnie Damuthée propose du 5 au 12 juillet, une randonnée pédestre, entre mer et campagne, en Normandie. Apprentissage de rythmes et de chants traditionnels (Afrique, Brésil, Cuba...), ambiances sonores avec percussions du monde entier. Exploration et improvisation autour de la pièce «Le songe d'une nuit d'été» de Shakespeare, constructions de surprenants instruments de musique avec des matériaux naturels. En couple ou en famille (enfants de plus de 6 ans). *Damuthée, 7, rue de Caen, 14480 Creully, tél : 02 31 80 91 69.*

HÉRAULT Stages de l'Arche

La communauté de l'Arche de la Fleyssière propose un stage de danses des Balkans (14 et 15 juin ou 3 au 9 août), un stage de tai-chi-chuan, danse du tao (6 au 12 juillet), une initiation à la pratique de la médiation

Société



Agriculture en péril

Selon un sondage réalisé pendant le salon de l'agriculture, 30 % des Français souhaiteraient que leurs enfants soient agriculteurs. Les enfants ne doivent pas être d'accord, puisque selon la Confédération paysanne, il disparaît, en Europe, 480 fermes par jour.



Autosuffisance alimentaire

En 1965, les agriculteurs produisaient eux-mêmes 40 % de leur consommation alimentaire. Aujourd'hui deux fois moins. Les artisans et commerçants avaient souvent un jardin, mais l'autoproduction alimentaire est passée entre 1965 et aujourd'hui de 20 % à 2 %. Ce taux est par contre resté stable chez les ouvriers et est en hausse chez les retraités. Depuis 1991, on constate un regain d'intérêt pour le jardinage. Environ un quart des fruits et légumes consommés en France est produit par celui qui les mange. (*L'Écologie au quotidien, Michelle Dobré, L'Harmattan*)

Jeunes plus pauvres

En 1990, les enfants de 25 ans gagnaient en moyenne 15 % de moins que leurs parents. En 2000, ils gagnent en moyenne 35 % de moins. Alors que les revenus des 10 % les plus riches ont progressé de 28 % pendant les mêmes dix ans, ceux des 10 % les plus pauvres ont baissé de 4 %. C'était sous un gouvernement socialiste. (*A contre-courant, septembre 2002*)

Publicité et liberté d'information

En moyenne, aux Etats-Unis, la publi-

cité représente 80 % des revenus des médias. En France, on n'en est qu'à 44 %. Avec de gros écarts : Le Figaro (70 %), le Monde (21 %), Canard enchaîné (0 %). La qualité de l'information semble inversement proportionnelle.

GRENOBLE Parrainage des sans papiers

Le samedi 29 mars, à la maison des associations, 170 parrainages de sans-papiers ont été présentés publiquement. Plus d'une quarantaine de représentants d'association ou de personnes individuelles ont ainsi pris en charge chacun un sans-papier pour l'accompagner dans ses démarches. Chaque parrainage entre filleul et parrain s'effectuant avec la «garantie» d'un élu. *Coordination iséroise de soutien aux sans papiers, c/o CIP, maison des associations, 6 bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble. tél : 04 76 87 59 79.*

Double peine Nouvelle loi



C'est en principe en ce mois de juin que le gouvernement doit faire adopter une nouvelle loi qui redéfinit les peines applicables pour les étrangers délinquants. Cette nouvelle loi est l'aboutissement d'une longue campagne de sensibilisation lancée à l'automne 2001 par le collectif contre la double peine. Les associations qui ont rencontré les parlementaires puis les ministres concernés ne sont toutefois pas satisfaites du résultat : l'interdiction pour un juge de condamner à une double peine ne figure pas dans le projet de loi, simplement, il existe plus de possibilités administratives pour des personnes expulsables de revenir à une situation régulière. Ce n'est donc pas encore gagné ! *Campagne nationale contre la double peine, 33, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 56 91.*



Bush-erie

■ **Petite phrase** : «*Quel est l'intérêt de posséder une superbe force militaire si nous ne pouvons pas l'utiliser*» Madeleine Allbright.

■ **Démocratie de force**. «*Je suis pour la guerre en Irak parce qu'il faut imposer la démocratisation du monde arabe par la force*». Arno Klarsfeld, avocat.

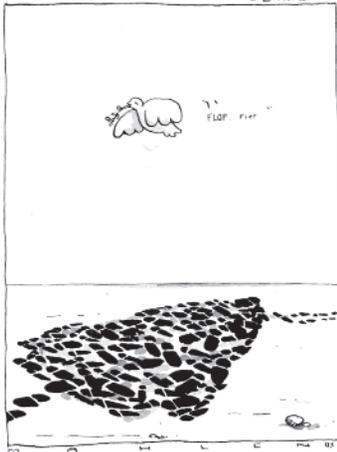
■ **Décroissance forcée** ? Le tourisme baisse par peur des attentats, donc le trafic aérien baisse d'où des baisses dans le secteur de la publicité, ce qui entraîne une baisse des recettes des médias... comme cela s'était déjà produit en 1991.

■ **Combien coûte une guerre** ? Les experts militaires US estiment que le déploiement des troupes a coûté 14 milliards de dollars, que la guerre active coûtera dix milliards le premier mois et huit milliards par mois ensuite. Le plan de reconstruction proposé par les Etats-Unis en Irak coûterait 250 milliards sur dix ans... Bush a obtenu du congrès américain un budget de 75 milliards. Les Etats-Unis annoncent déjà qu'ils ne pourront pas tout payer. Des universitaires australiens ont fait d'autres calculs. Selon eux, une guerre courte suivie d'une reconstruction de moins de deux ans coûterait environ 1000 milliards. La moitié de cette somme serait payée par les Etats-Unis, l'Europe devant dépenser indirectement pas loin de 200 milliards. Si la guerre s'enlise ou que l'Irak se heurte à une désintégration comme en Afghanistan, les chercheurs estiment alors que le coût peut atteindre 3500 milliards sur cinq ans. Sur cette somme, environ 1500 milliards seraient à prendre en charge par les Etats-Unis, l'Europe devant dépenser 800 milliards, le reste essentiellement pour le Moyen-Orient.

■ **Prisonniers de Guantanamo**. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, plusieurs centaines de militants islamistes ont été arrêtés dans le monde et conduits à la base militaire américaine de Guantanamo, une base située à Cuba, selon un accord de concession qui remonte à 1903. Ces prisonniers ne sont pas inculpés et échappent à toute juridiction. Les avocats ont attaqué le gouvernement américain demandant le respect des droits des prisonniers inscrits dans la constitution des USA. La cour d'appel de Washington a rendu son avis

début mars en estimant que les prisonniers ne peuvent pas demander à bénéficier de ces droits car ils ne sont pas sur le territoire des Etats-Unis. A en croire ce tribunal, c'est donc la faute de Fidel Castro s'ils sont maltraités ! Concrètement, au 6 mars, il y a déjà eu vingt tentatives de suicides parmi les prisonniers.

■ **Bombes à fragmentation**. Parce que ces bombes sont trop imprécises, tuant trop de monde, elles sont interdites par le traité d'Ottawa de 1999. Militaires britanniques et états-unis ayant reconnu les avoir utilisées, l'ONU va-t-elle traduire ces deux pays devant les tribunaux internationaux ?



■ **Conflit de basse intensité**. Officiellement, la guerre en Irak est finie. D'ailleurs, on n'en parle plus en première page des journaux. Pourtant, tout ne va pas pour le mieux. Une manif anti-américaine s'est terminée dans le sang à Bagdad le 28 avril : les militaires ont ouvert le feu alors que 500 personnes criaient des slogans dénonçant l'occupation d'une école par les GI's. Treize personnes ont été tuées dont six enfants. 45 personnes ont été blessées. Le gouvernement américain a annoncé le même jour l'envoi de 3000 hommes en renfort à Bagdad : ça se passe donc si mal que ça ?

■ **Palestine : 115 morts**. Pendant le mois de mars, alors que tous les regards étaient tournés vers l'Irak, l'armée israélienne a mis les bouchées doubles : 115 morts.

■ **Pillage des objets d'art**. Selon les estimations de l'UNESCO, environ 200 000 objets d'art ont disparu des musées irakiens dans les jours qui ont suivi la chute de Saddam Hussein. Pourquoi les militaires américains n'ont-ils rien fait pour empêcher cela ? Pour la simple raison qu'ils ont bénéficié eux-mêmes d'une heure de pillage légale «pour ramener des souvenirs à la maison». Ce ne sont donc pas forcément les pauvres qui ont pillé les objets d'art. (*Monde libertaire*, 17 avril 2003)

■ **Bagdad : journalistes tués**. Les

journalistes qui ne voulaient pas dépendre du bon vouloir des forces armées américaines étaient logés à l'hôtel Palestine. Alors que la bataille était visible de l'hôtel, le 8 avril, un tank américain a délibérément visé les étages supérieurs de l'hôtel où les journalistes étaient visibles. Un obus a été tiré faisant trois morts et plusieurs blessés. Ce n'est pas la première fois que cette technique est utilisée pour éviter les informations indépendantes : en 1999, 14 journalistes indépendants ont été tués à Belgrade par l'armée américaine. En 2001, le siège de Al Jazeera a été bombardé à Kaboul.

■ **Et maintenant la Syrie** ? Le 10 avril, le commandement américain a reconnu ne pas avoir trouvé d'armes de destruction massive en Irak. Explication US : elles ont sans doute été démenagées en Syrie...

■ **Et la Corée du nord** ? *The Australian*, dans son édition du 24 avril, a révélé que le Pentagone envisageait de bombarder le complexe nucléaire de Yongbyon s'il commençait à extraire du combustible nucléaire du plutonium pour les bombes atomiques. La Chine aurait donné son feu vert. Personne ne semble prêter attention au nuage radioactif que cela provoquerait.

■ **Syndicats obtus**. Après avoir manifesté pendant des mois contre la guerre, les syndicats, décidément incohérents, manifestent maintenant contre la fermeture des usines d'armement de GIAT industrie.

Contre la guerre

■ **USA : un simple T-shirt**. Parce qu'il avait enfilé un T-shirt portant le slogan «*Give peace a chance*» (donner une chance à la paix), un monsieur de 64 ans a été arrêté dans un centre commercial près de New York par les agents de sécurité qui lui ont demandé d'enlever le T-shirt. Refus de l'intéressé. La police locale vient alors l'arrêter pour «entrée par infraction» ! Le monsieur refuse de parler pendant deux heures puis révèle qu'il est juge ! Dans les jours qui ont suivi, l'affaire fait du bruit dans les médias et les élèves de quinze écoles du quartier vont se mettre en grève et venir occuper le centre commercial.

■ **USA : la police ouvre le feu** ! Dans le port militaire d'Oakland en Californie, le 7 avril, des manifestants pacifistes ont décidé d'essayer de bloquer l'entrée des bureaux de la société *American Presidents Lines* qui a signé un accord avec le gouvernement pour acheminer des marchandises en direction des troupes en Irak. Pour dégager les lieux la police n'a pas hésité à tirer des balles en caoutchouc, blessant douze manifestants. Trente personnes ont été arrêtées.



■ **Paris : die-in**. Le 10 avril, une cinquantaine de manifestants de Greenpeace ont bloqué par un die-in l'entrée de l'hôtel Méridien Etoile où se tenait le 4e sommet pétrolier international. Une banderole annonçait «*Le pétrole a tué, tue... tuera ?*». Le porte-parole de Greenpeace, Yannick Jadot a dénoncé les guerres, dictatures, changements climatiques nés de l'actuelle politique pétrolière et propose le recours à des énergies moins violentes et renouvelables : «*on ne fera jamais la guerre pour du soleil*»

Entraide

■ **Hérault**. Je vais arriver de la Guyane pour accoucher à domicile avec une sage-femme dans la région de Montpellier (Prades-le-Lez). Je cherche un lieu agréable, avec une baignoire, pour mettre un enfant au monde (gîte, location ou autres). Séjour environ du 10 juin au 20 juillet. Merci de me contacter par email : kti.m@wanadoo.fr (ou par téléphone : 05 94 30 64 55)

■ **Chambéry**. Nous allons emménager sur Chambéry cet été et nous recherchons pour notre enfant Mathéo (2 ans) une nounou (si possible dans l'esprit Montessori). Nous souhaiterions le faire garder les matins et ce, dès la rentrée de décembre 2003. Tél : 04 75 33 23 87.

Vivre ensemble

■ **Gard**. Vallée de la Cèze. Thierry 37 ans, souhaite lancer et créer un projet collectif basé sur l'autonomie alimentaire, jardinage, poules pondeuses, artisanat (cuir et ferronnerie), traction animale, rencontres et fêtes, quelque part en France, de préférence pour des jeunes qui souhaitent vivre à la campagne, au vert. Dispose d'un terrain de famille pour camper pour toute personne qui souhaite me rencontrer et en discuter. J'habite à mi-chemin entre Aurillac et Avignon et vous pouvez venir pendant l'un des deux festivals, cet été, ou en automne. A bientôt. *Thierry Cheirezy, hameau de Monteil, 30630 Montclus*.

■ Nous avons hérité d'un petit domaine en Dordogne, une ferme. Notre projet est d'y vivre notre petite république, chercher l'autonomie, l'autarcie, pas la décroissance, mais plutôt aller vers l'essentiel. Je voudrais partager le lieu avec d'autres. Des alternatifs actifs. J'en ai marre des théoriciens. La terre est basse : pour qu'elle soit généreuse, il faut le mériter. Je suis persuadé que nous pourrions vivre heureux à plusieurs. Et j'ai plein de besoins. Comme le site n'est pas constructible, il faut envisager

ou du vent». Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

Journées du désarmement nucléaire

Inaugurées en 2001 à Saintes, les prochaines «journées du désarmement nucléaire» se tiendront du 24 au 26 octobre à Vénissieux (à côté de Lyon). Le thème de l'année sera «l'initiative franco-britannique de désarmement nucléaire». Stop Essais, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 69 07 78 37.

Vétérans des

essais nucléaires

Une enquête portant sur 500 personnes ayant été exposées aux essais nucléaires français montre que 34,6 % d'entre eux ont eu un cancer contre 17 % dans la population française. 37,6 % sont décédés avant l'âge de 60 ans. 15,6 % de leurs enfants présentent des anomalies congénitales et 24,3 % des enfants ont diverses maladies. Cette enquête évolue au fur et à mesure de la collecte des données, mais les chiffres ont peu varié depuis l'analyse des 100 premiers cas et sont assez proches des enquêtes menées en Grande-Bretagne. Il semble donc que les Français ne résistent pas mieux aux radiations que leurs homologues britanniques ou américains. CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon.

CAMARGUE Journée mondiale de la paix

A l'occasion du solstice d'été, un rassemblement de trois jours est organisé du 20 au 22 juin sur la plage de Piémanson, à Salin-de-Giraud, au sud d'Arles. Il est ouvert en dehors de tout dogme, à tous ceux qui désirent célébrer la paix : danses, chants, prières, cercles de paix, discussions, fête, musique, ateliers, forums, etc. Emergence 21, 3 ter, chemin des Barques, 34000 Montpellier, tél : 04 67 72 55 91.



ISÈRE Formation à l'action non-violente et mondialisation

L'Arche de Saint-Antoine organise une formation à l'action non-violente dans le siècle de la mondialisation, du 22 au 27 juillet avec comme objectif d'apprendre comment préparer une action non-violente dans le cadre de conflits sociaux ou politiques. La formation est assurée par Karl-Heinz Bittl, directeur de l'institut européen de conflit, culture et coopération, qui a organisé et participé à de nombreuses actions non-violentes. Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 97.

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

ger du léger, du précaire. Je pense que nous pourrions démarrer dans des yourtes, et ensuite poursuivre dans le circulaire avec des abris-bois. J'ai préparé tout un stock d'arbres issus de la tempête de 1999. Je cherche donc pour démarrer une personne capable de réaliser une yourte. Je cherche également une couturière, ma femme n'étant pas experte dans le domaine, une couturière indépendante financièrement. Les personnes doivent être écolo-bio-bricolo, avoir de l'humour et ne pas fumer. Age indifférent. Chacun libre et indépendant. Respects des libertés, de l'intimité, de la vie privée. Jean-François et Stéphanie Blanchard, La Versenne-des-Ormeaux, 85110 Saint-Vincent-de-Sterlanges.

Rencontres

■ La convivialité est une pratique vivante ! Porte ouverte aux marcheurs du GR3 entre les Monts de la Madeleine et les Bois Noirs (Loire) chez Michel, au village Coppéré, à Saint-Priest-la-Prugne.

■ Réf. 297.01. Militant associatif se battant pour une alternative sociale et écologique, 40 ans, habitant dans une agréable petite ville du Tarn, ne travaillant plus qu'à mi-temps (chez lui) afin de s'occuper de sa fille, 4 ans, dont il a la garde alternée, cherche une compagne autour de la trentaine avec ou sans enfant. Si certaines sensibilités sont partagées, projet de vie peut être envisagé, embelli par la générosité de chacun des membres de la nouvelle famille. Un échange de courrier permettra de mieux se connaître avant de prévoir une éventuelle rencontre. Ecrire à la revue qui transmettra.

■ Réf 297.02. Homme, 50 ans, agriculteur bio depuis 15 ans, divorcé, sérieux, doux, sincère, tolérant, honnête, sentimental, sobre, non fumeur, j'ai une petite ferme moderne en Auvergne avec vaches laitières, dont une partie du lait est transformée en fromages. J'aimerais correspondre avec une femme de

42 à 56 ans, simple, aimant la campagne et les animaux, désirant bâtir une relation sentimentale durable basée sur la sincérité, pour une vie saine avec complicité, amour, tendresse partagée. Je ferai réponse à toute personne qui m'écrira une lettre détaillée, en réponse à cette annonce qui est sérieuse. Ecrire à la revue qui transmettra.

Recherche

■ Qui peut m'envoyer des renseignements, conseils, plans, adresses, revues, pour la construction d'une véranda bio-climatique en L à ossature bois orientée NE/Sud. Fabienne Lecureux, Vitrat, 23800 Villard.

■ Recherche collaborateur bénévole pour la création d'une association financière prônant l'économie propre qui prend sa source dans les marchés des pays pauvres. Collaboration dans le futur avec institutions et Etats. Me joindre par courrier. Théodore Ntone Priso, 108, rue Mont-Royal, 78360 Montesson.

■ Je cherche des panneaux solaires 12 volts d'occasion. Je peux me déplacer en Languedoc-Roussillon, Tarn, Aveyron, vallée du Rhône, éventuellement Isère, Savoie, Haute-Savoie. Merci de me téléphoner entre 19h et 21h30 au 04 67 23 71 35.

■ Je cherche au Mali en juillet pour un an et je pars une formation en maraîchage biologique afin de créer ensuite sur place une agriculture autosuffisante que je pourrai transférer à des enfants dans le cadre d'un lieu de vie. En échange j'offre ma force de travail dans une ferme biologique. Je cherche aussi des partenaires financiers pour aider à la réalisation du projet, prévu au nord, près de Gao. Je cherche en particulier des panneaux solaires, des pompes à eau solaires, du matériel pédagogique, des vêtements d'enfants, etc. Clara Plan, 27, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.

■ WC à compost. Vous utilisez des toilettes sèches ou WC à compost. La revue La maison écologique cherche des témoi-

gnages : modèle utilisé, problèmes rencontrés, fréquence de l'entretien, odeurs et voisinage, utilisation par les hommes, les femmes, les enfants. Envoyez votre histoire à Maison écologique, BP 60145, 14504 Vire cedex.

■ Je cherche tout contact échanges Montessori, Steiner, sur Chambéry et environs. Tél : 04 75 33 23 87.

Emplois

■ Belgique. Le centre culturel du Beau canton de Gaume (tout au sud de la Belgique francophone) met en place des projets de développement rural axés sur l'amélioration de la qualité de vie. Intervenants socioculturels, agents de développement et autres emplois de responsables de projets sont recherchés pour création d'un parc géologique et paysager, d'inventaires de ressources locales, de mise en œuvre d'un centre du développement durable, de colloques internationaux et de concrétisation d'un contrat «culture» de pays... Jeunes, dynamiques, créatifs, flexibles, mobiles et esprit Silence bienvenus pour des contrats de 5 à 6 ans. Nécessité de résider sur place. Patrick Besure 0032 / 61 29 29 19, leader+@beaucanton.be.

■ Allier la ville à la campagne, quel vaste programme ! D'un côté la ville qui offre une vie culturelle et associative riche, mais déconnectée des saisons, d'un certain principe de réalité... De l'autre, la campagne, la vie plus proche de la terre, une découverte de soi au travers de son environnement. A partir de la rentrée 2003 et pour au moins un an, je veux réussir à vivre les deux. Je souhaite travailler dans le maraîchage, l'élevage (chèvres, lapins...) et tant de domaines que je ne connais pas encore ! C'est pourquoi je cherche une personne ou un groupe qui aurait besoin ou envie de moi aide à mi-temps (15 jours par mois ou une semaine sur deux), l'autre mi-temps étant consacré à la vie associative sur

Annonces

Lyon. J'imagine le fonctionnement «travail contre hébergements», mais c'est à voir ! Merci d'écrire à Catherine Lefrançois, 2, chemin de la Liberté, 74200 Thonon.

Logement

■ Toulouse. Mes trois enfants (16, 14 et 2 ans) et moi-même cherchons un logement avec jardin, à 50 km maxi de Toulouse à partir d'août-septembre. Je peux offrir du temps et mon cœur pour enfants, personnes âgées, jardin, animaux... et 400 € maxi de loyer. Faire proposition à Cathou, tél : 05 63 63 03 31, ainsi.danse@free.fr.

■ Lot-et-Garonne. A louer dans le hameau écologique de Boussac (voir article dans le n° Aquitaine, p.55), à Bazens, un très bel appartement de 60 m², type F3, dans une maison mitoyenne avec terrasse et jardin : 440 euros sans charges. Libre au 1er août 2003. Tél : (le soir de préférence) 05 53 87 23 66.

■ Chambéry. Nous cherchons à louer une maison avec terrain, mitoyenne ou rez-de-chaussée d'une maison, dans un secteur sympa (proximité d'autres familles, proche nature...) pour la rentrée de septembre 2003. Maximum 600 € par mois. Merci de nous contacter. Tél : 04 75 33 23 87.

Vacances

■ A louer mobil-home, 4-6 places, sud Loire-Atlantique, 5 km de la mer, sur ferme bio, 365 € par semaine. Renseignements : 02 40 21 97 63.

■ Loue gîte rural (Accueil Paysan), 4 à 6 personnes près de Cordes (Tarn), contactez Jean-Luc Bessou, paysan bio (moutons, vins, légumes, fruits rouges), tél : 05 63 56 26 65.

A vendre

■ Vends roulotte en bois avec toit arrondi, grandes roues en fer cerclées de caoutchouc, 5 m x 2 m. 4000 €. Tél : 02 96 24 29 10.



Petite phrase

«Le débat sur l'énergie sera un échec si l'on reste dans l'impasse en matière d'économies d'énergie et s'il conduit à s'accommoder durablement du nucléaire»

Nicolas Hulot, conseiller officieux en écologie de Jacques Chirac.

Eviter les scintigraphies !

La directive européenne 97/43 insiste sur la nécessité de limiter les scintigraphies au maximum car elles posent des problèmes d'irradiation. La scintigraphie consiste à faire absorber une substance radioactive qui va se fixer sur un organe et permettre une meilleure visibilité par radio de cet organe. Si la réglementation française interdit l'exposition du public à plus de 1 mSv par an, elle autorise une dérogation pour les scintigraphies. Et pour cause, une seule de ces opérations peut provoquer une dose par contamination (en interne) de 28,5 mSv ! (adulte subissant une scintigraphie cardiaque). Les traceurs radioactifs utilisés ont une période de courte : iode 123 (13 heures, soit une disparition du corps en moins d'une semaine), technicium 99m (6 heures, soit une disparition du corps en moins de quatre jours), mais aussi thallium 201 (pour le myocarde) qui avec une période de 72 heures est nettement plus dangereux (disparition seulement en un mois).

Le danger est tel qu'une personne qui subit une scintigraphie reçoit comme

consigne à son arrivée à l'hôpital : «il est nécessaire de prendre les précautions suivantes pendant les 24 prochaines heures : boire et uriner le plus souvent possible, éviter de vous tenir à proximité de jeunes enfants ou de femmes enceintes». L'ACRO, association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, a mené une enquête en interrogeant neuf lieux pratiquant des scintigraphies. Malgré leurs insistances, six des neuf lieux n'ont pas donné les avertissements obligatoires. ACRO, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél : 02 31 94 35 34.

JAPON Crise totale !



Centrale de Fukushima.

Le 17 avril, TEPCO, la plus grande compagnie d'électricité du pays, qui avait déjà fermé 9 réacteurs en urgence, en a fermé 8 de plus pour révision. Les 9 premiers ne sont pas sûrs de redémarrer un jour, les 8 derniers devraient être remis en état. Cela fait suite à la découverte de falsifications dans les déclarations sur la sûreté des installations. Des inspections sont en cours pour savoir quelles sont exactement les réparations nécessaires. Le gouvernement a dû

rouvrir en urgence des centrales thermiques et importer du pétrole en grande quantité. Dans un contexte de récession économique, la situation est économiquement dramatique.

Tchernobyl

■ **Kiev : manifestation.** Le 19 avril, plus de 5000 malades des suites de Tchernobyl ont manifesté dans les rues de la capitale ukrainienne pour demander un meilleur suivi médical. Le gouvernement s'était engagé, peu après l'accident, en 1986, à verser des indemnités à 3,3 millions de personnes. Rien n'est venu. 25 000 familles déplacées en 1986 n'ont toujours pas été relogées et vivent dans les pires conditions.

■ **Carte officielle.** Pour le 17e anniversaire de l'accident de Tchernobyl, les autorités françaises ont enfin publié une carte de la contamination des sols. On y apprend que toute la France est polluée par du Césium (qui mettra 300 ans à disparaître) et que la pollution diminue d'est en ouest. L'Est de la Corse, Nice et Avignon sont les plus touchés (plus de 20 000 bq/m²), Lyon, Dijon, Strasbourg dépassent les 10 000, Limoges se situe à 5000, Paris Bordeaux, Lille, Rennes dépassent les 1000. Seul le littoral atlantique et de la Manche présente une contamination inférieure à 1000.

HONGRIE Sérieux incident

Le 10 avril, trente barres de combustibles, stockées dans une aire de nettoyage de la centrale hongroise Paks-2, ont entamé une réaction en chaîne et de la radioactivité s'est dégagée à l'extérieur. La centrale avait été arrêtée le 28 mars pour sa révision annuelle. L'incident a été classé 3 («serious incident»). Il semble que la corrosion des éléments ait permis un contact entre plusieurs barres. Le système de nettoyage a été fourni par Framatome ANP, une compagnie appartenant à Areva et Siemens. Il avait été mis en route en 2001. L'augmentation de la radioactivité a été mesurable en dehors du site. (WISE-amsterdam, 25 avril 2003)

BELGIQUE Fûts qui fuient

Sur le site de Dessel, 426 fûts de déchets radioactifs ont été découverts ouverts, rongés par la rouille, 2368 dans un mauvais état, sur un total de 49 000. Ces fûts ont été stockés là après que la Belgique ait renoncé à les jeter à la mer comme 55 000

Déchets

■ **Dordogne : marche de Lascaux.** une marche symbolique partant de Lascaux sera organisée fin juin pour la 4e année consécutive. Michel Lablanquie, Vites, tél : 05 65 38 08 39.

■ **Bure : course contre la montre.** Le Tour de France cycliste passant à Bure le 9 juillet, une manifestation sous forme de course cycliste est organisée à proximité, sur la route de Soulaines à Bure, la future route des déchets, entre Joinville et Saint-Dizier. Il s'agira d'une course «par équipe» que tout le monde peut faire, la vitesse n'étant pas le sujet de préoccupation des organisateurs. Renseignements : Danièle Charlemagne, 03 25 94 44 26.



DRF

autres fûts. Ils étaient stockés sur place depuis 1983 (vingt ans) et sont censés résister pendant des siècles. Si la vérification a été possible en surface, on ne sait rien de l'état de ceux qui ont immergés. (Tam-Tam, mars 2003)

ORNE Festival Granit

Les 28 et 29 juin, la coordination contre l'enfouissement des déchets radioactifs organise à Athis le deuxième festival Granit. Ce festival sera précédé d'une marche d'une semaine, avec départ devant la mairie de Mortagne dont le député-maire est un fervent partisan du nucléaire. Pendant le festival, exposition de matériel, stands, débats avec Michèle Rivasi (Crii-Rad), Didier Anger (Verts-La Hague), Alain Dorange (Réseau Sortir du nucléaire), etc. Le nucléaire et ses déchets non merci, Isabelle Truffault, Collectif citoyen normand, BP 11, 61430 Athis-de-l'Orne, tél : 02 33 64 39 19.

Lorraine : marche contre un nouveau programme nucléaire

Une marche de protestation contre la relance du programme nucléaire et l'accumulation des déchets radioactifs partira le dimanche 24 août de devant la centrale de Cattenom (frontière belge) pour rejoindre le chantier de Bure le dimanche 31 août. Un pique-nique citoyen est organisé ce jour-là devant le chantier du futur site d'enfouissement. Il est possible de participer à une étape ou à l'ensemble. Les étapes feront de 15 à 20 km et laisseront le temps chaque jour de faire des ateliers, des conférences, des débats, des actions de sensibilisation. Dans les grandes villes, des débats seront mêmes organisés dans les trains. Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, 33, rue du Port 55000 Bar-Le-Duc, tél : 03 29 45 45 55 ou 03 25 04 91 41.

Réseau pour un art solaire

L'artiste allemand Jürgen Claus, résidant actuellement en Belgique, a lancé un projet de réseau pour un art solaire (SolArt Global network). Il part du principe que nous entrons dans l'âge de l'énergie solaire (avec ses déclinaisons que sont le vent et l'hydraulique) et que la prise de conscience écologique des ressources du solaire, nous ouvre à une nouvelle vision du monde : lutte contre les pollutions, locales ou globales, demande de décentralisation dans la politique énergétique comme dans la politique tout court, meilleur partage des richesses entre les peuples du monde, vivre une haute qualité de vie... L'âge du solaire est l'âge du respect.

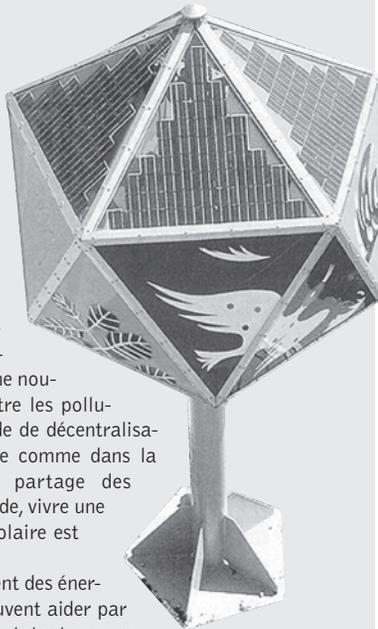
Dans la recherche du développement des énergies renouvelables, les artistes peuvent aider par la recherche de l'esthétique. Constatant que certains ne trouvent pas les installations belles, il mène un travail artistique de recherche sur le sujet.

Il a ainsi réalisé à Aachen, en 1995 un « cristal solaire » de 4 x 5 m qui utilise des cellules photovoltaïques : l'œuvre se transforme à la nuit en un lampadaire multicolore.

En juin 1996, en collaboration avec le fabricant d'éoliennes Enercon, il est intervenu sur un site d'éoliennes pour peindre le poteau de l'une des machines sur 15 mètres de haut.

Il espère créer un mouvement qui regroupe architectes, designers, artistes, afin d'allier énergies douces et esthétique.

Jürgen Claus, Centre Overoth, Overoth 5, B 4837 Baelen, tél : 0032 87 74 37 01.



Eolien

■ **Eurotunnel dans le vent.** Un accord a été conclu début avril entre la société Eurotunnel et le groupe canadien Boralex, pour la construction de sept éoliennes de 2 MW chacune. Elles seront construites sur le site du terminal de Coquelles (Pas-de-Calais). Le courant sera vendu à EDF.

■ **Gard : refus des éoliennes.** L'ADEME a indiqué que le potentiel éolien offshore en Languedoc-Roussillon était de 1670 MW (un gros réacteur nucléaire). Un projet prévoyait d'en installer au large du Grau-du-Roi, station balnéaire entre Montpellier et la Camargue. Le maire de la commune vient de refuser en prétextant que cela ferait peur aux touristes (!). Pendant ce temps, le conseil général et la région, pour protéger la faune aquatique, s'apprêtent à immerger des récifs artificiels au large du Grau-du-Roi pour un coût de 640 000 euros. Mettre des éoliennes offshore aurait non seulement évité cette dépense, mais rapporté de l'argent aux communes voisines (taxe professionnelle).

■ **Aude : potentiel important.** Le département de l'Aude n'a besoin que d'une puissance de 350 MW électriques en hiver, alors que les projets d'éoliennes se multiplient dans le département. La préfecture a indiqué avoir reçu des demandes d'installation pour un total de 1500 MW. Mais contrairement à ce que racontent les opposants à ces éoliennes, cela ne nécessitera pas l'installation de lignes à haute tension (400 000 volts), les éoliennes produisant du courant à moyenne tension (20 000 volts). Il n'en reste pas moins que cette concentration future va être de moins en moins intéressante pour la collectivité et qu'il vaudrait mieux disperser les éoliennes quitte à avoir des rendements un peu moins bons. Si tous ces projets voyaient le jour, cela conduirait à faire de l'Aude le premier département excédentaire en électricité d'origine éolienne.

■ **Aude : bienvenue !** Un nouveau parc dénommé *Parc de la Grande Garrigue* a débuté sa production en mars 2003. 18 éoliennes ont une puissance totale de 15,3 MW et fourniront de quoi alimenter une ville de 19 000 habitants. Les éoliennes sont de plus en plus appréciées dans la région et les viticulteurs locaux ont bien senti le sens du vent : ils ont lancé une cuvée spéciale de vin *Domaine des éoliennes*.

■ **Drôme : nouveaux parcs.** Début mars, les travaux ont commencé sur les communes de Rochefort-en-Valdaine et de Montjoyer pour un double parc :

23 éoliennes d'une part, 10 de l'autre pour une puissance totale de 17,25 MW. Les éoliennes auront un axe de 45 m de haut. Les machines devraient fonctionner en décembre 2003. C'est Jeumont qui construit (filiale d'AREVA !). La population soutient le projet qui a été négocié : taille réduite des éoliennes (750 kW), nettoyage du chantier et des voiries, construction d'une maison des vents pour des activités pédagogiques, contournement des zones sensibles pour la flore et l'archéologie, neutralisation du chantier pendant la période de nidification des oiseaux, suivi ornithologique pendant cinq ans. (Courrier du CEDER, mars 2003)

Solaire

■ **Maison Blanche.** En août 2002, sur un toit situé au sud-ouest de la Maison Blanche à Washington ont été installés 8,8 kW de photopiles et deux panneaux solaires thermiques. (Tam-Tam, avril 2003)

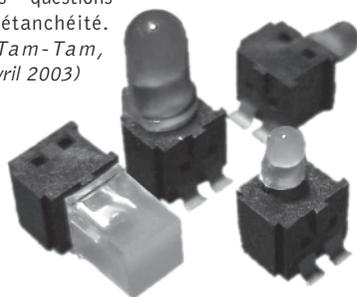
■ **Prison solaire.** La prison de Santa Rita Jail, en Californie, s'est équipée de 1070 kW de capteurs photovoltaïques qui la première année ont produit 1,46 million de kWh, ceci représente une économie de 295 000 \$ par an. Les prisonniers eux restent à l'ombre.

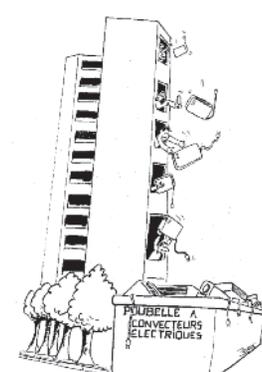
Les renouvelables ne suffisent pas !

Si les techniques renouvelables (principalement l'éolien) se développent un peu partout dans le monde, cela reste insuffisant pour seulement compenser l'augmentation de la consommation d'électricité. A part au Danemark (éolien : entre 18 et 20 % de la production électrique) et en Allemagne (éolien : 3 % de la production électrique) où la consommation semble stabilisée, partout ailleurs, les renouvelables ne couvrent même pas l'augmentation de la demande. Les énergies renouvelables seules ne peuvent donc actuellement prétendre servir à sortir du nucléaire. Une forte politique de maîtrise de l'énergie comme en Allemagne permet de diminuer la demande en électricité... mais pas encore en carburant. C'est actuellement le développement de centrales au gaz (donc avec gaz à effet de serre) qui permet de commencer à fermer des réacteurs nucléaires. Le recours aux centrales thermiques, dans un premier temps, est donc nécessaire si l'on veut un arrêt rapide du nucléaire. Ensuite, la maîtrise de l'énergie et les renouvelables pourront permettre de diminuer cette production.

Diodes électroluminescentes

Ces nouvelles ampoules commencent à être utilisées pour l'éclairage (voir n°295). Le port de Golfe Juan (vers Nice), sur la Méditerranée vient d'être équipé de lampadaires fonctionnant avec ces diodes. Chaque lampadaire consomme ainsi 16 watts contre 150 auparavant. Les lampadaires ont coûté 20 % plus cher que les autres modèles, mais leur consommation individuelle passe ainsi de 50 à 5 euros par an... Autres avantages : il faut changer les ampoules seulement tous les 150 000 à 200 000 heures soit 10 à 14 fois moins souvent que l'ancien système ; les lampadaires sont alimentés en basse tension (24 volts), ce qui facilite les questions d'étanchéité. (Tam-Tam, avril 2003)





LYON

Chauffage électrique interdit

La communauté urbaine de Lyon a adopté le principe de la suppression du chauffage électrique dans l'ensemble de son parc social (110 000 logements). Elle conditionne également l'attribution de crédits aux nouveaux logements sociaux à l'adoption d'une charte HQE (haute qualité environnementale). (Quatre saisons du jardinage, mai 2003)



Incinérateurs

■ **Agen : manif de soutien.** Un rassemblement de soutien aux inculpés de Fumel (accusés d'avoir mis hors service un incinérateur qui fonctionnait dans l'illégalité depuis de nombreuses années) se tiendra le 17 septembre.

■ **Assises des associations.**

Tous ceux qui luttent contre les incinérateurs et pour une autre politique des déchets sont invités à participer aux assises nationales qui se tiendront les 7 et 8 juin en Vendée. Camping à la ferme chez Danielle Laumont, La Grangimare, 85310 La Chaize-le-Vicomte. Renseignements : ICI-Rom, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.



passer par le rail. Sur des routes en forte pente, les rejets des camions sont le triple de ceux en plaine. (FNAUT-infos, septembre 2002)

■ **Qui n'a pas de voiture ?** 20 % des ménages n'ont pas de voiture. Ce pourcentage monte à 58 % chez les chômeurs, 39 % chez les moins de 24 ans, 45 % chez les plus de 70 ans. Plus le revenu augmente, plus on a de voiture : chez les 25 % les plus riches, seuls 9 % n'ont pas de voiture. La densité de population a aussi son importance : 13 % n'ont pas de voiture dans les communes rurales, 22 % dans les villes de plus de 100 000, 32 % à Paris. (Insee, 1998)

■ **Qui utilise un vélo ?** 16 % font fréquemment des déplacements à vélo. Ce sont les 25-29 ans (21%) et les 65-69 ans (24%) qui en font le plus. Le minimum étant à 40 ans (14%). Ce sont les jeunes retraités (21%) et les agriculteurs (17%). Ce sont ceux qui ont le moins de diplômes, et il y en a autant en ville qu'à la campagne. Par contre le taux d'utilisation baisse avec le revenu. (Insee, 1998)

■ **Péages urbains.** La ville de Paris, par la voie de Denis Baupin, adjoint Vert chargé des transports, estime que mettre un péage à l'entrée de la ville «réserve la circulation à ceux qui en ont les moyens» et qu'il s'agit donc d'une mesure contre les pauvres. Mais les chiffres de Londres, où la circulation a baissé de près de 20 %, montre que les plus pauvres prennent déjà les transports en commun : 85 % des gens qui viennent travailler en ville n'utilisent pas leur voiture. A Paris, plus de 50 % des Parisiens n'ont pas de voiture. Si on ne veut pas favoriser les plus riches, prêts à payer le péage, il y a une solution : interdire la circulation à toutes les voitures ! Cela ne gênera que les riches, ceux en voiture.

■ **Belgique : mobilité.** Les autorités belges ont publié un rapport sur les déplacements dans le pays. En 1970, 26 % des salariés devaient faire moins de 3 km pour aller travailler, en 1992, ils n'étaient plus que 17 % et ne sont plus aujourd'hui que 14 %. Les parcours de plus de 70 km sont passés en trente ans de 1 à 4 %. La tendance à l'allongement des trajets se constate dans tous les autres secteurs. L'augmentation la plus rapide de l'usage de la voiture est le trajet domicile-école pour mettre les enfants à l'abri de la circulation.

■ **Pays basque : justifier le TGV.** Alors que l'installation de blocs automatiques lumineux sur les voies entre Bordeaux et la frontière espagnole permettrait de rapprocher les trains de 2 km contre 11 km actuellement, et donc de faire passer une certaine de convois par jour, tout est fait pour

Prestige

■ **Boulettes.** Le 2 avril, de nouvelles boulettes de fuel sont venues polluer les côtes des Pyrénées-Atlantiques (Bidart) et des Landes (Messanges, Vieux Boucau et Soustons). Mais plus personne n'en parle... les réservations touristiques sont déjà en baisse de 30 % sur la côte française et cela fait mauvais genre.

■ **Coût du naufrage.** Selon des estimations du gouvernement français, le coût du nettoyage des côtes françaises devrait coûter dans les 50 millions d'euros. Côté espagnol, on annonce dix fois plus.

justifier le TGV comme seule solution. Certains trains ont même été ralentis. Les opposants au TGV suggèrent à la SNCF de faire changer les voyageurs de train dans chaque gare pour bien leur montrer l'utilité du TGV ! (Ortzadar, mars 2003)

■ **Lyon : débat sur la gratuité.** A la veille des élections, le conseil régional a organisé un débat sur la gratuité des transports publics. C'est surtout l'aspect aide aux plus démunis qui a été abordé et les élus ont adopté pour 2004 le principe d'une réduction de 75 % sur les trains régionaux pour les chômeurs et les bénéficiaires du RMI. C'est un premier pas, mais qui risque d'être remis en cause après les élections. Le collectif TCL, Transports en commun libéré) a contesté la façon de mener le débat : pour lui, le meilleur moyen d'éviter les inégalités dans les transports est la gratuité pour tous et le financement par des impôts proportionnels aux ressources. TCL c/o AC, 37, cours de la République, 69100 Villeurbanne, tél : 04 78 84 38 51.

PAS-DE-CALAIS

Métaleurop, site pollué

La fermeture de l'usine Métaleurop, près de Lens, laisse non seulement 830 personnes sur le carreau, mais également un des sites industriels les plus pollués de France, notamment par les métaux lourds. Ce n'est pas le seul site pollué que laisse Métaleurop derrière soi. Une usine fermée à l'Estaque, à Marseille, a accumulé 400 000 tonnes de terres polluées à l'arsenic. Une autre usine, au moulin du Bosc, près de Lodève, dans l'Hérault, est aussi à l'abandon, malgré une mise en demeure de la préfecture datant d'avril 2002.

BRETAGNE

Campement pour l'égalité animale

Végétariens, végétariennes, végétaliens, végétaliennes en lutte contre l'exploitation animale sont invités du 10 au 16 juillet sur les hauteurs de la forêt de Paimpont, à 40 km de Rennes. Tadorno, 7 straed Mané Guen, Le Gréo, 56610 Aradon, tél : 02 23 20 73 96.

VOSGES

Commune sans Gaucho

Constatant les dégâts faits sur les abeilles et la tolérance du gouvernement pour l'insecticide Gaucho, le maire de Frémifontaines, 350 habitants, a pris un arrêté interdisant l'usage de ce produit sur sa commune. Il espère que cela sera suivi par d'autres maires. (Politis, 20 février 2003)

ALSACE

Chantiers nature

Le conservatoire des sites alsaciens organise en juin des chantiers nature au mois de juin (dates selon météo) à Diedendorf, Geisolsheim, Lixhausen, Rosenwiller, Gresswiller, Beinheim, Hohengoelt. Il cherche des volontaires. Conservatoire des sites alsaciens, écomusée, 68190 Ungersheim, tél : 03 89 83 34 20.

JURA

Fête du vélo

Cette fête se déroulera le samedi 31 mai à Lons-le-Saunier. Pour y participer prendre contact avec Vélo qui rit, c/o centre social, 2, rue de Pavigny, 39000 Lons-le-Saunier, tél : 03 84 43 41 12 (Marie-Claire Louessart).

ISÈRE

Pesticides et santé

Le collectif Alliance-Isère qui regroupe agriculteurs, consommateurs, écologistes) pour le respect

Transports

■ **USA : mobil-homes.** Environ trois millions de personnes (1 % de la population) vivent aux Etats-Unis dans leur véhicule. Il s'agit souvent de personnes vivant de petits boulots et qui sont ainsi mobiles pour prendre le moindre travail qui se présente. Il se crée ainsi une génération de personnes qui ne vivent que dans leur voiture ou mobil-home. Pour eux, il va être difficile de «sortir de la voiture».

■ **Pollutions dans les Alpes.** Des mesures effectuées sur les trois versants du Mont-Blanc indiquent que les camions engendrent 64 % du NOx à Chamonix, 50 % dans le Val d'Aoste et seulement 14 % dans le Valais où 75 % du fret en transit

Association bidon !

Roselyne Bachelot vient d'agrèer comme association de protection de l'environnement, le groupe de lobbying FARRE constitué par des grands distributeurs et des multinationales pour faire la promotion de l'agriculture raisonnée (et nuire ainsi à l'image de l'agriculture biologique). Dans ces publications, l'association FARRE prône surtout de respecter les dispositions légales. Polluer dans la limite de la légalité fait donc de vous un protecteur de la nature.

Une turbine en Himalaya

Après la mise en place d'un atelier de recyclage du papier, l'association *Tsampa équita* cherche des aides financières pour installer, à la demande des artisans, une turbine hydraulique. Pour limiter les coûts et l'écobilan (transports), la turbine sera achetée sur place, installée par des artisans locaux et entretenue par des Indiens. Ce gain d'énergie devrait permettre de développer de nouvelles activités avec à long terme l'idée d'un centre écologique à Tabo, village à 3280 m d'altitude, situé dans une vallée désertique en Himalaya indien (Himachal Pradesh), dans l'aire culturelle tibétaine. *Tsampa équita, résidence du Lac, montée D, 72, route des Ecoles, 74410 Saint-Jorioz.*



sentierait de quoi fournir la moitié du papier consommé actuellement dans le monde. Si cela représente une alternative à la déforestation papetière, il ne faut pas oublier que ces tiges de bananier servent également à maintenir la fertilité des sols et qu'en les enlevant, on prive le sol de matière organique.

SEINE-SAINT-DENIS Une maison de l'Afrique noire

Pour faciliter le développement de la vie associative entre groupes d'immigrés, en solidarité ici avec les luttes sociales (sans papiers, mal logés), là-bas avec des initiatives de développement, un projet de maison de l'Afrique noire a été lancé par un collectif de plus de 300 personnes. Ce collectif cherche à s'élargir. *Amis de la maison de l'Afrique noire, SDVU, 15, rue Catulienne, 93200 Saint-Denis, tél : 01 48 20 90 39.*

Le papier-banane

Un Japonais, le professeur Hiroshi Morishima a mis au point une technique permettant la fabrication de papier à partir des tiges de bananiers, habituellement peu utilisées après récolte. Deux usines implantées à Haïti utilisent déjà cette technique depuis 2001. Il y a actuellement 129 pays dans le monde producteurs de bananes qui pourraient ainsi produire leur propre papier. Si tous les pieds de bananiers étaient utilisés, cela repré-

Afrique du Sud : révolte des séropositifs

En 2001, l'association TAC, Campagne d'action pour le traitement, qui regroupe des malades du sida, avait mené une campagne pour obliger les compagnies pharmaceutiques à vendre leurs médicaments à prix coûtant. Mais le président sud-africain, Mbeki, n'est pas persuadé que les traitements proposés contre le sida soient efficaces. Il refuse donc de les importer. Or dans le pays, 12 % de la population est séropositive et 600 personnes meurent chaque jour du sida. L'association TAC a lancé une campagne de désobéissance publique contre le gouvernement depuis le 20 mars, les malades menant des actions pour se faire arrêter, comme le faisait Gandhi dans le pays dans les années 20. C'est la première fois que cette méthode non-violente est utilisée depuis la fin de l'Apartheid et l'arrivée de l'ANC au pouvoir. L'association pense que le gouvernement ne veut pas assumer sa tâche de santé publique parce que même à prix coûtant, les médicaments représentent 2 % du PIB du pays. (*Courrier international*, 27 mars 2003)



Ardèche : massacre à l'Escrinet

Alors que la chasse se termine légalement le 31 janvier, Gilles Pipien, directeur de cabinet du ministre de l'écologie, est venu rencontrer les chasseurs au col de l'Escrinet le matin du 7 mars pour les rassurer sur les futures autorisations de chasse. L'envoyé du gouvernement est arrivé vers 11 h. Auparavant, plusieurs membres d'associations de protection de la nature ont compté les coups de fusils : plus de 1000 ! Comme quatre d'entre eux ont eu le courage de venir apporter à Gilles Pipien deux pigeons ramiers qui venaient d'être tués, les chasseurs ont répondu que c'étaient les écologistes qui avaient tiré. Les gendarmes présents depuis l'aube et qui, eux aussi, ont pu assister au canardage, n'ont pas bronché. Tolérance zéro a promis le gouvernement.

du monde rural, l'environnement, la nourriture saine, organise plusieurs conférences. La première le 6 juin concerne « Les pesticides, l'environnement, la santé » avec François Veillerette auteur du livre « Les pesticides, le piège se referme ». La deuxième le 13 juin concerne « La santé animale par les méthodes d'élevage et l'impact sur l'environnement, la santé des populations ». Renseignements : *Alliance, tél : 04 76 89 75 93.*

ISÈRE Caravane écologique

L'association Bièvre Liers environnement organise, du 5 au 7 juin, le passage à Viriville, au pré Savignon, de la caravane écologiste, un semi-remorque présentant les multiples alternatives écologiques disponibles sur la planète : solaire, bio combustible, alimentation, eau, architecture, avec des animations pédagogiques pour les enfants. Le passage de la caravane s'accompagne d'une conférence sur les alternatives à l'incinération, animée par Jean Reynaud, le vendredi 6 juin à 20h30 à la salle des fêtes de Viriville. Renseignements : *caravane 04 74 53 03 15 (Joëlle Moyroud), conférence : 04 74 20 16 79 (Patrick Pecorado).*

Sorties nature

■ **Alsace.** Alsace nature propose différentes sorties en juin : reptiles d'une colline calcaire à Sigolsheim (dimanche 1er), oiseaux des vergers à Oberbronn (1er), fête du vélo au pays du castor et du courlis à Muttersholtz (1er), sortie ornitho à rollers à Heidwiller (1er), insectes des collines à Bollenberg (1er), festival arts et nature à Strasbourg (du 6 au 8), pelouses sèches à Chalampe (7), forêt de Hagenu à Walbourg (7), réserve naturelle d'Offendorf (14), la fouine à Strasbourg (14), botanique à Linthal (15), arbres en forêt de Haguenau (15), le soleil à Wildenstein (le 21), réveil des oiseaux à Griesheim (22), araignées des murailles à Reichtett (22), chauves-souris à Westhouse (27), débat sur la protection de la nature en Alsace, à 19 h à Sélestat (27), photo nature au centre nature de Munchhausen (28), fête de la cerise à Breitenbach (28 et 29), à vélo au fil de l'eau à Saint-Louis Neuweg (29), fête de la nature à la maison de la nature à Altenach (le 29). *Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

■ **Pyrénées-Orientales : botanique.** L'association Botanica propose des sorties botaniques en Roussillon : herborisation et observations naturelles, lecture de paysages et vertus des plantes. Journée ou demi-journée au printemps et à l'automne. Prochaines sorties : le 8 et le 22 juin. Le 29 juin, journée biodynamie. Deux stages d'été : plantes médicinales en pays de Sault, lien thérapeutique entre l'homme, la planète, le cosmos, initiation à l'homéopathie et à la phytothérapie, du 13 au 17 juillet ou du 30 juillet au 3 août. *Botanica, Taillet, 66400 Céret, tél : 04 68 39 43 20.*

Vous avez dit commerce équitable ?

Silence essaie de faire le lien entre différents courants de pensée autour des valeurs de notre sous-titre, ce qui conduit évidemment à des textes contradictoires. Nous essayons de stimuler des débats, de poser des questions... et vous contribuez ici à apporter des réponses. Un petit article paru dans Silence n°293 pose de multiples questions sur ce que regroupe le terme de «commerce équitable».

Voici quelques éléments de débat.

D'excellents sésames pour ouvrir les portes

Pour avoir travaillé des années en Afrique, sur des actions dites de «développement», je ne peux qu'être tout à fait d'accord avec les questions qu'évoque cet article. Pourtant, j'ai accepté d'être l'un des responsables de l'équipe locale d'*Artisans du Monde*, et je pense important que cette forme d'action progresse encore largement — moyennant, d'accord, quelques ajustements à son activité. Contradiction ? Voire...

Je commencerai par rappeler que si un «développement durable» du tiers-monde finit par voir le jour, il ne reposera certainement pas sur la production et l'exportation de gadgets ornant les étagères des pays du Nord, ni de produits alimentaires introduits par les ex-colonisateurs — à leur seul profit bien entendu. Car il faudra bien qu'un jour les pays pauvres consacrent leur potentiel (et d'abord leurs terres cultivables) à la production de ce dont ils ont un besoin vital, ne serait-ce que pour desserrer le piège de la dépendance alimentaire...

Il faudra aussi revisiter François Partant, Serge Latouche et quelques autres, pour critiquer la notion même de «développement» — mot que d'ailleurs je n'emploie plus : j'utilise à sa place la formule «efforts pour l'amélioration des conditions concrètes d'existence»...

Alors, pourquoi l'action des associations de commerce équitable (1) me paraissent-elles devoir être soutenues (mais aussi «prolongées», ce qui me paraît essentiel) ?

Tempérer une exploitation féroce

D'abord parce que, qu'on le veuille ou non, ces productions existent, sont importées et vendues dans les pays riches — par les circuits commerciaux classiques, qui n'ont aucun scrupule à «faire suer le burnous», suivant l'élégante formule utilisée autrefois par les colons, justement. Et si on ne se met pas en travers de leur chemin, ceux qui en tirent profit sont tout prêts à nous en remercier : ça ne fait que leur faciliter la tâche. Alors, si on peut agir pour tempérer un peu cette exploitation féroce, et permettre à quelques-uns des producteurs du Sud de se dégager progressivement de cette dépendance absolue... eux, en tout cas, il suffit de les écouter pour savoir à quel point ils estiment ça vital pour eux. Et il ne faut pas oublier



que, même si le commerce équitable n'a sur ces produits qu'une part de marché assez marginale, sa politique de prix a tout de même un certain «effet d'entraînement» sur celle des acheteurs classiques : autant de gagné pour les petits producteurs ! Mais d'accord pour quatre remarques :

■ l'exemple de l'éléphant en teck, c'est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire !

■ idem, la présence d'organisations missionnaires sur ce terrain ; mais comment les en empêcher ?

■ la consommation de kérosène des avions est-elle justifiée, et payée à son «vrai» prix ? Mais comment agir sur elle ? Qui supprimera les échanges Sud-Nord ?

■ enfin, il reste vrai que l'existence du commerce équitable ne change rien à la nécessité pour le Sud de réorienter sa production vers ce qui lui est utile...

Un support pour l'information

Mais pour moi, il a l'avantage d'apporter aussi d'autres formes de soutien, qui resteront utiles même lorsqu'auront pu être supprimées (2) les productions au bénéfice du Nord : je pense en particulier à la formation, bien entendu (à l'agriculture bio, à l'auto-organisation, etc.) — moyennant une vraie laïcité, politique et religieuse. Il y a d'autres voies pour faire passer tout ça ? Certes ! Mais dans la pratique, la plupart d'entre elles sont hors d'atteinte de chacun d'entre nous, non ? Alors, faute de mieux... on fait ce qu'on peut avec ce qui est à notre portée !

Enfin, je situe ce qui me paraît tout à fait essentiel : c'est la possibilité d'information et de sensibilisation des citoyens dans les pays du Nord, le plus largement possible : les clients, les associations, les établissements scolaires... Et les thèmes du commerce équitable, de la solidarité internationale, sont d'excellents sésames pour en ouvrir les portes. Car il n'y a que deux méthodes pour faire changer une pratique sociale — ici, le système libéral-impérialiste — convaincre... ou alors obliger (technique goulag, par exemple : mais il se trouve que je n'en ai ni l'envie ni les moyens).

Ce qui se résume finalement en peu de mots : à mon sens, seule l'affirmation extrêmement déterminée d'une forte volonté collective arrivera à faire changer les choses (3). Donc, à nous de faire ce qu'on peut pour ça ce qui



veut dire saisir toutes les occasions pour, je répète, convaincre, autour de nous, le plus largement possible ; et je suis preneur de toutes les techniques qu'on pourra m'indiquer pour ça !...

Louis Pinsard ■
Artisans du monde Jura

Le commerce dans la rue

Artisans du Monde Gard a été créée par d'autres associations de solidarité pour développer la citoyenneté internationale. C'est une coopérative de consommateurs responsables qui mettent leur activité commerciale bénévole au service de producteurs défavorisés du Tiers-Monde et des consommateurs souhaitant participer au commerce équitable. Par sa recherche et son action, elle participe à la réflexion et à l'engagement en faveur des droits de la personne au travail, quelle que soit leur place dans la chaîne économique.

Actuellement Artisans du Monde Gard est présent sur les marchés d'Alès, Mar-

guerrittes, Sommières, Uzès, Caveirac et Arles et un système de commandes groupées fonctionne à Manduel. Cela en plus d'une boutique à Nîmes.

Les militants bénévoles qui assurent ces ventes foraines soulignent le côté convivial des marchés, qui sont spontanément des lieux de rencontre et de communication. Comme ces militants apportent sur leur étal non seulement des marchandises, mais aussi des informations et des questionnements, ils ont le sentiment de participer à l'animation d'un forum, alors que dans les grandes surfaces, chacun est le nez dans son chariot.

Un marché forain est vraiment ouvert à la concurrence, alors qu'une fois entré dans le supermarché Untel, on achète tout à Untel.

La différence se retrouve dans la qualité de la communication : à l'intérieur d'une grande surface, elle est purement commerciale, stéréotypée, conventionnelle, conformiste, consumériste. Sur le marché, la fantaisie, l'imprévu, l'inattendu sont possibles, et souvent perçus comme tout naturels. Il est clair que certains marchands subissent la mévente. Toutes les caisses ne sont pas assiégées, et il faut tenir bon avec le sourire, malgré les difficultés physiques du commerce de plein air, le vent, la pluie, le froid, l'absence de toilettes...

Mais le grand air a des avantages. Le temps qu'il fait est le premier sujet de conversation ! Comment en parler dans le hangar sans fenêtres qu'est une grande surface ?

Sur un marché, il y a des bavards et des pas bavards. Dans une grande surface presque tout le monde se tait. On entend de la musique «de supermarché» et le bip-bip des caisses.

Beaucoup de forains commencent «avec rien», c'est-à-dire un capital minuscule. Seul le regroupement en un seul lieu pallie cette faiblesse de leurs stocks. Pour qu'un marché soit beau, il y faut beaucoup de marchands. Pour qu'un supermarché soit beau, il y faut beaucoup de capital.

Le supermarché consomme énormément de publicité, alors que le marché se contente de la communication orale. La lutte est donc très inégale, et il suffit de peu pour que le marché s'étiolle : par exemple si on le transporte hors du centre de la commune, son lieu naturel, ou si l'on protège mal son espace piétonnier.

Les marchés vont-ils disparaître ou au contraire se développer ? Cela dépendra des choix des décideurs économiques et politiques, mais aussi de l'attitude des consommateurs. S'ils y voient un profit suffisant, les maîtres de la grande distribution n'hésiteront pas à éliminer ou récupérer l'activité foraine. L'évolution des «marchés de Noël» montre ce que pourrait donner la «mise en cage» des libres forains. Les chalets loués par des sociétés spécialisées sont de plus en plus normalisés, gérés par des accords entre décideurs locaux et surtout réservés à ceux qui peuvent

(1) Là aussi, mot qu'il faudrait analyser... une prochaine fois ! Mais bien d'accord pour le critiquer.

(2) Par qui, comment ? Sacrées interrogations ! En tout cas, l'article en question montre bien (par défaut) où sont les limites. Concrètement, il ne suffit pas de dénoncer un problème (même à juste titre) pour le faire disparaître ! Il faut parfois accepter d'y mettre les mains, quitte à se les salir...

(3) Ici les règles de commerce international. Mais c'est bien vrai qu'on ne peut pas être partout à la fois et qu'il y a encore bien d'autres choses à faire évoluer ! Les relations hommes-femmes, les comportements de consommation (et de production !), etc. Donc, à chacun de nous de faire ce qu'il peut, là où il est, en acceptant que les autres ne soient pas forcément sur le même chantier.

les payer.
Au nom de l'hygiène et de la sécurité, on risque de voir disparaître toute diversité, toute fantaisie.

Toutefois, il est aussi possible que la pression des consommateurs, notamment des plus modestes, oblige à maintenir des marchés moins sophistiqués. Espérons que cela ne se fera pas au prix d'une relégation dans des quartiers considérés comme réservés aux pauvres. Un marché doit offrir la plus grande variété possible de qualité et de prix.

Il serait souhaitable que les décideurs soient amenés à préciser clairement leurs options. Dans les projets d'urbanisme qui nous sont présentés, on voit rarement où pourront d'implanter les marchés forains.

Jacques Joubert ■
Artisans du Monde Gard.

La démarche d'Artisanat-SEL

En réponse à l'article paru en février 2003, «Vous avez dit commerce équitable ?», nous souhaitons intervenir sur le commentaire concernant l'objet en bois de teck présent dans notre catalogue et sur la remise en cause du commerce équitable qui y est faite.

Depuis vingt ans, Artisanat-SEL vend de l'artisanat de pays du Sud en mettant en avant l'artisan, l'individu qui a fabriqué l'objet. Artisanat-SEL inscrit son action dans une démarche de développement durable, en accompagnant les artisans vers l'autonomie et en leur permettant de construire leur avenir, avec leurs priorités et leurs valeurs. Contrairement peut-être à une idée reçue, nos partenaires du Sud sont profondément sensibilisés aux problèmes écologiques. Les artisans en particulier savent pas expérience que leur activité économique dépend d'une relation harmonieuse avec leur environnement. L'artisanat requiert l'utilisation de produits de haute qualité. Par exemple, dans le processus Kalamkari d'impression sur tissus, il est nécessaire d'obtenir des couleurs à partir de plantes saines, de créer des tampons d'impression à partir de bois de bonne qualité et de bénéficier d'une eau propre pour assurer les rinçages et lavages nécessaires à cette technique traditionnelle.

Il est grotesque de montrer le commerce équitable comme cause de la déforestation : ce n'est pas l'artisanat du bois qui détruit les forêts, mais bien le défrichement des terres pour l'agriculture, le surpâturage, les incendies. Les populations rurales des sociétés traditionnelles utilisent le bois pour l'habitat et comme combustible. Après tout cela, l'artisanat ne représente qu'une infime partie de l'ex-

ploitation sylvicole. L'emploi du bois est réglementé et nos partenaires sont soumis aux législations locales. Ils limitent leur production au stock dont ils disposent. Si de nombreuses essences tropicales sont exportées, c'est sous la forme de bois d'œuvre et non d'artisanat (voir www.globenet.org/bede/interface).

Contrairement à ce que l'article laisse entendre, nos partenaires nous donnent la preuve que leur utilisation du bois est réfléchie et respectueuse de l'environnement :

■ Le bois de teck utilisé par notre partenaire de Thaïlande provient de stocks anciens ainsi que d'anciennes habitations. Ce partenaire utilise également du bois de caoutchouc, lorsque les arbres sont en fin de vie et que de nouveaux arbres doivent être plantés.

■ En Inde, le bois utilisé (sesham, mangui et haldu) provient de forêts d'Uttar Pradesh, du Bihar et du Madya Pradesh. Ces forêts sont gérées par le Service forestier indien qui supervise le programme de coupe et de reforestation. Dès les années 1950, le gouvernement indien a reconnu cette nécessité par souci environnemental, mais aussi parce que le bois est une ressource d'emploi pour des milliers d'artisans, qui pour être pérenne, nécessite une approche d'exploitation raisonnée et durable.

■ Quant à notre partenaire philippin, le bois d'acacia qu'il travaille provient des arbres dont le gouvernement autorise la coupe lorsque ceux-ci présentent un danger (proximité d'écoles et d'habitations) notamment à l'approche de typhons meurtriers.

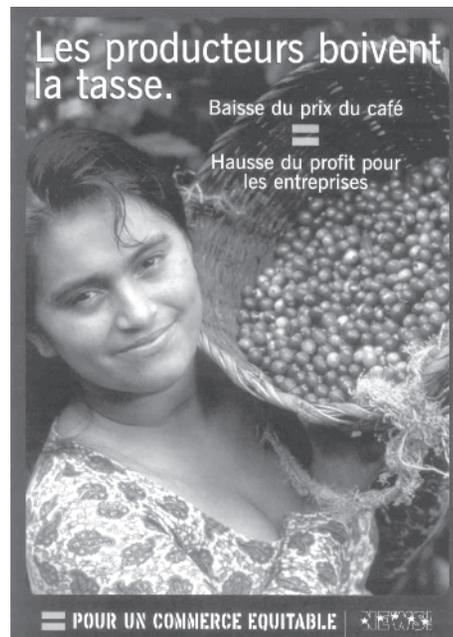
■ Pour des informations sur l'Albizia, vous pouvez vous reporter à l'encart info p.38 de notre catalogue.

Plus généralement, j'aimerais répondre à quelques points soulevés par votre article. Non, le commerce équitable ne favorise pas un développement à court terme au détriment d'un développement à long terme ! Le commerce équitable offre la possibilité à des artisans de vivre dans la dignité grâce à leurs talents et leur travail. Les organisations de commerce équitable offrent suivi technique et soutien organisationnel pour y parvenir. Les artisans peuvent ainsi diversifier leurs débouchés et s'autonomiser. Les communautés peuvent ainsi vivre dans le respect de leurs cultures locales en perpétuant des techniques d'artisanat traditionnelles, en évitant d'avoir à trouver un emploi dans la ville la plus proche dans un sweatshop ou pire. Ceci me semble assez éloigné d'une logique colonialiste !

Artisanat-SEL existe pour un commerce équitable et œuvre depuis 20 ans pour montrer qu'il est possible de vivre une alternative aux lois du commerce mondial qui nous sont présentées comme une fatalité.

Lydia Ebdon-Borde ■

Artisanat-SEL
BP 21002, 45701 Villemandeur cedex
Tél : 02 38 89 21 00.



Les échanges internationaux sont-ils mauvais ?

Voilà donc le commerce équitable accusé de piller le tiers-monde, de participer à la démarche colonialiste, et encore d'affamer les pays du Sud... Bigre ! La chose mérite qu'on s'y arrête un peu, d'autant que de telles accusations ne sont pas nouvelles dans votre revue.

Précisons : je ne suis que l'un des 2500 bénévoles que compte le mouvement *Artisans du monde* et celui-ci ne m'a pas mandaté pour vous répondre. C'est donc en fonction de ce que je sais de ce mouvement (qui ne publie pas lui de catalogue) que je vous écris.

Non, rassurez-vous, les animateurs du commerce équitable ne se bouchent pas les yeux ni les oreilles. Ils n'ont pas attendu la revue *Silence* pour se poser des questions sur leur activité, et il en existe d'ailleurs bien d'autres que celles que vous évoquez. Voyons cela de plus près.

Nous pillons la forêt tropicale en vendant des objets en bois ? Je ne sais ce qu'il en est du teck et d'Artisanat-SEL, mais les objets en ébène de Tanzanie disponibles dans les boutiques d'Artisans du monde proviennent non pas d'arbres abattus, mais de bois récupérés, tombés naturellement ou de branches abandonnées.

Nous rendons les pays du Sud dépendants de l'exportation ? Lune des requêtes de la «plate-forme du commerce équitable» auprès des producteurs du Sud qui nous proposent leurs produits est justement de «diversifier leurs débouchés, notamment sur le marché local». J'ajoute qu'il est extrêmement cho-

quant que votre article qualifie de «futiles» des objets dont la plupart sont issus de savoir-faire traditionnels des artisans du Sud : c'est traiter de façon bien méprisante ce qui fait leur culture.

Ni le café, ni le cacao, ni le thé, et encore moins le miel du commerce équitable ne sont issus de «monocultures», mais sont produits par des paysans dans le cadre d'exploitations familiales. D'autre part, les études montrent que, sauf exceptions locales, les cultures d'exportation n'entrent pas en concurrence avec les cultures vivrières, ni sur les terres ni dans le calendrier agricole. C'est là un slogan facile dont il faut se débarrasser. Parmi les causes de la malnutrition en milieu rural, celle-là est secondaire, et les cultures d'exportation permettent aux paysans d'obtenir l'argent dont ils ont besoin comme tout un chacun. Alors, ne faut-il pas mieux qu'ils en reçoivent une rémunération conforme à la justice grâce à la filière équitable ? Ou vaut-il mieux qu'ils aillent peupler les bidonvilles ?

Bien sûr, ce sont des cultures qui furent imposées par le colonisateur, mais êtes-vous prêts à refuser à vos enfants leur petit déjeuner au cacao, et à vous priver de votre café quotidien ? (à noter que dans la même page, votre revue propose aux lecteurs un café solidaire du Mexique : où est votre logique ?). quant au miel, nous n'en vendons pas dans notre magasin Artisans du monde parce qu'il est produit en abondance localement, mais rien ne nous dit que les Mexicains n'en consomment pas autant qu'ils en exportent, et au nom de quoi prétendez-vous leur interdire cette exportation ? Le transport de produits qui arrivent par avion gaspille le kérosène. Désolé, mais la majorité de nos produits arrive pas bateau !

Plus sérieusement, sur le fond de la pensée de cet article semble être que les échanges internationaux quels qu'ils soient sont par définition mauvais à tous points de vue et que nous devrions nous retirer sur notre hexagone ou même notre région, vivre tranquillement de nos productions françaises, écologiques et biologiques bien sûr, et tant pis pour le reste du monde. Le cartiérisme (la Corrèze avant le Zambèze) n'est pas loin !

Notre conception est autre. Pour nous l'homme est d'abord un être de relation, qui se construit à travers la relation aux autres et nous avons la chance de vivre à une époque où les possibilités d'échange et de communication n'ont jamais été aussi grandes puisqu'elles s'élargissent aux dimensions du monde : connaissance des hommes, tourisme intelligent, échanges culturels et commerciaux... Que cela plaise ou pas, le Nord et le Sud sont peu à peu devenus interdépendants. Même si c'est là le résultat d'une histoire souvent peu glorieuse (la nôtre), toutes sortes de

relations se sont nouées. Le défi est aujourd'hui de faire en sorte que ces relations ne soient plus de domination mais de partenariat entre égaux, que tous profitent de l'échange, et pas seulement les privilégiés que nous sommes. C'est à ce défi-là que s'attaque le commerce équitable, avec tous ceux qui pensent qu'il est grand temps de construire un autre monde, plus solidaire et vivable pour tous. Etes-vous de ceux-là ?

André Franqueville
Artisans du monde, Briançon ■



Que de bonnes nouvelles !

Entre 1966 et 1998, selon l'INSEE, en France, nous avons perdu 17 800 boulangeries-pâtisseries (44%), 35 800 boucheries (70%), 2600 poissonneries (55%), 6300 charcuteries (50%), 73 800 épiceries (84%), 3500 fromageries (76%), 1300 librairies (10%), 5100 horlogeries-bijouteries (57%), 4700 commerces de chaussures (50%), 20 400 commerces de vêtements (42%), 2600 commerces d'appareils électroménagers (32%), 4300 quincailleries (46%)... et nous avons gagné 4000 fleuristes (+68%). Ces pertes sont le résultat du développement des grandes surfaces. Mettre des produits issus du «commerce équitable» dans les grandes surfaces, c'est donc inciter les gens à poursuivre la destruction du petit commerce chez nous, lequel est bien plus équitable que l'exploitation des salariés dans

les grands magasins. Il va de soi que les grandes surfaces cherchent la productivité maximale et donc cette évolution se traduit par une perte importante d'emplois, une destruction du lien social dans les quartiers, l'absence de relations entre les consommateurs et le commerçant, etc.

On peut alors apprécier à sa juste valeur ce texte de Max Havelaar dans sa feuille mensuelle *La tasse de Max* de mars 2003 : «Du côté des nouveaux produits, de nouvelles marques distributeurs feront leur apparition : les marques Auchan, Casino, Cora pour du café et la marque de Leclerc pour le thé. La banane équitable s'établira dans les rayons de Match et Cora ; le chocolat équitable d'Elite s'installera chez Carrefour. D'autres bonnes nouvelles sont à attendre». Effectivement, que de bonnes nouvelles ! Par décision du premier ministre (*Journal officiel* du 26 janvier 2003) le label «campagne d'intérêt général» pour l'année 2003 a été décerné à l'association Max Havelaar. Sans doute avec le soutien des grands patrons qui se frottent les mains !

Michel Bernard ■



Naturalies d'Aytre

29^{ème} foire écologique

14 et 15 juin 2003

en Charente-Maritime - Parc Jean-Macé, à Aytré (17)

120 exposants - Conférences - Spectacles

Renseignements : Mairie, BP 102, 17440 Aytré, tél : 05 46 30 19 22

Femmes

CONGO-KINSHAZA Viols massifs

Les associations de femmes ont recensé depuis octobre 2002 une moyenne de 40 viols par jour dans la région du sud-Kivu, un territoire grand comme la France, le long de la frontière rwandaise. Des viols en série ont eu lieu en public à de nombreuses reprises. La plupart des violeurs sont des soldats de la rébellion soutenue par le Rwanda, lequel est soutenu par les USA, qui eux, ferment les yeux sur le phénomène. Depuis 1996, les viols sont considérés comme des crimes contre l'humanité au yeux de la Cour pénale internationale. Les USA semblent plus intéressés par les gisements en gaz et en pétrole de la région. Pour être sûr de ne pas être inquiétés, les USA ont signé avec le Rwanda, le 4 mars, un accord exonérant les ressortissants US de poursuites devant la Cour pénale internationale. (*Billets d'Afrique, avril 2003*)

USA Femmes en communauté

La 20e rencontre internationale des femmes vivant en communauté se



Tous sexistes !

Des études du CNRS sur les mères allaitantes ont mis en évidence que les femmes allaitent plus longtemps les garçons que les filles. Au niveau de l'enseignement, pour d'autres études, des films ont été réalisés dans des classes. Il en ressort que les enseignants (féminins à 77 %) n'ont pas le même comportement avec les filles et les garçons. Les profs interrogent ces derniers plus souvent, leur accordent plus de temps, les encouragent et les conseillent plus. Les garçons apprennent à s'exprimer, à s'affirmer, à contester l'autorité, et les filles à se limiter dans leurs échanges avec les enseignants, à prendre moins de place physiquement et intellectuellement, à être moins valorisées. D'autres tests réalisés auprès d'adultes par des psychologues du CNRS montrent que lorsque l'on présente un groupe mixte à un homme comme à une femme, celui-ci comme celle-ci mémorise mieux les fonctions des hommes que celles des femmes. Quand on leur demande de narrer une discussion, il y a plus souvent confusion entre deux femmes qu'entre deux hommes. En faisant des test autour de silhouettes, on constate de même qu'hommes et femmes se trompent plus sur les silhouettes féminines que masculines. (*Journal du CNRS, mars 2003*)

tiendra du 22 au 24 août à la communauté de Twin Oaks, en Virginie. *Twin Oaks women's Gathering, 138 Twin Oaks road, Louisa, VA 23093, USA, www.twinoaks.org.*

SUÈDE Prix Nobel masculins

Aucune femme n'a reçu de prix Nobel lors de la cérémonie de récompense des 13 lauréats 2002. Neuf Suédoises écrivaines et universitaires ont exprimé une critique de ces prix qu'elles qualifient de sexistes. Depuis que ces prix ont été institués, en 1901, 3 % seulement des récompenses sont allées à des femmes. (*Les Pénélopes, février 2003*)

Femmes dans les partis

Pour obtenir la parité des élus, il faudrait déjà que les femmes soient à parité dans les instances dirigeantes des partis. C'est loin d'être le cas à l'exception des Radicaux de gauche (50 %) et des Verts (48%). Pour les autres partis, cela donne : PC 40 %, UMP 39 %, PS 29 %, FN 26 %,

Centre fermé pour jeunes filles



Le premier centre fermé pour jeunes filles de 14 à 17 ans a ouvert à Lusigny, dans l'Allier. Outre l'absurdité d'enfermer des personnes qui souffrent déjà passablement du système, le gouvernement fait dans le sexisme de base. Les arrivantes doivent subir un test de grossesse obligatoire. La fiche de renseignements prévoit d'y indiquer le tour de taille et le tour de poitrine ! Privées de contact avec leurs familles, elles n'ont pas le droit d'écouter de la musique individuellement. Elles doivent «s'identifier positivement à des rôles féminins» et «avoir une sexualité saine» (en étant enfermées, c'est plutôt paradoxal !). Le syndicat de la magistrature, le SNPES/FSU et le collectif national pour les droits des femmes ont condamné ces politiques sécuritaires à l'encontre de la jeunesse et demandent que le gouvernement cesse de véhiculer une conception sexiste de la prise en charge des adolescentes. *Collectif national pour les droits des femmes, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 56 36 48.*

RPF 20 %, UDF 14 %, MNR 8 %. Un sondage réalisé pour la journée de la femme par le *Journal du Dimanche* indique que 69 % des Français souhaitent plus de femmes en politique (contre 66 % dix-huit mois plus tôt).

Allaitement

Aussi bizarre que cela puisse paraître, on ne savait pas quel était le pourcentage de femmes qui allaitaient au-delà des premiers jours. Les maternités donnent seulement le chiffre de 52 % pour les jours passés à la clinique. La *Leche League France* a commandé une étude réalisée en novembre 2002 qui permet d'en savoir plus : 15 % des femmes allaitent moins d'un mois, 28 % entre 1 et 3 mois, 31 % entre 3 et 6 mois, 23 % entre 6 mois et un an, 3 % plus d'un an. L'enquête montre surtout que 69 % des femmes auraient souhaité pouvoir poursuivre plus longtemps l'allaitement et que 89 % des pères sont favorables à l'allaitement. (*Alternative-Santé, février 2003*)

Retraites Les femmes pénalisées

Trois retraités sur dix perçoivent une pension inférieure au minimum retraite, 87 % sont des femmes. En 2001, la retraite moyenne pour les femmes était de 848 euros par mois contre 1461 euros par mois pour les hommes (73 % de plus contre 25 % d'écart seulement dans les salaires). Pour essayer d'avoir une retraite suf-

fisante, les femmes prennent leur retraite en moyenne deux ans plus tard que les hommes. Malgré cela, seules 39 % des femmes peuvent faire valider le nombre de trimestres suffisant pour avoir une retraite à taux plein, contre 85 % des hommes.

TOULOUSE Arc-en-ciel

L'association Arc-en-ciel offre un espace où parler de son homosexualité, loin des tabous et des discriminations. L'homophobie est l'une des causes principales du suicide des 15-25 ans. Des permanences sont organisées le premier et troisième mercredi de chaque mois de 18h30 à 20 h, le premier et troisième samedi de 16h30 à 18 h, à la salle municipale, 10, rue Jean-Rancy. *Arc-en-Ciel, BP 8, 31012 Toulouse cedex 6.*

LYON Services à domicile

L'association *Regards de femmes* organise le jeudi 5 juin son café mensuel sur le thème «Services à domicile aux personnes, sous-emplois ou vrais emplois ?» avec Paulette Broussas, du CIDF Rhône, Florence Charpigny, chercheuse au CNRS, Guillemette Fayet, directrice de «Maintenir», Jeanne-Odile Patte-Mermet, psychologue. Renseignements : *Regards de femmes, 33, rue Bossuet, 69006 Lyon.*



■ **Firmes dans le rouge.** Après avoir essuyé en 2002, 1,7 milliard de dollars de perte, la multinationale Monsanto (88 % des cultures transgéniques à elle seule) continue à miser sur un développement rapide des OGM... alors que les faits montrent au contraire une stagnation. Aventis, autre multinationale, a enregistré une perte de 1 milliard de dollars suite à la contamination accidentelle par le maïs StarLink en 2000.

■ **USA : résistance des mauvaises herbes.** Après quelques années de culture, les scientifiques américains observent le développement de mauvaises herbes résistantes. Ainsi, plus de 10 000 hectares de colza transgénique, dans le Delaware sont envahis par une herbe appelée pesse. 25 000 hectares de coton et de soja du Tennessee ont été envahis par la même pesse. Une autre herbe, le bidens, est en train d'envahir les champs de maïs. Le ray-grass, lui, envahit les champs de blé en Californie. Tout ceci oblige les agriculteurs à multiplier les traitements d'herbicides, alors que le seul intérêt des OGM était justement de supprimer ces traitements. (*Courrier international, 30 janvier 2003*)

■ **Europe : étiquetage.** Le 28 novembre, le conseil des ministres européens a adopté des règles d'étiquetage pour les produits contenant des OGM. Il sera obligatoire d'en indiquer la présence s'ils représentent plus de 0,9 % du produit. Le Parlement européen avait demandé 0,5 %. C'est une législation assez sévère, qui tient compte qu'il est pratiquement impossible d'éviter toute pollution par des OGM. Greenpeace a toutefois regretté qu'aucun étiquetage ne soit prévu pour des produits provenant d'animaux qui ont été nourris avec des OGM comme le proposait le gouvernement Danois.

■ **Moratoire européen.** Depuis plusieurs années, existe un moratoire européen sur les autorisations de cultiver des plantes OGM. Estimant que celui-ci risque de pénaliser l'Europe dans la course mondiale aux biotechnologies, le 20 février dernier, le commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs a fait la proposition de lever ce moratoire. Six pays s'y sont heureusement opposés : Allemagne, Autriche,

Belgique, Grèce, Luxembourg et France.

■ **Démerdez-vous !** La position européenne est d'éviter une guerre commerciale avec les USA. Comme personne ne sait comment éviter que les OGM se mélangent au reste et en particulier au bio, le 6 mars, Bruxelles a adopté une règle interdisant le mélange des cultures... en renvoyant aux Etats membres la responsabilité des mesures à prendre.

Téléphone portable

■ **Cerveaux de rats atteints.** Une étude suédoise portant sur l'exposition de jeunes rats pendant deux heures à des émissions équivalentes à celles des téléphones portables entre 0,01 et 1 watt entraînait pour les doses supérieures à 0,1 watt une surmortalité rapide par destruction des neurones dans le cerveau. La puissance maximale des téléphones est aujourd'hui de 0,6 watt. (*Courrier international, 20 au 26 mars 2003*)

■ **Yvelines : cancers suspects.** Lors d'une enquête sanitaire dans le quartier de l'Epi d'Or, à Saint-Cyr-l'École, en novembre 2002, huit cas suspects de cancers ont été découverts chez des enfants qui vont tous à la même école élémentaire. Mismars, après confirmation des cas, les opérateurs SFR et Orange ont décidé d'arrêter les antennes relais de téléphone installés sur l'école. Début avril, les antennes ont été démontées à la demande du maire. Le représentant de SFR a déclaré cyniquement à la presse (AFP, 9 mars 2003) : «Nous restons en contact avec le maire afin de trouver des sites de substitution». Qui est volontaire pour de nouveaux cancers ?

Tabac

■ **En baisse.** Avec trois milliards de cigarettes en moins vendues en 2002, le tabac a connu son plus bas niveau depuis vingt ans.

■ **31 mai ; journée mondiale sans tabac.** Avant la belle saison, une bonne date pour arrêter définitivement.



Décroissance



«*Tant que le développement rimera avec croissance, le cap de la destruction de la biosphère sera tenu, durablement.*

Qu'est-ce que serait un développement humain sans croissance ? Un petit exemple dans le champ des loisirs, car les loisirs sont à la fois l'écuime et le moteur des activités humaines : un enfant «pauvre et sous-développé» qui joue avec un cerf-volant à quatre sous qu'il construit de ses mains en apprend plus sur l'aérodynamique et le vent que son homologue mieux loti manipulant la console d'un hélicoptère radiocommandé. Et le premier se lassera le dernier car l'expérience humaine attachée à son modeste mais merveilleusement poétique divertissement est incomparablement plus riche que celle procurée par l'assouvissement mécanique du fantasme de puissance qui agite le second à son insu. Le développement cérébral et neuro-moteur du premier est sans conteste plus enviable que celui du second. Sa perception de sa place dans la nature est plus affinée. Mais donnez-lui l'opportunité de délaisser son jouet misérable et silencieux pour la rutilante et bruyante machine de l'autre : il la saisira.

Yves Lenoir, Association Bulle Bleue
Le Cri du Rad, 2e semestre 2002.

Marchandisation du monde

■ **Belgique : victoire contre l'OMC.** Les députés belges écologistes et socialistes ont obtenu un vote du parlement, fin mars, fixant des consignes précises au gouvernement dans le cadre des négociations de l'OMC (Organisation mondiale du commerce, voir n°296) : ce vote précise que la Belgique interdit d'inclure dans le domaine de l'AGCS, accord général sur le commerce des services : l'eau, le logement, la santé, l'éducation, la formation professionnelle, la culture

et l'audiovisuel. Problème : c'est l'Europe tout entière qui négocie. La Belgique espère donc maintenant être suivie par d'autres pays européens.

■ **G8 : Manifestations négociées.** Les collectifs soit disant anti-G8 regroupés autour d'ATTAC ont participé à une réunion le 19 mars dernier au consulat de France de Genève. Les organisateurs des manifestations ont ainsi mis au point avec la direction de la police générale, le préfet de Haute-Savoie, un attaché militaire à la sécurité, les conditions des manifestations prévues contre le G8. Tout est prévu, non pas pour un autre monde, mais pour empêcher ceux qui voudraient vraiment contester le système d'aller trop loin. (*CNT Midi-Pyrénées, avril 2003*)

■ **Le forum social financé par l'Etat !** C'est le *Canard enchaîné* (29 janvier 2003) qui l'a révélé : Bernard Cassen, le président d'ATTAC a demandé à être reçu par Jean-Pierre Raffarin pour lui demander une aide financière pour la préparation du Forum social qui doit se tenir à l'automne à Saint-Denis. Comme manifestement ATTAC ne gêne nullement le gouvernement, celui-ci lui aurait promis la somme d'un million d'euros. Ah ça, oui, un autre monde est possible !

■ **Angers : manifestation.** La manifestation organisée contre le G8 de l'environnement a été maintenue malgré le déplacement du sommet à Paris. Environ 4000 personnes ont manifesté le 27 avril, notamment contre les négociations portant sur le nucléaire. Une manifestation plus improvisée à Paris n'a réuni que 200 personnes.

■ **Lyon : Porto Alegre, distributisme...** La Maison de l'écologie de Lyon organise le jeudi 5 juin à 20h30, une rencontre avec Estelle Granet, auteure du livre *Porto Alegre, les voix de la démocratie*. Le livre est une enquête sur le processus de démocratie participative mis en place par la mairie depuis quatorze ans. Une autre conférence est organisée le jeudi 19 juin à 20h30 sur le thème *Le distributisme, une alternative à l'économie de marché*, avec Marc Groussain, du mouvement pour l'insurrection des consciences. *Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

ARGENTINE Police contre autogestion

Depuis la fin 2001, l'Argentine a sombré dans le chaos économique. A la veille des élections présidentielles d'avril 2003, plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté.



PRF
"Bruckman est aux travailleurs".

té et le taux de chômage officiel atteint 25 %. Le manque d'argent a provoqué la fermeture du jour au lendemain de nombreuses usines. Mais les ouvriers ne l'ont pas entendu ainsi et plusieurs établissements ont été rouverts, les salariés s'organisant sous forme autogestionnaire. Le patronat, sonné dans un premier temps, essaie maintenant de reprendre les usines par la force. Le 8 avril, à Neuquén, en Patagonie, la police et l'armée ont essayé d'investir une usine de carrelage. Très rapidement, quatre mille personnes sont venues soutenir les salariés. Des affrontements ont fait plusieurs dizaines de blessés, mais l'usine est restée aux mains des ouvriers. La ville s'est mise en grève générale pour demander le retrait des forces de l'ordre. Le 21 avril, même scénario dans l'usine de confection Bruckman à Buenos Aires. La police est arrivée de nuit, mais la population était au courant et 7000 personnes l'attendaient. La résistance s'est traduite par 30 blessés et 120 arrestations dont un candidat d'extrême-gauche à l'élection présidentielle. La police a réussi à s'emparer de l'usine par la force. Le 22 avril, la police est revenue à Neuquén, n'hésitant pas à tirer à balles réelles sur les 4000 personnes présentes et procédant à plus d'une centaine d'arrestations. Le 27 avril, Carlos Menem, ancien président destitué pour corruption et participation à un trafic d'armes, est arrivé en tête des élections...

ISRAËL-PALESTINE 10 000 maisons

Depuis 1967, les Israéliens ont détruit 10 000 maisons palestiniennes. Le rythme va en s'accroissant puisque qu'on en compte plus de 2000 sur les deux dernières années. Prétexte : la plupart des maisons ont été construites sans permis (celles des colons également !), elles peuvent abriter des terroristes... Ces démolitions sont interdites par la convention de Genève sur la guerre. Les principales associations de soutien dans le monde ont lancé une campagne mondiale en avril pour reconstruire 1000

maisons. Les associations françaises espèrent collecter de quoi reconstruire entre 20 et 30 maisons. *Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, 14, passage Dubail 75010 Paris, tél : 01 40 36 41 46.*

Echanges et écocitoyenneté du monde

L'APECIMM, association pour la promotion des échanges culturels inter et moyenne montagne, organise un séjour franco-allemand du 7 au 14 juin avec au programme des rencontres dans le Vercors (confédération paysanne, mouvement anti-OGM), parc naturel, des visites à Lyon et à Grenoble d'initiatives de quartier, de groupes de jeunes, d'initiatives villes-campagnes... Pour y participer : *APECIMM, 38930 Avers-Lalley, tél : 04 76 34 74 71.*

GRENOBLE Les gros raflent la mise

Le 27 février, Jacques Chirac a inauguré à Grenoble *Crolles2* une usine de fabrication de puces électroniques construite conjointement par ST, Philips et Motorola. Depuis les centrales nucléaires, c'est le plus gros chantier mené en France : 2,8 milliards d'euros investis jusqu'en 2007. Cette initiative du privé aura bénéficié de 543 millions d'euros de subventions, 395 de l'Etat et 148 des collectivités locales. Comme quoi, on est pour le libre marché... du moment que l'on aide les plus gros. Les puces serviront à des usages civils et militaires pour les 20 % de la planète qui en utilise. Les habitants de la vallée du Grésivaudan peuvent se faire du souci : la fabrication des puces aux Etats-Unis dans la Silicon Valley a complètement asséché les nappes phréatiques.

Du côté des Verts

■ **Contenu de Verts-Contact.** Selon une étude de la sociologue Michelle Dobré (*L'Écologie au quotidien, L'Harmattan, 2002*), portant sur trois ans (octobre 1995 à octobre 1998), l'actualité du parti est traitée dans 98 % des numéros, suivie par politique nationale (92%), politique internationale (59%), emploi et travail (53%), pollutions (43%), nucléaire (42%), transports (36%), santé (35%), aménagement du territoire (35%), agriculture bio et OGM (34%), économie (34%), immigration (28%), solidarité et pauvreté (26%), droit des femmes (26%), défense et pacifisme (22%), culture (21%), déchets (18%), régionalisme (16,5%), services publics (14,3%), famille et sexualité (14,3%), défense des droits de l'homme (14,3%), communication, médias (14,3), justice et lois (14,3), protection des espèces (12%), éducation (12%), énergies renouvelables (13%), religions (6,6%). L'étude montre que les Verts qui aiment à se présenter comme faisant de la politique « autrement » ne proposent des actions à mener dans son quotidien (donc en dehors du jeu électoral) que dans 3,3 % des cas.

■ **Impasses du pacifisme ?** La revue *Ecorev*, revue née d'un des courants des Verts, publie dans son numéro 12 (printemps 2003) un intéressant dossier sur les liens entre le mouvement écologiste et le mouvement pacifiste. Même si l'on est loin de faire le tour de la question (il y manque nombre de réflexions sur les différences entre pacifisme et non-violence), le sujet est plein d'actualité : les Verts allemands viennent de modifier en 2003 le préambule de leur programme qui, depuis leur création en 1982, proclamait leur non-violence. On peut maintenant y lire que « la force ne doit pas remplacer la politique. Mais nous savons aussi que le recours à une violence légitimée par l'Etat de droit et le droit international ne peut pas toujours être exclu ». Le renoncement à la non-violence allemand sera-t-il suivi du même renoncement par les Verts français ?

■ **Retraites.** Le débat sur la réforme des retraites est loin d'être simple. Les Verts ont toutefois proposé un fil conducteur : la réduction des inégalités. Cela concerne tout d'abord les écarts entre les hommes et les femmes. Celles-ci, du fait de l'inégalité des salaires et souvent d'un moindre nombre d'années de cotisation (souvent à cause d'arrêt pour élever ses enfants), se retrouvent avec les retraites les plus basses. Le principe de calcul de la retraite sur les 25 meilleures années défavorise ceux qui ont des emplois non spécialisés avec peu de variation dans leurs salaires. La meilleure mesure, pour éviter les situations parfois dramatiques, est de relever le minimum vieillesse, puis pour diminuer les inégalités, de mieux prendre en compte les temps de formation, d'inactivité forcée ou d'éducation des enfants. (*Verts-Contact, 8 février 2003*)

■ **Enquête sur Khalifa.** Le député vert Noël Mamère a demandé la constitution d'une commission d'enquête pour étudier l'origine des fonds de Khalifa TV et les conditions de son agrément par le conseil supérieur de l'audiovisuel. Le groupe Khalifa est aujourd'hui en dépôt de bilan. *Billets d'Afrique* annonce qu'il y a peu de chance que la vérité voit le jour : on trouve dans le conseil d'administration de la société deux des frères du président algérien Bouteflika et le gouvernement essaie actuellement de rétablir de meilleures relations avec l'Algérie... pour continuer à bénéficier de son gaz et de son pétrole.

■ **Toujours plus roses ?** Des élections partielles se tiennent régulièrement entre les scrutins pour remplacer des élus décédés, démissionnaires, ou invalidés. Il est intéressant de noter qu'actuellement, à chaque fois qu'il n'y a pas de candidat vert dans une de ces élections, les Verts soutiennent le PS et jamais les candidats écologistes indépendants : cela a été récemment le cas dans le canton de Saint-Raphaël (Var) et le canton du Canet (Alpes-Maritimes) où figuraient des candidats du MEI (mouvement avec Antoine Waechter).

■ **Lyon : élu handicapé.** Réunion le 10 avril 2003 dans une école à côté d'un projet de parking (au Gros-Caillou à la Croix-Rousse). L'adjoint à l'urbanisme prend la parole en expliquant qu'il comprend que les automobilistes soient pour de nouveaux parkings car lui-même, qui arrive de la mairie, a mis quinze minutes pour se garer. Quelqu'un dans l'assistance lui fait alors remarquer qu'il y a des bus. On peut aussi faire le calcul que la mairie est à moins d'un kilomètre de cette école, il ne faut pas quinze minutes pour faire le trajet à pied. Mais au fait pourquoi on vous parle de cela dans la rubrique « Du côté des Verts » ? Parce que l'élu en question est Gilles Buna, élu Vert. Une petite voix nous dit qu'il a peut-être besoin de sa voiture pour rentrer ensuite chez lui ? Il habite à 500 m de la dite école.

■ **Lyon : pour une politique globale du vélo.** Les Verts de la communauté urbaine de Lyon ont réalisé un document faisant 101 propositions dans le domaine du vélo à Lyon. De très bonnes idées comme la maillage des grands axes, l'accessibilité du métro... On y parle encore trop de bandes (et non de pistes). *Groupe des élus Verts, conseil communautaire, 20, rue du Lac, 69003 Lyon, tél : 04 78 14 38 89.*

Le monde tel qu'il est

Le monde tel qu'il est est-il celui de la compétition, occidental, industrialisé, visible sur toutes les télévisions, ou bien celui de la coopération, de l'entraide, intégré dans la nature, le monde du vivant ? Si vous adoptez le premier choix, vous serez cantonné dans le camps de la «résistance» à un système qui vous domine, dans le second, vous pourrez vous lancer dans des formes de vie alternatives.

Dans un article paru dans Silence de novembre dernier (n°289), *Pourquoi l'économie plurielle me laisse perplexe*, sous-titré *Malaise dans l'association*, Serge Latouche constate l'impuissance du milieu associatif à changer quoi que ce soit. Il dit que le milieu associatif est «condamné à choisir entre l'adaptation et la dissidence. Autrement dit ou bien prendre le monde tel qu'il est et accepter, quitte à s'auto-instrumentaliser, ou bien refuser par choix ou nécessité (...) l'état de choses actuel et inventer un autre monde».

S'agit-il vraiment d'associations ?

Avons-nous bien lu ? Le monde tel qu'il serait celui de la domination et de la spéculation, celui de l'instrumentalisation ? N'est-ce pas là plus qu'un glissement de sens sans conséquence : une inversion du sens ? Certes, l'observation du fonctionnement de nombreuses associations met mal à l'aise tant est grand le mimétisme avec le système auquel, d'ailleurs, celles-ci servent de prothèses tout en se nourrissant de ses subventions. Qu'il y ait plus de «coquilles vides» que de perles, que beaucoup croient pouvoir penser la structure associative avec les critères de la domination, est sûrement de nature à troubler le discernement ; mais, de là à nous faire douter des vertus de l'association, il y a tout l'espace entre deux compréhensions contradictoires du monde. Le statut juridique ne disant rien de la qualité des interrelations constitutives d'une association, la bonne question ne serait-elle pas : s'agit-il vraiment d'associations ?

Pour qui aspire à une autre façon de vivre, regarder le monde au travers de la grille de lecture de l'ennemi est très handicapant.

La confusion créée par l'institutionnalisation des fausses associations observées par Serge Latouche n'explique pas tout. Qu'une partie de la pensée critique s'en remette, au mieux, à une hypothétique construction de l'esprit, à la perspective d'une nouvelle utopie pour imaginer «(...) une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle donc on renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue (...)» est on ne peut plus révélateur de la dérive dont nous sommes collectivement victimes. Dans ce passage rapporté par Serge Latouche, Cornélius Castoriadis lui-même semblait impuissant à s'extraire de l'attraction de la culture et du système qu'il s'efforçait de rejeter. Toutes les définitions sont négatives, trahissant la carence de références extérieures au système ; comme si aucune philosophie politique

autre que celle de la domination n'existait. Evidemment, pour qui aspire à une autre façon de vivre, regarder le monde au travers de la grille de lecture de l'ennemi est très handicapant.

Pour tout être conscient d'appartenir encore au vivant, donc pour l'écologiste, le monde tel qu'il est n'est évidemment pas celui de l'ignorance, du mépris de la vie, de la prédation dérégulée et de l'agression permanente, qui s'expriment au travers du paradigme mécaniste et de l'instrumentalisation par l'Etat et le marché. Même si le système de la domination et de la marchandise prend beaucoup de place, il est très loin d'être la totalité du monde, ou seulement d'en être représentatif. Ce sont le conditionnement par l'éducation, le matraquage média-

tique et l'accoutumance molle aux hiérarchies d'incompétence et de corruption qui peuvent altérer gravement notre conscience et nous faire croire à ces fables.

Le monde du vivant, de l'association, de l'entraide

Le monde «tel qu'il est» est toujours le monde du vivant, c'est-à-dire le monde de l'association, qui, plutôt que la compétition pour la domination, est le premier principe de l'économie de la nature (Darwin lui-même en convenait). C'est le monde de l'entraide de Pierre Kropotkine, le monde holiste que tous les vivants normalement constitués construisent et reconstruisent sans trêve. Oui, même dans notre société aspirée par la spirale des déstructurations (mais non «moribonde», pas tout à fait), les actions régulatrices — actions spontanées inspirées par la connaissance innée du sens du bien commun (le bon sens ou l'homéotélie d'Edouard Goldsmith) — sont encore nombreuses. Chacun y prend part un jour ou l'autre, corrigeant ici les excès et les incompétences, mettant là des bâtons dans les roues de la mégamachine, cicatrisant les interrelations blessées, restaurant, recréant, inventant, pour survivre au mieux. Sans ces résistances, ces corrections et ces reconstructions constantes, la grande



extinction de la vie à laquelle nous assistons, et qui est le plus grand œuvre du système, serait achevée depuis longtemps et nous ne serions pas là pour dissenter. Par rapport au monde tel qu'il est, ce ne sont pas les alternatifs qui sont « en dissidence » ; c'est le système de la domination et de la marchandise qui est hors des réalités (1).

Il faut aujourd'hui rappeler que ce qui faisait le succès des mouvements alternatifs, en particulier l'écologiste, c'est la rupture avec la culture et les fonctionnements de la domination et du profit, rupture qui accompagnait les retrouvailles avec les valeurs du vivant. Dans les attitudes, les pratiques et les structures du système parasite de la vie, par définition, nous ne nous reconnaissons en rien. En rien ! S'il en était besoin, tout ce qui est arrivé à la vie depuis que ces mouvements ont dû céder la place à des ersatz douillettement intégrés au petit monde qu'ils font mine de dénoncer démontre la justesse de ce point de vue. Toutes nos références étaient étrangères au système. Même si nous ne maîtrisons pas toutes les données, même si les projets n'étaient qu'esquissés, il était évident que notre culture écologiste était profondément distincte de celle que l'on avait voulu nous inculquer. D'instinct, nous rejoignons Max Horkheimer et Theodor Adorno qui, une génération auparavant, faisaient la distinction entre les deux univers culturels qui déchirent les esprits :

« Depuis le dix-huitième siècle, la pensée occidentale s'est trouvée confrontée à un choix contradictoire entre deux façons de raisonner, deux positions, deux écoles différentes. La première préconise de libérer l'esprit humain du carcan mental dans lequel il s'est lui-même emprisonné, dans l'espoir de parvenir aux valeurs intrinsèques de l'ordre, aux fins dernières, au but ultime de la vie. C'est le côté critique des Lumières : la raison consacrée à la libération, à la transcendance. Sur le rivage opposé de cette dialectique, on trouve la deuxième école, qui propose

une domination de la nature. Cette dernière position, devenue la branche la plus active de l'héritage des Lumières, présuppose une désacralisation du monde, une réduction quantitative et mécaniste de l'univers en une masse informe d'objets hétéroclites. La raison devient un simple instrument au service des moyens et non des fins. Cette façon de voir conduit à l'aliénation spirituelle de l'homme, à sa coupure d'avec la nature, puis à l'industrialisation et à la mercantilisation du monde vivant. Toute l'histoire de la science ainsi que toutes les autres dimensions de la vie intellectuelle depuis le dix-huitième siècle sont empreintes de cette dialectique » (La dialectique de la raison, 1942).

A cela nous pouvons ajouter que la deuxième position ne résulte généralement pas d'un choix conscient. Elle est le lieu où s'épanouit la fausse conscience produite tant par la culture de la réduction quantitative, mécaniste et instrumentaliste que par les fantasmes schizophréniques de la domination. Déformer radicalement la perception des réalités (déréalisation) en faisant croire à chacun que c'est le fruit de son mouvement naturel,

est le propre de toute organisation orientée vers la domination, même la plus modeste. Faire le lit de la bêtise est la stratégie la plus basique des hiérarchies de pouvoir. C'est le « carcan mental » désigné par Horkheimer et Adorno. Car, sans altération de la conscience de notre être et de ce qui le relie aux autres et à l'ensemble vivant (la nature), il serait impossible de détourner et de capitaliser l'énergie de la plupart ; il n'y aurait donc pas de domination, pas l'ombre d'une citadelle du pouvoir confisqué.

Serge Latouche relève « (...) une contradiction insurmontable entre l'imaginaire économique dans lequel nous baignons et l'imaginaire qu'implique l'épanouissement d'une authentique économie plurielle si nous voulons que celle-ci ait quelque consistance ». Si on met de côté l'étrange « économie plurielle », nous sommes d'accord. L'imaginaire peut faire la différence,



mais à la condition d'être totalement émancipé du conditionnement par l'impérialisme qui défigure le monde. Sinon, au mieux, il n'ouvre que sur la perspective d'une résistance désespérée.

L'imaginaire peut faire la différence

Manifestement, l'imaginaire des années soixante et soixante-dix était plus libre et mieux nourri que celui d'aujourd'hui. Le regard portait plus loin sans effort, on se sentait plus proche des autres, on était plus sensible et la vie palpait plus fort dans les poitrines. Sans doute la disponibilité était-elle plus grande du fait d'une pression médiatique et propagandiste plus faible. Beaucoup n'étaient pas encombrés par les mythes de la domination au point d'avoir une vision déformée de la vie et d'interpréter faussement leurs motivations. La domination sur les êtres et la nature était moins écrasante. Par conséquent, l'accès aux façons de voir différentes était plus facile. C'était l'époque d'une prise de conscience qui avait fait reculer la fausse conscience. Malheureusement, cela n'a duré que le temps d'une éclaircie car nous n'avons pas collectivement continué à progresser comme nous l'espérions naïvement au départ.

C'était avant le raz de marée libéral qui, avec l'appui zélé de toute la gauche politique, a si bien su détourner et retourner l'idée de la liberté qu'il a tourné la tête à plus d'un ancien militant alternatif pour le métamorphoser en serviteur de la spoliation et de la domination, laissant la plupart des autres dans une confusion totale (2). Car le retour du cauchemar n'a pas été spontané. Les non-valeurs et les mythes de la domination ont été réensemencés jusqu'au sein des milieux militants ; en particulier le mythe de l'efficacité de l'action à l'intérieur du système. Il a été fortement promu à partir de la moitié des années soixante-dix pour empêcher tout retour de la pensée et de l'action politiques alternatives. Une opération parfaitement réussie qui a accouché des compromissions institutionnelles génératrices d'aliénation et d'impuissance.

Faire le lit de la bêtise est la stratégie la plus basique des hiérarchies de pouvoir.

Nous n'avons qu'une seule Terre.



(1) Entre réduction et ouverture, *Courant Alternatif* n°34 à 36, décembre 1993, janvier et février 1994. *Silence* n° 174, 175 et 176 de février, mars et avril 1994. *Alternative Libertaire* Bruxelles n°188/189, octobre et novembre 1996.
(2) La liberté démasquée, *Courant Alternatif*, n°111, été 2001. *Silence* n°272-273 et 274, juillet/août et septembre 2001.

Un temps bousculés, décontenancés et inquiétés par les mouvements alternatifs, les stratégies de toutes les dominations n'ont, depuis, cessé de verrouiller les esprits. En dépit de la multiplication des démonstrations de leur faillite, ils ont réussi à interposer un écran de conditionnements et d'aliénations entre la très grande majorité des gens et la culture accordée au sens de la vie, assénant qu'il n'y a pas d'autre interprétation du monde, pas d'autre philosophie politique, pas d'autre projet, pas d'autre civilisation que les leurs.

Nous ne nous sommes pas éloignés de l'univers mental du 1984 de Georges Orwell, nous nous en sommes beaucoup rapprochés. Les milieux militants, qui ont été les premiers touchés, ne s'en sont pas encore relevés. Aujourd'hui, peu nombreux y sont ceux qui ont une idée précise de la culture du mouvement dont ils se réclament et très rares ceux qui en connaissent l'histoire. Parallèlement, une partie de la pensée critique s'est si bien laissée reconquérir par la culture et les structures dominatrices qu'elle en a perdu la mémoire et s'en est allée pantoufler dans les antichambres du pouvoir, se coupant du mouvement social au point de ne plus pouvoir imaginer une autre civilisation. Il ne s'agit donc pas de charger tel ou tel compagnon de lutte plus ou moins fourvoyé puisque la régression a été quasi générale. Même parmi les meilleurs esprits et les meilleures volontés, beaucoup ont été entraînés loin des positions de départ (3). Là est la cause de l'impuissance remarquable des mouvements de résistance actuels, mouvements de résistance et non plus alternatifs.

Rejeter la grille culturelle de la domination

Quand, rejoignant Cornélius Castoriadis, Serge Latouche parle de «réenchâssement, de réabsorption de l'économie dans le social», l'écologiste comprend. Il comprend parce qu'en s'extrayant de la culture impérialiste, il a acquis la faculté de se déplacer d'une culture à l'autre. Mais il ne peut accepter cette tournure car elle est encore conditionnée par un point de vue d'où l'économie paraît limité aux activités mesurées et quantifiées d'une partie de l'humanité (dans ses activités professionnelles seulement) ; autrement dit, par un champ de vision qui est très loin d'embrasser toutes les actions humaines — sans même parler de l'économie de la nature ! Et encore, cet économique-là ne comptabilise-t-il qu'un «actif», le passif étant externalisé en exclusions, spoliations, ethnocides, pollutions, écocides, etc. Certes, il faut changer d'imaginaire, mais beaucoup plus que ne le



Porto Alegre : dialogue ou messe ?

dit Serge Latouche : pour changer quelque chose, y compris l'imaginaire, il faut rejeter toute la grille culturelle de la domination et de la marchandise tout en découvrant l'autre culture.

Les mouvements alternatifs n'étaient pas venus les mains vides. Ils avaient joint leur inspiration à celles de tous leurs prédécesseurs de toute la planète. Et, même s'il est tombé dans la confidentialité, l'effort s'est poursuivi. Seulement en Occident, la pensée critique a été traduite et affinée grâce aux contributions de Ivan Illich qui vient de nous quitter, Thomas Berry, Murray Bookchin, John Clark, Pierre Clastres, Gustavo Esteva, Joseph Gabel, Nicholas Georgescu-Roegen, Edouard Goldsmith, Henri Laborit, Lynn Margulis, Arne Naess, François Partant, Wolfgang Sachs, Ernst Freidrich Schumacher, David Watson, Donald Worster, et tous ces autres plus ou moins anonymes qui ont forgé la pensée collective alternative.

Point besoin donc d'inventer un autre monde. Il faut tout au contraire le regarder tel qu'il est, reprendre confiance en lui et en nous, pour se débarrasser des pollutions idéologiques qui font prendre de mauvais appuis et conduisent à résister dans le système, et à s'y perdre, plutôt qu'à restaurer et reconstruire. Pour amorcer une nouvelle dynamique, il faudrait pouvoir se remettre au travail alternatif en commençant par une sérieuse reprise de contact avec la culture écologiste et conviviale pour que plus personne ne puisse dire qu'elle n'existe pas. Recouvrer la mémoire en analysant le renversement de l'élan des années soixante et soixante-dix paraît tout aussi indispensable. Après ? Eh bien, après, le monde tel qu'il est réellement redeviendra visible et lisible, et le plus important aura été accompli.

Alain-Claude Galtié ■

Bibliographie

Max Horkheimer et Theodor W. Adorno, *Dialektik der aufklärung. Philosophische fragmente*, 1944. En français, *La dialectique de la raison*, Ed. Gallimard 1974.

(3) La confusion culturelle, *Silence* n° 226/227, janvier 1998.

LA FOURMILIERE

jeune nature et arts vivants

de 6 à 16 ans Programme des Séjours 2003

JUILLET

du 29.06 au 12.07 **CIRQUE & BATUC'**
8-10 et 11-13 ans **création artistique**
Théâtre, acrobaties, jonglage, musique et percussions brésiliennes seront les ingrédients d'un spectacle final. **500 €**

du 13 au 19.07 **GENIES DES BOIS**
8-11 ans **séjour nature**
Apprivoiser la nature et la laisser nous apprivoiser. Modeler l'argile, fabriquer, aménager des cabanes, ... **250 €**

AOÛT

du 1 au 10.08 **THEATRE itinérant**
12-16 ans **attelage et théâtre d'impro.**
A pied ou sur notre chariot bâché, nous nomadiserons, tout en préparant un spectacle de théâtre. (Sous tentes). **460 €**

du 17 au 27.08 **Construction de YOURTE**
12-16 ans **séjour nature**
Découverte de l'habitat nomade et de la vie en pleine nature par le biais de la création d'une yourte. **400 €**

du 17 au 23.08 **L'ARBRE**
6-8 ans **Éveil artistique**
Premiers pas dans la vie collective. Nous partirons à la rencontre des arbres par le mouvement, la musique et les arts plastiques. **250 €**

Nos maisons d'accueil

Gîtes Charousse et La Rivière
Anciennes fermes restaurées
aux portes du Vercors

Aides financières possibles

Caisse d'allocations familiales (bons caf)
Comités d'entreprises
Communes, départements
Fonctionnaires: organismes payeurs

Renseignements et inscriptions

LA FOURMILIERE

BP 136 - 26400 CREST
contact@assoformilieri.com
Tel: 04 75 40 69 61

www.assoformilieri.com



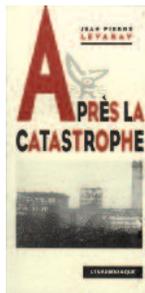
Livres



Après la catastrophe

Jean-Pierre Levaray
Ed. L'Insomniaque (Montreuil)
2002 - 92 p. - 7 €.

L'auteur, déjà auteur d'un remarquable livre (*Putain d'usine*, voir Silence n°288), raconte ici la catastrophe d'AZF de Toulouse vue depuis l'usine jumelle de Grand-Quevilly, près de Rouen, où il travaille. Cette usine produit aussi des engrais et est deux fois plus grande que celle de



Toulouse. Il raconte comment la nouvelle tombe pendant le travail, l'espoir que ce soit un attentat, puis la crainte que cela remette en cause le travail localement, la visite du ministre Yves Cochet sur un parcours dans l'usine qui n'a jamais été aussi propre, les débats syndicaux, la meute des journalistes, les reportages télé bidonnés, les nouvelles mesures de sécurité, les fermetures d'usines ici pour les délocaliser là-bas où si elles explosent, on en parlera moins. Et puis, le 21 mars, une délégation va manifester au côté des salariés d'AZF. Ceux de Rouen demandent une reconversion du site, ceux de Toulouse le redémarrage. Ceux de Rouen s'étonne de ne voir sur la stèle à l'entrée de l'usine que les noms des 21 salariés morts et pas ceux tués autour. Ceux de Rouen suivent la manifestation qui, partie de l'usine, traverse, six mois après, des quartiers encore dévastés. Le 11 avril 2002, Total annonce la fermeture de l'usine et la reconversion du site. Le projet d'un centre d'évaluation des risques et d'une fabrication de capteurs solaires laisse perplexe : il y aura bien création d'emplois, mais pas les mêmes. Il y aura surtout des cadres. Les emplois d'ouvriers pendant ce temps sont partis en Asie. Le témoignage émouvant de Florence Salvès, en fin d'ouvrage, donne l'ambiance chez ceux qui ont vu leur appartement détruit. A lire absolument. FV.

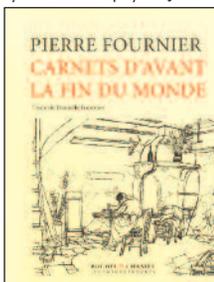
ticulier à travers la BERD, banque européenne de développement, et Euratom, certaines centrales ont été achevées et mises en route. Tout ceci avec une technologie obsolète et donc avec le risque de provoquer un nouveau Tchernobyl.

Dans ce livre collectif, les Amis de la Terre montrent comment le lobby agit, à quel niveau, comment il évite les décisions démocratiques (la plupart des pays d'Europe de l'Ouest ayant tourné le dos au nucléaire), comment le danger d'un nouvel accident est bien réel. Le rôle de la France est central : le lobby y est bien implanté. Un livre parfois fort technique, mais salutaire pour prendre conscience des conséquences de notre passivité. MB.

Pierre Fournier, Carnets d'avant la fin du monde

Danielle Fournier
Ed. Buchet-Chastel
2003 - 180 p. - 26 €.

Pierre Fournier est le fondateur, en 1972, de la *Gueule ouverte* qui durant une dizaine d'années va être l'hebdomadaire le plus important de la mouvance écologiste. Il venait de *Charlie-Hebdo* où il avait fini par se sentir à l'étroit. Il a été l'un des premiers à organiser des manifestations contre le début du programme nucléaire. Il est malheureusement mort d'une crise cardiaque en 1973, à l'âge de trente-six ans. Son épouse retrace ici sa vie et publie de très nombreux dessins, la plupart inédits, de celui qui, aujourd'hui encore, reste un des piliers de la pensée écologiste. Et qui était donc aussi un bon dessinateur. MB.



La mort s'exporte bien

Amis de la Terre
Esprit frappeur
2002 - 106 p. - 3 €.

Le lobby nucléaire pèse de tout son poids pour maintenir en place les programmes nucléaires des pays d'Europe de l'Est. La plupart des chantiers avaient stoppé après la chute des régimes communistes. Grâce aux aides généreuses des pays de l'Ouest, en par-

Non-fumeurs agissez !

Robert Le Cam
Ed. Guy Trédaniel
2002 - 250 p. - 15 €.

De nombreuses personnes souffrent encore de la fumée de leurs voisins. Pourtant la loi Evin de 1991 est théoriquement satisfaisante pour se protéger. Reste que dix ans après, elle n'est inégalement appliquée. Ainsi des restaurateurs continuent à n'avoir

qu'une seule salle, ce qui au yeux de la loi, signifie qu'elle est forcément non-fumeuse. Des établissements scolaires laissent encore enfants et enseignants fumer dans la cour. Des salariés souffrent de leurs collègues fumeurs. Robert Le Cam qui a été président de l'association Défense des non-fumeurs présente dans cet ouvrage de manière extrêmement claire les démarches à suivre pour se protéger de la fumée, les textes de loi disponibles, et présente la démarche à suivre pour ceux qui veulent faire des recours sur leur lieu de travail (médecine du travail, prud'hommes jusqu'au tribunal de grande instance. Il raconte des démarches précises et montre

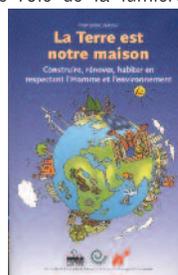
comment quelques grands procès gagnés permettent aujourd'hui d'obtenir plus rapidement l'application de la loi. Un livre clair et efficace. MB.



La Terre est notre maison

de Françoise Jadoul
Ed. Luc Pire (Bruxelles)
2002 - 256 pages - 23 €.

L'auteure est chargée de mission dans une association belge *Espace environnement*. Elle travaille à l'animation du réseau éco-consommation. Ce livre est le résultat de son travail : une multitude de gestes à adopter pour moins peser sur notre environnement. Remarquablement illustré, il énonce de manière facile à comprendre comment intervenir dans l'habitat, au niveau de la construction, de l'énergie, de l'eau, des déchets. On regrettera quand même le peu d'intérêt accordé à la prévention. Par exemple, dans le domaine des déchets, seules quelques lignes signalent que moins acheter, c'est produire moins de déchets. C'est un peu court ! On peut aussi choisir de ne pas aller dans les grands magasins, de favoriser les achats aux producteurs et même de faire son jardin, de créer une coopérative d'achat en gros... De même, l'accent n'est pas assez mis sur le rôle de la lumière dans l'habitat, ce qui fait qu'on passe tout de suite au choix des ampoules alors qu'une bonne réflexion sur les ouvertures est déjà une impor-

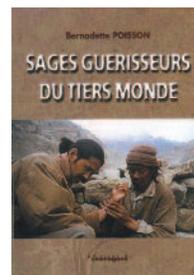


tante source d'économie. Pour le grand public, cela devrait toutefois être suffisant pour changer beaucoup de nos mauvaises habitudes. Les références en fin d'ouvrage sont malheureusement très belges. MB.

Sages guérisseurs du tiers-monde

Bernardette Poisson
Ed. Cosmogone (Lyon)
2002 - 265 p. - 22 €.

Après *Médecines traditionnelles, projets humanitaires en Amérique latine* (présenté dans Silence n°289), l'auteure nous emmène découvrir d'autres médecines traditionnelles principalement en Inde, au Bangladesh et au Pakistan. Toujours écrit comme un récit de voyage, cela pose les mêmes limites : beaucoup de descriptif, peu d'analyses et des digressions (Mère Thérèse comme guérisseuse traditionnelle ?). Par contre cela amènera le lecteur à s'interroger vraiment sur notre vision matérialiste de la médecine et l'absence de vision globale. MB.



De l'inconvénient d'avoir été violée

Florence Féroé
Ed. Albin-Michel
2002 - 190 p. - 13,90 €.

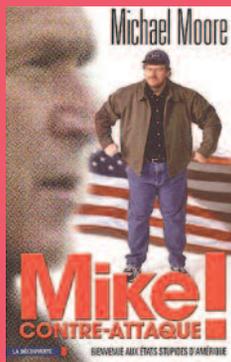
Si le viol est une chose abominable, il n'est que le début d'une longue souffrance et d'une longue incompréhension. L'auteure raconte ici comment elle a été choquée, à la suite d'un viol, par le contexte inhumain des procédures administratives qui en constituent la suite, dans le domaine médical, de la justice, mais aussi dans son milieu de travail, l'éducation nationale. Un témoignage poignant que devraient lire les fonctionnaires qui font des statistiques et qui appliquent le règlement en oubliant qu'ils comptent des personnes humaines. FV.



Mike contre-attaque !

de Michael Moore
Ed. La Découverte
2002 - 232 p. - 17 €.

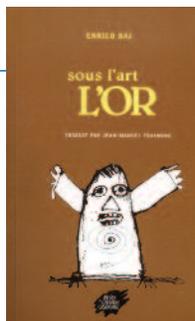
En parallèle avec son activité de producteur (l'excellent «Bowling for Columbine» sur les crimes par armes à feu aux USA), Michael Moore publie ici un réquisitoire contre l'Amérique de George W. Il démontre dans un premier temps comment ce dernier a triché pour prendre le pouvoir, combien celui-ci est stupide, mais comme il représente bien son pays : les Etats stupides d'Amérique. Le capitalisme a atteint dans ce pays un tel niveau qu'il ne peut se maintenir que par l'abrutissement de la population. Et cela marche, de l'école à l'âge adulte, en passant par les universités. La privatisation des écoles est en route : les programmes scolaires parrainés par les entreprises sont en progression de 248 % en dix ans. Des écoles touchent un pourcentage sur les produits vendus. De très nombreux établissements ont remplacé le lait par des distributeurs de sodas. Et comme une loi fédérale interdit de donner des sodas avant le déjeuner, dans de nombreuses écoles, le déjeuner a été avancé à dix heures du matin. Pauvres enfants obèses. Dans les universités, les programmes sont entièrement tournés sur le pays : en littérature, dans plusieurs universités ne figure même pas Shakespeare (un inconnu anglais). Bien sûr, cela a des conséquences : l'exclusion à commencer par les Noirs et les femmes. Michael Moore dénombre les annonces à la télévision de délits réalisés par des Noirs et s'étonne que l'on y parle si peu de ceux faits par des Blancs. Le capitalisme ne fait pas non plus bon ménage avec l'environnement. Quand Clinton est arrivé au pouvoir, les voitures consommaient 9 litres au cent. Il avait promis de descendre à 6 litres. Huit ans après, la moyenne est passée à 10 litres du fait du développement des 4x4. Le tout est relayé dans un humour constant : «*Si nous ne faisons pas un peu plus gaffe, tous ces métèques présomptueux vont finir (...) par s'apercevoir que la fortune des trois personnes les plus riches des Etats-Unis équivaut à elle seule à la totalité des revenus des soixante pays les plus pauvres*». L'éducation et la santé sont en chute libre, mais comme les Etats-Unis se sentent cernés par les pauvres, l'armée se porte bien, tellement bien que «*la moitié de nos chercheurs se sont retrouvés à travailler pour l'armée*». Il existe une loi qui, notamment en Californie, explique que quelqu'un qui fait trois délits est automatiquement condamné à la prison à vie. Ainsi, de nombreux chômeurs qui volent pour manger se retrouvent derrière les barreaux sans espoir de sortir. «*A ce jour, aucun dirigeant d'entreprise n'a été condamné à perpétuité pour avoir pollué trois fois une rivière ou escroqué trois fois ses clients*». Michael Moore qui avoue ses sympathies pour les Verts, consacre également un chapitre à la paix dans le monde. Alors que George W. se défoule en Irak, voici ce qu'il propose pour le conflit au Moyen-Orient, dans une lettre ouverte à Arafat : «*(...) Je vais vous faire une proposition tellement révolutionnaire qu'elle foutra les jetons à toute la droite israélienne et mettra définitivement de votre côté tous les Israéliens épris de paix. Ma proposition n'a d'ailleurs rien de nouveau. Elle n'exige aucun effort militaire, aucune résolution de l'ONU. Elle a été essayée à plusieurs reprises dans plusieurs pays. (...) Elle se passe de toute forme de haine et de tout recours aux armes. C'est d'ailleurs exactement de ça qu'il s'agit, d'empêcher tout recours aux armes. On appelle ça la non-violence de masse et la désobéissance civile. Ça a marché pour Martin Luther King (...) ça a marché pour vous. (...) Voilà comment ça marche : posez votre cul par terre (...) Il suffit que quelques milliers d'entre vous s'assoient par terre au milieu de la route et décident de ne plus bouger et de ne pas riposter violemment quand les soldats essaient de vous faire lever le camp. Au lieu de laisser Israël bloquer régulièrement les frontières (...) c'est vous qui allez les bloquer (...) Plus moyen de circuler entre Israël et les colonies. Plus moyen pour les Israéliens de transporter les biens et ressources naturelles de vos territoires vers Israël (...) Bien entendu, ils peuvent essayer de forcer le passage, et il y aura des victimes parmi vous. Mais ne cédez pas d'un pouce. Le monde entier sera témoin, surtout (...) si vous alertez les médias au préalable (Croyez-moi, CNN répondra à votre appel). Et il y aura beaucoup moins de morts palestiniens que si vous recourez à la violence*». Un livre sérieux et drôle à la fois. C'est plutôt rassurant de voir qu'il y en a encore quelques-uns dans ce pays qui réfléchissent et qui proposent. MB.



Sous l'art, l'or

Enrico Baj
Atelier de création libertaire (Lyon)
2002 - 164 p. - 11 €.

Enrico Baj est un artiste contemporain italien qui se définit comme «libertaire anarcho-pataphysicien». Il a eu l'honneur d'être le seul artiste d'après-guerre à avoir été censuré en Italie (pour outrage à chef d'Etat, en fait pour une œuvre se moquant du pape). Dans ces articles et interviews repris des années 80, on découvre toute la richesse de son analyse sur l'évolution de l'art et son intégration dans la société de consommation. C'est le pop art d'Andy Warhol qui lance le mouvement avec ses toiles répétitives. C'est Kostabi qui revendique «Je voudrais être le McDonald's du monde de l'art»... Enrico Baj dénonce un système : pour qu'un artiste soit reconnu, il faut qu'il soit reconnaissable, pour cela, il doit toujours faire la même chose et donc plus il est connu, moins il est porteur d'une idée. Tout l'art contemporain ne relève heureusement pas de ce phénomène et Enrico Baj, tout comme son traducteur Jean-Manuel Traimond qui rajoute des notes, manie l'humour avec habileté. A lire avant la prochaine exposition. MB.



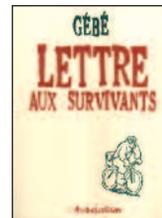
Livres

BANDES DESSINÉES

Lettre aux survivants

Gébé
Ed. L'Association
2003 - 144 p.
15 €.

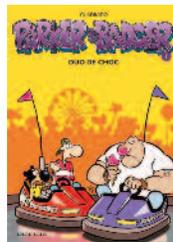
Réédition d'une célèbre BD de 1981, parue alors au sommet de la guerre froide. La bombe atomique a finalement explosé et seuls les facteurs continuent leur travail en livrant, d'abri en abri atomique les derniers courriers. De quoi nous rappeler que cinq pays du monde (officiellement) possèdent encore ces armes qui peuvent anéantir l'ensemble de la planète. Humour féroce, à redécouvrir. MB



Parker et Badger Duo de choc

Cuadrado - Ed. Dupuis
2003 - 48 p. - 8,20 €.

Un jeune et son blaireau vivent des aventures urbaines. La flemme ne fait pas bon ménage avec les petits boulots, lesquels ne durent jamais plus que la longueur d'un gag. Un premier recueil pour une série qui promet. Le monde est vraiment impitoyable. Corrosif. MB.



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Antibiotiques**, Jean-Marc Darguère, éd. Dangles (45801 Saint-Jean-de-Braye), 2003, 136 p. 17 €. Si à court terme, les antibiotiques ont permis, au 20e siècle, une lutte efficace contre certaines bactéries, à long terme, le résultat est plus incertain : la résistance des bactéries oblige à renouveler sans cesse les produits. Une épidémie pourrait alors avoir des conséquences foudroyantes. Un moyen de bien utiliser les antibiotiques est d'y recourir seulement en dernier ressort, et l'auteur présente le potentiel des médecines comme l'homéopathie, la phytothérapie ou l'aromathérapie qui valorisent en amont les défenses immunitaires. Il présente des produits simples comme la propolis fournie par les abeilles, les germes de céréales, l'ail, etc. Dans un langage accessible, une bonne présentation des limites de la médecine officielle.

■ **Le rapport Omerta 2003**, Sophie Coignard, éd. Albin Michel, 2003, 320 p. 19,90 €. Les affaires se multiplient tout comme les coups du sort : effondrement de grandes entreprises, présence de Le Pen au deuxième tour, etc. Derrière tout cela, il y a des manipulations. Quand les RG fournissent des renseignements aux journalistes, ce n'est jamais gratuit... et pourtant, la plupart les acceptent. Il y a d'autres scandales plus discrets comme les 800 000 personnes qui chaque année tombent malades à la suite d'un passage à l'hôpital. Il y a les manipulations constantes sur les chiffres de la délinquance. Il y a la presse de complaisance, façonnée par des procès à répétition. Les instituts qui fournissent du conseil... orienté par les actionnaires. L'interview de Laurent Bessaria (éd. Les Arènes) vaut le détour.

■ **Argent public, fortunes privées**, Olivier Toscer, éd. Denoël, 2002, 282 p. 19 €. Le favoritisme à la tête de l'Etat sert à faire la fortune de quelques-uns. Une méthode éprouvée est le rachat d'usines en difficulté, avec subventions, puis de la revente de l'usine après rationalisation. En gardant les subventions, bien sûr. Une autre méthode consiste à se surendetter, puis à jongler avec l'argent, avant de faire faillite et de ne pas rembourser (voir le Crédit Lyonnais). Si l'auteur détaille des «affaires» récentes, faisant ou non l'objet de poursuites judiciaires, il ne va toutefois pas très loin. Pour lui, aucune remise en cause du système. Il aurait grand bénéfice à lire le livre *Les gros rafflent la mise* pour y découvrir qu'il existe bien d'autres moyens légaux de bénéficier de l'argent public.



Anti-guerre

La lecture de l'article de Michel Bernard (n°295) m'a laissée perplexe. Donneur de leçons, moralisateur «comme toujours, il est plus facile de s'unir pour contester que pour proposer», accusateur de bon nombre de syndicats, assos, partis, dont les analyses ignoreraient l'essentiel. Seuls les anarchistes sauveraient l'image des manifs (pauvres de nous, pas de drapeaux noirs dans le Tarn, ce 15 février).

Qu'est-ce qui lui fait dire que les «Attac, Sud et autres» «n'ont aucune remise en cause de l'armée... qu'ils oublient que l'argent mis dans un sous-marin nucléaire ne va pas à l'éducation...» Si Attac, Sud se sont créés, l'ont-ils fait sur une base antimilitariste ? Faut-il à chaque fois s'afficher, plaider... Si Attac et Sud avaient fait de telles déclarations dans l'émotion du moment, je pense qu'ils auraient vite été accusés de déficit démocratique, puisqu'elles n'auraient pas été discutées dans tous leurs groupes. Taxées aussi d'opportunistes. Oui, la manif du 15 était hétéroclite et consensuelle. Oui, comme à Seattle, Florence, Gênes... chacun y allait de la sienne. Oui, l'idée fédératrice n'était que «contre la guerre» et chacun a pu ensuite la décliner selon ses convictions.

Et si c'était au contact des uns et des autres que nous apprenions ? Et si les analyses des uns faisaient réfléchir les autres ? Les manifs sont aussi des lieux d'échanges, de tracts, de paroles, d'idées, de slogans. C'est en cela leur richesse, on «tchatte», on crée du lien, on «fait société» en marchant ! Et quand les tracts du PS s'échangent contre ceux de la «Libre pensée» ou du MAN... je vous laisse imaginer les nuances et le fossé. Mais qu'importe, on se lit, on se donne à réfléchir.

Alors marre de ces textes un peu méprisants, condescendants, censeurs. C'est trop facile de simplifier les messages, jeu préféré des grands médias.

Le 15 février, entre 10 et 14 millions de personnes dans le monde sont descendues dans les rues. C'est l'émergence d'une opinion publique mondiale pour la paix et c'est ce terreau là qu'il va falloir entretenir, mûrir, pour définir la trame commune de ce que nous voulons comme humanité.

Françoise Bru ■
Tarn.

Internet

Je suis un peu déçu par la réponse concernant internet, page 43 du n°294.

Je viens de m'abonner à Internet, pour 5,5 euros les 5 heures par mois, donc très limité. Bien sûr, j'ai dû acheter un ordinateur. J'ai trouvé la solution intéressante car économique au niveau du papier et évitant sans cesse les déplacements donc économie d'essence.

Je serais donc un vilain privilégié. Et parce que seul 1 % de la population mondiale a accès à Internet, il ne faudrait pas s'en servir. Je voudrais bien savoir quelle technologie pourrait être mise instantanément au service de tous... Quand le facteur nous apporte notre courrier, nous sommes déjà des privilégiés. Combien de gens dans le monde reçoivent du courrier, sachant que beaucoup ne savent ni lire, ni écrire. Et le téléphone, 30 % y ont accès, alors pourquoi vous en servez-vous ? Pour montrer que vous êtes privilégiés ?

La consultation d'une publication est incomparablement plus pratique qu'un écran d'ordinateur. Mais internet peut rendre des services, comme par exemple faire connaître Silence avec ses principes et ses choix de base et proposer un abonnement. Quant aux textes plus anciens, ils peuvent rester d'actualité et consultables sur internet. Car pour les anciens numéros de Silence, à moins d'être un privilégié avec une mémoire d'enfer, personne ne peut les retrouver. Or, il y a au moins 8 % des Français qui pourrait être concernés.

Aux réunions du MEI Ile-de-France, à chaque réunion, on déplore que tous les adhérents n'aient pas internet et que le temps des bonnes volontés passe dans les photocopies, envois et timbres. Le budget annuel y passe. C'est avec ces écarts que je me suis décidé, il y a quelques jours à m'ouvrir l'accès à internet.

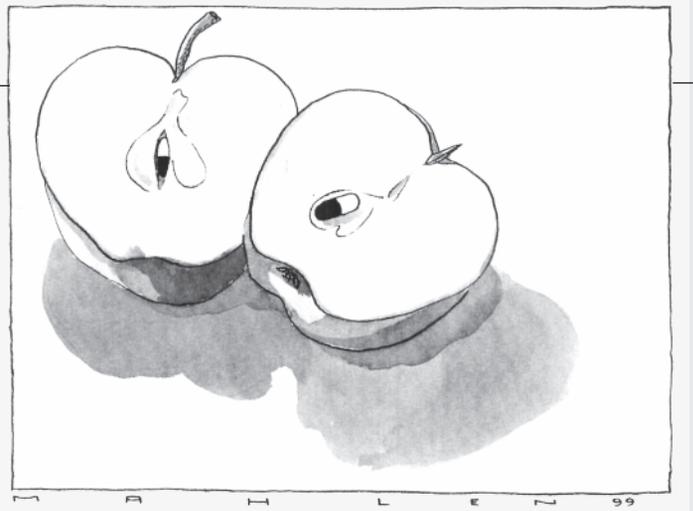
Roland Pierret ■
Essonne.

Silence : nous nous servons aussi de courriels et d'internet, simplement, conscients que ce n'est pas un moyen accessible à tous, nous refusons d'en faire la promotion.

Pilule et divorce

Dans le numéro 295, vous présentez les résultats d'une étude faisant un lien entre l'usage de la pilule et le taux de divorce. Les phéromones ont bon dos pour nous réduire à de simples machines (surtout lorsqu'il s'agit de femmes). La croyance développée dans cette analyse — car c'est bien une croyance — est une foutaise. Malgré le manque de détail sur cette étude, je pense que la réalité est plus probablement celle-ci.

Dans le cas des femmes qui prennent la pilule, c'est le système habituel où le



mâle «consomme de la femme», alors que dans le cas sans pilule, le conjoint participe plus à l'acte de contraception, ce qui signifie qu'il y a déjà une coopération plus égalitaire et respectueuse, tenant plus réellement compte l'un de l'autre. Ainsi, dans le premier cas, les frustrations arrivent plus souvent que dans l'autre démarche où il y a un partenariat dans le couple, d'où une meilleure entente sans pilule.

L'entente n'est pas une affaire de phéromone, mais de passivité ou de construction d'harmonie quotidienne.

Il faudrait alors plus détailler : quels sont les moyens contraceptifs dans le cas des femmes sans pilule, la raison du choix d'une méthode ou d'une autre, la place des enfants, la participation des hommes aux tâches ménagères et la répartition dans le couple, l'activité professionnelle de la femme ou non, le niveau social, éducatif...

Je ne crois pas que la vie de couple se base sur de simples phéromones. Ce genre d'études ne vise en fait qu'à nous réduire à des vecteurs chimiques. C'est proche de l'eugénisme ou des OGM. C'est le genre d'études qui permet au lobby pharmaco-industriel (et autres esclavagistes) d'étendre leur pouvoir en instillant des croyances qui les arrangent.

Helène Lardon ■
Rhône.

Expédition de Silence

Abonné depuis quelques années et présent pour les «20 ans de Silence», l'envie de participer à l'expédition se faisait plus pressante. L'idée s'est concrétisée le 24 janvier et les souvenirs qui m'en restent sont si agréables que je me dois de remercier les participants pour ce bon moment. Félicitations à l'équipe !

A vous lecteurs, si une fin de mois, vous vous ennuyez, allez faire un tour au 9, rue Dumenge, histoire de donner la main à l'envoi de notre revue. En espérant que vous vous y amuserez autant que nous ce jour-là.

Phil. ■
Deux-Sèvres.

Biocarburants

Vous annoncez (n°295) qu'il faudrait 3000 litres de tournesol pour produire finalement 750 litres de carburants excédentaires. Je suis agriculteur et produis mon huile bio pour la carburation partielle de mon tracteur, un petit quatre roues motrices de 55 chevaux.

Sans prétendre que l'huile est le carburant de substitution de demain et persuadé le premier des efforts à fournir afin de réduire globalement nos consommations d'énergie (je partage largement la conviction de nombreux camarades sur la décroissance), je milite aussi activement pour promouvoir l'utilisation de l'huile de tournesol, avec des chiffres réels.

Voici ce que me coûte la production d'un hectare de tournesol (en bio) : 8 heures de labour, 10 heures de reprise (vibro/herse plate), 6 heures de semis (j'ai un tout petit semoir), 3 x 5 heures de lissage (au butteur à soc sur deux rangs), cela fait au total 39 heures de travail en amont, soit à 5 litres de l'heure, environ 200 litres. Il faut ajouter encore 20 litres pour la moisson. Total : 220 litres consommés.

Cela nous donne entre 19 et 20 quintaux à l'hectare soit après pression plus de 600 litres disponibles directement sur la ferme pour utilisation. Donc un rendement de près de 3 et non de 1,2 comme vous l'annoncez.

Ces 600 litres me permettent de diminuer ma consommation de fioul de 66 %, mais pas de la supprimer, car dans la pratique on se heurte à d'autres problé-

Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

numéros disponibles (franco de port)

matiques. Ainsi, l'huile fige avec le froid, il faut trouver et installer des réchauffeurs, les phospholipides contenus dans l'huile encrasse les cylindres, une pâte se forme dans la tuyauterie et les filtres et les obstrue en partie, l'arrivée d'air et la sortie d'échappement doivent être augmentées, tout ceci en plus de l'augmentation de tirage des injecteurs et de l'avance donnée à la pompe à injection...

Toutes ces difficultés font qu'actuellement, je mélange 1/3 gazoil et 2/3 d'huile.

L'hectare de tournesol fournit également 1200 kg de tourteaux, excellent aliment pour l'élevage (et léger oublié de l'auteur de l'article) qui se valorise en bio aux alentours de 0,4 € le kilo, ce qui permet un revenu de 480 € à l'hectare (sans compter une prime) ce qui permet de payer les semences (110 €), les 39 heures de travail et l'amortissement du matériel.

Avec ce carburant, pas parfait, mais moins pire, il faut signaler qu'écologiquement, il ne contient pas de métaux lourds, qu'il produit du gaz carbonique réabsorbable par le vivant et ne provenant pas d'une source fossile, qu'il supprime pour l'agriculteur les transports d'approvisionnement. Sur le plan économique, les tourteaux permettent l'amortissement. Politiquement, cela évite d'enrichir des multinationales pétrolières et les milieux politiques qui vont avec et qui dominent actuellement le monde. Socialement, cela favorise l'autonomie, évite la dépendance à un système d'exploitation (du Sud en particulier) et son cortège de soumissions (contrôle social, emprisonnement, tortures, guerres...).

Avec le carburant, ma compagne et moi produisons des légumes bio sur 8000 m2 extérieur et 1000 m2 de serre, des céréales à paille (orge, blé) sur 1,5 hectare pour la nourriture d'une centaine de poules pondeuses. Cela permet de fournir en légumes et œufs environ 50 familles à partir de deux marchés. Le véhicule de marché est au GPL, là aussi solution imparfaite, mais premier possible vers le biogaz qui lui aura un rôle épurateur des gaz dans la décomposition de matières organiques.

Tout n'est donc pas parfait, mais il faut essayer de faire considérer avec honnêteté la réalité de ce qui existe et avancer ensemble, sans casser du sucre sur les initiatives des autres, plutôt en montrant constructivement les limites (...)

Voici quelques limites : le développement de la combustion du tournesol n'est pas neutre et peut à grande échelle nous amener vers d'autres déséquilibres. Si l'on voulait substituer de grandes surfaces pour remplacer le gazoil, cela serait en concurrence avec d'autres usages... mais ces limites existent dans d'autres domaines. Si l'on développe trop le chauffage au bois, on pousse à la déforestation, si on développe trop les éoliennes, cela consommera des matériaux (comme le cuivre dans les alternateurs), l'hydroélectrique est néfaste à la faune. Tout abus est dangereux !

Le mieux pour en discuter est encore de venir nous voir. Nous sommes une douzaine à expérimenter concrètement l'huile de tournesol.

Tanguy et Clara Reboullet ■

Maire, 31430 Pouq-de-Touges - Tél : 05 61 98 55 68.

De la politique à l'engagement spirituel

Personnellement, je ne suis pas d'accord avec Philippe Laporte (n°293) qui affirme que Krishnamurti ne regardait que la moitié du problème lié à la névrose (de la société ou de l'homme), mais profondément d'accord avec le fait que l'engagement spirituel implique une libération des dites «névroses» (au delà du je ou du je suis c'est alors le je suis cela qui est qui prime) et la dite spiritualité n'exclut pas, je pense, l'engagement politique. Cependant, dans cette démarche, il me semble que l'engagement n'est pas le même. Il me paraît évident que les individus qui changent *changent* la société.

(...) Le changement et la remise en cause de l'individu me paraissent une nécessité. Une recherche personnelle ne peut être qu'individuelle. Question du *to be or not to be* ou du *qui suis-je ?*

D'ailleurs comment un sage qui est dans la totalité et la globalité pourrait-il ne pas être interrogé par la politique ? La question me paraît donc plus être «un sage peut-il se reconnaître dans la politique puisque la source de la politique n'est pas spirituelle ?».

Il peut être alors intéressant de lire (ou relire) les écrits de Krishnamurti, afin de constater qu'il n'a pas cessé de s'intéresser à la politique et de l'interroger.

Claire Darmedru ■

Ain.

- 218 Alternatives en Alsace 3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes . 5,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC . . . 3,8 €
- 245 Vélos du futur 3,8 €
- 248 Crimes publicitaires 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture 3,8 €
- 251 Ecoféminisme 3,8 €
- 252-253 Les gros rallent la mise (1) . 5,8 €
- 254 Ecopsychologie 3,8 €
- 255 Empreinte écologique 3,8 €
- 256 Commerce équitable 3,8 €
- 257 Ecole et écologie 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes . 3,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise . 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? 3,8 €
- 264 Technologies et solitude 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure 3,8 €
- 270 Afrique : nouvelles colonies . 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône . 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis . . 4 €
- 275 Vers une bio sociale ? 4 €
- 276 Microfinances en question 4 €
- 277 Land Art et écologie
- Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets 4 €
- 278-279 Alternatives en Normandie
Défaire le développement. Liberté 0 %. Tittytainment . . 6 €
- 281 Eau et santé
Décroissance et abondance. Biopiraterie 4 €
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité
Nucléaire : droit de réserve ? 4 €
- 283 Routes et déroutés du voyage
Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien . . 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?
De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions . . 4 €
- 285-286 Alternatives en Isère
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte . . 6 €
- 289 Un monde écolo est-il possible ?
Associations et économie plurielle 4 €
- 290 Ne pas oublier le train
Corruption. Cosmétiques. Microhydraulique 4 €
- 291/292 Alternatives en Aquitaine
Forum social. Tribunes 6 €
- 294 Enfance : apprendre ensemble
Prostitution. Droit dévié. Bioclimatique 4 €
- 295 Déchets : collecte d'alternatives
Antimilitarisme, pierres sèches, barrage et mais . . . 4 €
- 296 Marchandisation sans retour
Pistes baignolables, G8 : absent à Evian 4 €

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 15 €
- Particulier 12 n° 40 €
- Institution 12 n° 80 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 65 €
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €
- Petit budget 12 n° 25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 22 €
- Particulier 12 n° 45 €
- Institution 12 n° 90 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 70 €
- Petit budget 12 n° 40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____





Manifestation contre le G8-Environnement - Paris, 27 avril 2003.



Déviants d'Evian

Le texte de Zoé Wasc est diaboliquement bien concocté et, en lisant un peu vite, on peut être tenté de lui donner raison.

A quoi bon aller à Evian... Et puis apparaît un malaise : cela sent trop le jugement sans appel, hors du point de vue de Zoé, point de salut. Ensuite se remarquent les affirmations gratuites et les oublis qui peuvent permettre aux accusés de se défendre :

Tout d'abord, en quoi le fait de se rendre à Evian pour cause de G8 serait-il la négation d'autres types d'action accomplies par les participants auparavant, simultanément ou après ? On peut parfaitement accepter le principe de cette manifestation tout en essayant de saper le système régnant par des actes quotidiens, personnels ou en association et ce sera probablement le cas pour une grosse majorité des manifestants.

Ensuite, oui, ces rassemblements sont des grand'messes romantiques. Et alors ? Il n'y a pas tellement d'occasions de se retrouver aussi nombreux et se faire du bien par le contact d'une foule d'amis

peut avoir un effet thérapeutique qui permet de mieux continuer ensuite, seul ou en petit groupe, la défense des idées de diverses manières. On peut... aller faire une cure d'Evian sous forme bain de foule !

Comment Zoé peut-elle affirmer ensuite que les participants à ces contre-sommets ne savent pas que leur présence ne sert pas à grand'chose, au mieux, ou bien va être interprétée, détournée par les pros de la com des 8 grands manitous ? Mais, en être conscient, ça ne suffit pas pour ne pas y aller. Car si le manège des grands 8 est de se servir des manifestants pour prouver leur souci de démocratie, ils peuvent, tout aussi

bien et même encore mieux, utiliser l'absence de manifestation pour asseoir leur puissance.

En quelque sorte, "ils" nous obligent à être là. Cela on le sait. Mais ce que personne, Zoé comprise ne sait, c'est qu'il peut se passer un événement déterminant là comme ailleurs et qu'il y a une infime probabilité pour que ce soit plutôt là qu'ailleurs et que, dans ce cas, il faudra peut-être se trouver présent.

J'imagine que, durant l'été 1789, beaucoup des contestataires qui en ont suivi d'autres se dirigeant vers une

prison qu'on appelait Bastille, après avoir déjà crié et protesté en vain cent fois, ne savaient pas que ce jour du 14 allait bouleverser l'ordre établi (je ne prône pas les révolutions ni ne juge leurs résultats, je dis seulement qu'on ne sait pas quand, ni où, un rapport de forces peut s'inverser et si ceux que j'évoque n'avaient que des piques, nous, nous n'avons que la non-violence donc ma comparaison s'arrête là).

Enfin, les manifestants d'Evian ne se satisferaient évidemment pas d'un label OGM Bio, Zoé pousse la plaisanterie un peu

loin, et les faucheurs d'OGM seront, évidemment, présents. La plupart des opposants irréductibles aux voies rapides aussi, et une très grosse majorité prendra le train, le bus ou le vélo pour rejoindre Evian, évidemment.

Ce ne sera pas seulement "plaisir intellectuel", ce sera échange d'expériences pratiques sur le terrain, les rencontres humaines pouvant être encore, de nos jours, plus efficaces qu'Internet.

Oui, ces rassemblements sont des grand'messes romantiques. Et alors ?

Madeleine Nutchey ■



**de 14h à 19h et de 23h à 7h
en Île de France
ou
icietmaintenant.com**